UNIVERSITÉ DE BORDEAUX I

FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES
Avenue Léon Duguit 33604 Pessac

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Frédéric POULON, professeur de sciences économiques

LES CAHIERS DE DECTA III

n° 1 (1987)

Séminaire Silvio GESELL

RÉALISATEUR :
Johannes FINCKH, médecin-psychiatre

LES CAHIERS DE DECTA III

UNIVERSITÉ DE BORDEAUX I

FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES
Avenue Léon Duguit 33604 Pessac

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Frédéric POULON, professeur de sciences économiques

n° 1 (1987)

Séminaire Silvio GESELL

RÉALISATEUR :
Johannes FINCKH, médecin-psychiatre

CAHIERS de DECTA III

Les Cahiers de DECTA III réunissent les textes de conférences ayant eu lieu au Séminaire DECTA III, dans le cadre de mini-séminaires. Ceux-ci se déroulent en marge du séminaire principal dont les travaux paraissent en tomes annuels dans une Collection à part.

Chaque mini-séminaire est un ensemble constitué de deux à cinq séances, qui se tiennent à la Faculté de Droit et d'Economie de l'Université de Bordeaux I, le mardi à partir de 16 h 30, à des dates annoncées largement à l'avance. Le cas échéant, les séances peuvent être regroupées en une ou deux "journées d'études".

Les mini-séminaires servant de base aux Cahiers de DECTA III peuvent traiter de sujets variés, pris au dedans ou au dehors de l'économie, qui reste cependant leur domaine de prédilection. Ils se déroulent selon les mêmes règles que celles en vigueur depuis plusieurs années au sein du séminaire principal : un Directeur scientifique détermine le thème général du séminaire, le subdivise en thèmes particuliers qu'il propose comme sujets de conférences à des personnes pressenties par lui ; le conférencier présente sa recherche à partir d'un texte écrit spécialement pour le séminaire ; le texte est accessible aux participants une semaine à l'avance ; la conférence, en principe assez brève, est suivie d'une discussion conduite par le Directeur scientifique. Les conférenciers sont indemnisés de leurs frais de transport et de séjour. Toutes les questions matérielles sont réglées avec le Directeur de DECTA III.

Celui-ci est le directeur de publication des Cahiers de DECTA III. Le réalisateur de chaque Cahier est le Directeur scientifique du mini-séminaire correspondant. A ce titre, il assure la coordination entre les auteurs qui voudraient réviser leur texte de conférence avant publication dans le Cahier. Les auteurs sont priés de bien vouloir ne pas faire paraître leur texte sous forme imprimée avant la sortie du Cahier, qui a lieu au plus tard à l'automne suivant la fin de l'année universitaire au cours de laquelle le séminaire s'est tenu. Chaque Cahier est tiré à environ deux cents exemplaires, et diffusé à l'intérieur et à l'extérieur de l'Université de Bordeaux I, en France et à l'étranger, notamment auprès des personnes ou institutions qui en font la demande. Les Cahiers paraissent sans contrainte de périodicité, à raison de zéro, un, deux ou trois numéros chaque année.

Toute personne, même extérieure à l'Université de Bordeaux I, désireuse de réaliser un Cahier de DECTA III en assumant la direction scientifique d'un mini-séminaire sur un sujet de son choix, est priée de bien vouloir s'adresser au Directeur de DECTA III.

PREFACE

Je tiens tout d'abord à remercier le Professeur Frédéric POULON de m'avoir permis l'organisation de ce petit Séminaire de Recherche, ainsi que tous les conférenciers : Jean-Jacques SAMARAN, Georges LARDEAU, M. SECCARECCIA, M. HERLAND. Il a permis de faire un tour d'horizon et d'ouvrir un débat. Mon souhait est justement que des économistes professionnels reprennent le fil d'un enseignement dont - je crois - la véritable dimension ne se révèlera qu'à l'avenir.

J'espère que ce Séminaire aura été davantage qu'une tentative supplémentaire autour d'une cause perdue.
Je serai notamment ouvert à toute idée de thèse ou de mémoire autour de ce sujet - si cela pouvait intéresser au moins un chercheur professionnel ...
Qui est donc Silvio GESELL - cet "étrange prophète injustement méconnu", pour le dire avec les paroles de John Meynard KEYNES ?

Ce séminaire amènera les lecteurs à se poser les questions économiques d'une manière radicalement différente et nouvelle.

On ne logera jamais Silvio GESELL dans aucune orientation universitaire établie. Par contre, les autres auteurs seront - un jour prochain, je suppose - à situer par rapport à lui ... Un autre trouvera les mêmes résultats à partir des mêmes questions soulevées par GESELL. Tout n'est pas toujours présenté d'une manière suffisamment nuancée et documentée. Mais les grandes lignes ne sauront être discutables.

L'importance de cet auteur profondément original ne pourra être véritablement saisie que par un psychanalyste touché simultanément par la grâce de GESELL et par la découverte freudo-lacanienne. La tâche des économistes sera rude pour affiner les concepts et pour substituer ENFIN une logique du sujet à celle du sujet logique (le sujet supposé rationnel). Prendre au sérieux l'engagement subjectif dans l'économie entraîne d'autres conséquences que les développements statistiques, "objectifs", projectifs et somme toute imaginaires ...

L'engagement subjectif subvertit la notion de capital à la racine ... qui est monétaire à l'exclusion de toute autre - ce séminaire vous le montrera, tout comme l'oeuvre de Silvio GESELL.

Il est remarquable, justement, que la ligne de rencontre de KEYNES et MARX est exactement la question monétaire telle qu'elle est traitée par Silvio GESELL au point d'occulter tous les autres points de vue. Ce qui est marginal chez KEYNES et MARX est en effet CENTRAL chez GESELL.
Cf. Michel HERLAND : "KEYNES et MARX, 1883 : l'un arrive et l'autre part", article paru in "Les temps modernes, Mars 1983".

La lecture gesellienne est d'autant plus malaisée que Silvio GESELL - contemporain de Freud - a écrit des choses économiques sans s'apercevoir qu'il parlait du sujet, il se situait dans une subjectivité au sens lacanien du terme.

La subjectivité à l'oeuvre dans Silvio GESELL est celle qui considère que le produit du travail avancé n'engendrera jamais le moindre profit subjectif - sauf à considérer que la poursuite de tout travail n'est identique qu'avec celle de la vie ... pour la mort. Mais le produit est pour l'Autre - qui, par surcroît n'existe pas ... Il est pour l'Autre s'agissant de papier à WC aussi bien que d'une oeuvre d'art. Le sujet ne travaille jamais pour gagner, mais simplement parce qu'il y a rien d'autre à faire en ce monde ...

Considérer le travail du sujet comme une cause perdue oriente l'économie politique dans une Ethique nouvelle.

Silvio GESELL traque et démasque l'étrange objet de la jouissance capitaliste - à savoir la monnaie - au-delà des avancées proudhoniennes et marxiennes. C'est peut-être précisément là que gît la véritable raison pourquoi son oeuvre est restée méconnue et inouïe.

Avec ce séminaire, j'ai contribué - avec l'aide des autres conférenciers, geselliens ou non - à soutenir cette cause foncièrement perdue qui nous contraint néanmoins à chercher une issue pacifique aux problèmes actuels. Et là, il n'y aura aucune possibilité d'éviter la réforme gesellienne. Sa pensée révolutionnera tôt ou tard l'ordre économique. Même si on parvient à faire oublier toujours davantage Silvio GESELL. Car, selon une conviction même de GESELL, il y aura bien un autre qui trouvera cette même solution ...

Les faits sont têtus et conduiront en pratique à adopter de gré ou de force une à une les idées de GESELL. Peut être découvrira-t-on dans 50 ans que la réalité imposée par les faits sera celle que GESELL avait prônée au début du XXème siècle.

En tout cas, toutes ces hypothèses autour de la dématérialisation du signe monétaire peuvent être considérées comme des tentatives de sortir de l'impasse de la crise. Il est frappant que le numéraire - son existence et sa survivance même - dérange de plus en plus massivement les théoriciens. Ils ne savent qu'en faire ... Je montrerai que le peuple n'abandonnera JAMAIS le numéraire - sauf à retomber dans l'économie de subsistance ou le troc - !! Mais le malaise est assurément ailleurs !! Il est en rapport avec une matérialité du billet qui a toutes les caractéristiques du non-matériel (Résistance à l'usure du TEMPS notamment). Il s'agit d'une "matérialité sublime".

En tout cas, toutes les adaptations pragmatiques dans la gestion économique mondiale postérieures aux avancées gesellienes n'étaient durables et ne durent encore que dans la mesure que cela ne contrevient pas à sa doctrine monétaire. Je ne peux qu'inviter à se reporter à son ouvrage (l'ordre économique naturel).

Silvio GESELL opère une rupture épistémologique radicale. La psychanalyse nous habitue à considérer la réalité, celle que nous rencontrons en tant que sujet,comme un fantasme. Il n'y aura jamais aucun

espoir d'aborder le réel - qui est derrière ce fantasme - par aucune prétendue objectivité. L'exclusion scientifique du sujet proposée par Descartes a justifiée le retour freudien qui se situe précisément sur la brèche de cette exclusion.

Il me semble que la proposition de GESELL prendra consistance à partir de là. Car il ne suffit plus, depuis FREUD, de prendre simplement les phénomènes observés dans la réalité économique et sociale et de les décrire "objectivement". Le sujet ne pourra plus désormais se retrancher, se réfugier, dans le fantasme collectif nourri par le discours dominant, qu'il soit d'inspiration libérale, marxiste ou keynésienne.

Car tous ces discours ne font que partir des phénomènes observés, notamment de ce que MARX a conceptualisé autour de la plus-value, à savoir une logique du profit ... LACAN identifie cette plus-value comme un symptome, donc un mode de jouissance à partir de représentations refoulées faisant ainsi retour dans ce symptome.

Or, nous savons depuis FREUD que les représentations inconscientes refoulées conduisent aussi longtemps et répétitivement aux mêmes effets (le symptome) qu'elles restent méconnues.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la crise fasse répétitivement retour en tant que symptome, tel un thème musical avec variations ...

Les représentations (inconscientes) refoulées conduisant à ce résultat ne sont, certes, pas inconnues, mais elles sont techniquement ignorées !!!

Tous les grands de l'économie politique de toutes les époques pourront être cités, tous - ou presque tous, je n'ai pas vérifié ... - évoquent la question de l'intérêt monétaire. Partisans ou adversaires de l'intérêt, ils signalent tous qu'il s'agit de quelque chose de particulier, d'un phénomène unique. Il doit être lié à la nature même de la monnaie traditionnelle.

Cependant, (hormis l'interdit papal du Moyen-Age), il n'y a pas eu de constructions théoriques concluantes qui prouvent formellement les liens entre conjoncture, monnaie et intérêt-voire qui déduisent l'origine de l'intérêt d'une manière satisfaisante de quelque cause ... jusqu'à PROUDHON et surtout GESELL.

Tous les économistes avaient observé le phénomène, GESELL SEUL a réussi à sonder complètement la question. Nous trouvons encore quelques intuitions allant dans le même sens chez KEYNES, mais il n'a ni insisté ni complètement élucité la question, et il est vraisemblable que ce qu'il en dit est en rapport avec sa lecture de GESELL ..

Indiquer les avantages structurels du capital monétaire face à toute autre forme de capital (y compris le capital foncier ...) devient banal. Mais cette banalité n'a arrêté que PROUDHON et puis GESELL. Silvio GESELL déduit de cet état de fait la seule et simple leçon qui s'imposera tôt ou tard à tout le monde. La chose est dans le monde depuis GESELL, elle n'en disparaîtra plus de si tôt. Imagine-t-on d'aller en arrière d'Einstein, Newton ou Galilée ? Imagine-t-on d'aller en arrière de FREUD et LACAN ?

Ainsi, l'intérêt originel de GESELL (Urzins) est un concept fondamental de l'économie politique. Cet intérêt originel est l'envers d'un endroit qui s'appelle PERTE. C'est le retour d'un refoulé. Qu'est-ce qui est donc refoulé ? C'est le TEMPS !!!

Il faut regarder de près, s'y arrêter, vérifier et tourner autour pour s'apercevoir que cette vérité, occultée depuis l'institution étatico-administrative de la monnaie dans l'antiquité aboutira toujours et encore à l'adoration du veau d'or sur lequel se briseront toutes les tables de loi : TOUTES. Tous les empires périront dès que quelque chose cloche au niveau de la monnaie. MARX et LENINE le savaient aussi bien que Silvio GESELL.

Toutes les lois monétaires sacralisent la monnaie ; la monnaie incarne le fantasme de l'intemporalité au point de vérifier le "time is money ...". La confusion entre monnaie et métal précieux avait la peau dure. L'abandon de l'étalon-or était d'abord PRATIQUE avant d'être théorique. Par quoi il est définitivement démontré que l'inertie chimique de l'or n'a rien à voir avec l'inertie du fantasme monétaire ...

MARX indique que la séparation dans l'espace et le temps entre vente et achat des biens est facteur de crise. Cela aussi, nous le retrouvons à peu près chez tous les vrais économistes de tous les temps ...

Mais la déduction de l'intérêt originel du fait de l'indestructibilité artificielle et légale de la monnaie en opposition avec la fragilité de tous les biens produits revient à GESELL. Nous trouvons une parenté évidente avec Proudhon, puis KEYNES (qui l'a, en fait, certainement lu chez GESELL ...) l'appelle "prime de liquidité (de renonciation à la ...)".

En pratique, il serait nécessaire et certainement suffisant de rendre la liquidité coûteuse (p. ex. avec la "monnaie fondante") pour que ce facteur de crise disparaisse.

La taxation de la liquidité raccourcira le temps s'écoulant entre acheteurs et vendeurs. Elle les mettra sur un pied d'égalité en ce sens que l'acheteur subira les mêmes ravages temporels que le vendeur ...

La stabilisation des transactions résultera en fait de la maximisation de la vitesse de circulation, de telle sorte que les prix soient une fonction directe de la masse monétaire constamment circulante (numéraire ..). Sans retard et sans inflation AUCUNE, la loi de Say sera réalisé, en période de croissance et aussi bien en période de croissance zéro, voire de décroissance liée à des facteurs macroéconomiques autres (par ex. mouvements de dépopulation ...).

IL Y AURA PLEIN EMPLOI DANS TOUS LES CAS DE FIGURE AU MOINS POUR CEUX QUI SOUHAITERONT TRAVAILLER ET VENDRE. LES AUTRES POURRONT CONSOMMER LEUR RICHESSE PERSONNELLE ACCUMULEE. MAIS JAMAIS CELLE ACCUMULEE PAR AUTRUI ...

Je n'ai rien d'autre à ajouter au niveau de cette introduction, car le lecteur ne pourra faire l'économie de la lecture de l'"ordre économique naturel", s'il souhaite vraiment connaître.

Johannes FINCKH
41, rue Roborel de Climens
33000 BORDEAUX
Tél. 56.44.79.65.

UNIVERSITÉ DE BORDEAUX I

FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

—

DECTA III

SEMINAIRE SILVIO GESELL

1986/1987

PRESENTATION DE LA THEORIE DE L'INTERET ET DU CAPITAL DE SILVIO GESELL

NOTIONS DE MONNAIE TEMPORELLE ET ETERNELLE

par

JOHANNES FINCKH

Médecin-Psychiatre

Mardi 13 Janvier 1987

à 17 h 30

Salle 330.

Présentation de la théorie de l'intérêt et du capital de Silvio GESELL.

Notions de monnaie temporelle et éternelle.

I - INTRODUCTION

"Il convient de mentionner ici l'étrange prophète Silvio GESELL (1862-1930), qui a été injustement méconnu. Son oeuvre contient des éclairs de perspicacité pénétrante et il s'en fallut de peu qu'il n'atteignît le fond du problème ... , leur importance ne nous apparut clairement que lorsque nous fûmes arrivés par nos propres moyens à des conclusions personnelles ... La plupart des lecteurs du présent ouvrage (la T.G.) n'auront sans doute pas eu l'occasion d'apprécier l'importance des travaux de GESELL ... "aux Etats-Unis" ... Irving Fischer est le seul économiste d'Université qui en ait reconnu l'importance".

"Nous estimons que l'avenir aura plus à tirer de la pensée de GESELL que de celle de MARX. (T.G. pp. 348-353, extraits)".

Ceci est la partie "flatteuse" que KEYNES a accordé à GESELL. Je vous fais grâce de sa critique qui ne me paraît pas tout à fait satisfaisante. KEYNES ajoute encore "l'idée sur laquelle repose la monnaie estampillée est juste".

Car ce séminaire ne présentera point KEYNES, mais GESELL. Je vais donc directement aborder la théorie de l'intérêt de GESELL qui constitue la pierre angulaire de son élaboration.

Assez paradoxalement, GESELL produit cette théorie seulement au bout d'une quinzaine d'années de recherches qui ont débutées en 1891.

Comme il arrive souvent pour des découvertes, GESELL a eu l'intuition de la solution bien avant la pleine justification théorique. Pour nous, il est cependant légitime de commencer par l'aspect théorique avant de mentionner sa solution pratique.

II - L'INTERET FONDAMENTAL (URZINS), CONCEPT FONDAMENTAL

Vous trouverez son exposé dans son ouvrage principal, l'Ordre économique Naturel que GESELL a publié pour la première fois en 1911. La traduction française a été publiée en 1948, mais on n'en trouve plus que quelques exemplaires dans certaines bibliothèques universitaires, dont Bordeaux. Je me suis procuré moi-même une photocopie et en ai diffusé une dizaine.

Pour venir aux faits.

Comme KEYNES bien après lui, GESELL distingue clairement l'intérêt monétaire net de l'efficacité marginale du capital (cf. p. 6 et suite). Mais son point de départ est profondément enraciné dans le dix-neuvième siècle, dans les turbulences autour de la question de la monnaie-or. Ses inspirations sont mercantilistes et libérales, mais on ne pourra rendre justice à son travail sans mentionner Proudhon.

"Si les capitaux en numéraire coûtaient moitié moins aux emprunteurs, on verrait bientôt les revenus de toutes les espèces de propriétés diminuer aussi de moitié. Par exemple, une maison coûtant moins cher à bâtir qu'à louer, un champ à défricher promettant plus qu'un champ amodié, la concurrence amènerait infailliblement un dégrèvement des loyers et des fermages, puisque le plus sûr moyen de déprécier un capital actif, c'est de mettre à côté de lui d'autres capitaux en activité. Mais c'est une loi d'économie politique qu'une production plus grande augmente la masse des capitaux disponibles, par conséquent tend à faire enchérir la main-d'oeuvre, et finalement à rendre nul l'intérêt".

GESELL ouvre son texte avec cette citation de Proudhon.

Toute son introduction s'articule alors autour de ce point de vue, et GESELL tente de justifier pleinement Proudhon ... contre MARX.

GESELL, comme Proudhon, isole l'origine de la plus - value dans la monnaie traditionnelle - je vous diraique la monnaie actuelle ne diffère pas essentiellement de la monnaie - or - du moins du point de vue Gesellien. J'espère pouvoir vous le montrer.

Si GESELL parle d'intérêt originel, c'est parce qu' il découvre que l'intérêt monétaire est exigible QUELLES QUE SOIENT LES CONDITIONS DE MARCHE. Il démontre qu'il s'agit là d'une rente liée à la nature, à la définition même de la monnaie.

KEYNES confirme avec ses mots également cet état de fait. Il l'appelle prime de liquidité - ou mieux - prime de renonciation à la liquidité.

Mais suivons GESELL, puisque tel est l'objet de ce séminaire. GESELL approuve Proudhon qui voit dans la mauvaise circulation de l'or monétaire l'origine de l'intérêt : l'or comme verrou du marché (OEN p. 345) Problème de la pénurie monétaire ...

Dans l'introduction à sa théorie monétaire, GESELL rementionne encore Marx et Proudhon .

"Néanmoins, les théoriciens de l'intérêt ont, pour les raisons exposées plus haut, régulièrement négligé l'étude de la monnaie. Marx, par exemple, n'a certainement pas accordé cinq minutes d'attention à la question, témoin les trois gros volumes qu'il a écrits sur l'intérêt (le Capital) PROUDHON, lui, mésestimait moins la monnaie, et c'est lui qui a approché le plus l'énigme de l'intérêt.

Dans les présentes investigations, ... je propose à la science, au commerce et à la politique cette théorie tant cherchée de la monnaie et de l'intérêt".

Nous y sommes à la certitude de GESELL. Il n'est certainement pas si simple de dire que MARX s'y intéressait si peu... Cependant, ce que GESELL remet en question, ce qu'il dénonce c'est le caractère paradoxal de cette monnaie, à la fois équivalent de tous les biens et réserve de valeur. Il démontre que ces deux fonctions sont incompatibles et constituent la source même de la crise. (OEN, pp. 101/102).

Dans un autre exposé, j'aimerais montrer, en me servant notamment de recherches psychanalytiques, que cette valeur conservée est un fantasme vieux comme le monde et que c'est précisément elle qui aveugle tant dans l'analyse que font la plupart des économistes de la fonction monétaire.

III - ANALYSE TEXTUELLE

Pour commenter plus précisément la démonstration Gesellienne, je vous propose ici de suivre pas à pas la cinquième partie de l'ouvrage de GESELL qui constitue à elle toute seule un chef d'oeuvre, intitulée : LA THEORIE DE L'INTERET OU DU CAPITAL FONDEE SUR LA MONNAIE FRANCHE (DIE FREIGELD-ZINS- ODER -KAPITALTHEORIE).

1°) Je vous fais grâce de la "Robinsonade en guise de pierre de touche pour la présente théorie".

Elle est juste, mais cette question n'est pas essentielle. KEYNES en dit : "Son dialogue entre Robinson CRUSOE et un étranger est une excellente parabole économique ..." Mais c'est anecdotique.

2°) Le deuxième chapitre s'intitule "l'intérêt fondamental" (Der Urzins).

Il nous intéresse donc tout particulièrement.

Toutefois, je vais abréger la critique lourde que GESELL fait de Marx. Elle est juste, mais les niveaux d'analyse sont trop différents pour pouvoir avancer ainsi. Marx part de la force du travail, tandis que GESELL part de ce qu'est l'échange. L'articulation des deux questions est certes possible, mais je la ferai ailleurs.

Pour avancer, je vous dis simplement que GESELL recuse l'idée que l'intérêt monétaire soit fondé sur la propriété de type capitaliste. Ce qui l'intéresse, c'est la structure interne de cette monnaie.

L'intérêt, la plus-value, ne prennent pas leur source dans un sur-travail à l'usine. Je crois plutôt que tout travail est sur-travail est donc créateur de valeur (richesses). Valeur et plus-value étant, pris sous cet angle, une seule et même chose.

Aussi, l'intérêt monétaire existait de toute façon avant le mode de production moderne de type industriel.

GESELL le localise, comme je vous ai dit, dans l'échange commercial. Et voici pourquoi il peut dire cela : (p. 299, note 2).

"On qualifie d'équivalents" deux objets n'ayant aucun privilège l'un par rapport à l'autre, et qui peuvent s'échanger l'un contre l'autre sans profit. Par exemple, si un usurier, un épargnant ou un thésauriseur se demande ce qu'il conserverait, des marchandises ou de l'argent, et s'il se dit régulièrement que, pour le but qu'il poursuit, le choix est indifférent, dans ce cas un mark d'or et un mark de marchandises sont équivalents. Mais si l'épargnant ou le spéculateur se dit que pour ses desseins, un mark d'or convient mieux qu'un mark de marchandises, en ce cas, il ne reste absolument rien de l'"équivalence" de Marx.

Il est nécessaire et il suffit qu'il y ait une seule situation économique où il n'y aurait pas "équivalence" pour faire un sort à ce postulat classico-marxiste.

Et GESELL la construit dans l'échange commercial. Mais il refuse au préalable de la localiser dans l'exploitation de l'ouvrier. (pages 300/301)

"La force qui fait circuler l'argent selon la formule A.M.A'., et qui confère à l'argent la qualité de capital, s'appuie sur les faits suivants :

1°) L'argent est l'instrument indispensable d'une division du travail avancée ;

2°) L'argent traditionnel (les pièces et les billets) peut être retiré du marché librement et sans que la rétention entraîne des frais notables ; tandis que les producteurs, les travailleurs, auxquels l'argent est indispensable comme instrument des échanges, et qui essuient des pertes de plus en plus considérables lorsqu'ils sont contraints de garder par devers eux leurs produits, maintiennent une demande pressante d'argent.

3°) Cet état des choses met le marchand en mesure d'extorquer au détenteur de marchandises une bonification spéciale, sous la menace de retarder arbitrairement ou même d'empêcher, par la rétention monétaire, l'échange des produits.

4°) L'ensemble des bonifications constitue l'intérêt, qui, comme le prouve l'expérience plusieurs fois millénaire, atteint le taux annuel de 4 à 5 %.

Puis page 302.

"Si producteurs et consommateurs n'étaient pas séparés dans l'espace et dans le temps, ils pourraient, comme cela se produit encore dans le troc, se passer de l'argent du commerçant ; mais au point où en

sont les choses, l'intervention mercantile, et partant l'intérêt, sont une nécessité, une règle inéluctable pour la très grosse majorité de la production".

"Cela établi, nous allons répondre de façon plus précise à la question suivante. Quels facteurs limitent le taux de l'intérêt que l'argent exige pour servir l'échange des marchandises ?".

GESELL énumère alors ces facteurs, il en dégage, un peu artificiellement, trois :

- l'économie primitive de subsistance ;
- le troc ;
- le commerce par lettre de change.

En effet, ces trois facteurs permettent de se passer de numéraire, réduisent la quantité de biens faisant demande de numéraire sur le marché. Etant donné que la masse monétaire pourra être supposée constante dans la même période, face à un volume de transactions monétaires réduit, il s'en suit une hausse des prix généralisée. Et c'est cette hausse qui fera réapparaître le numéraire sur le marché, poussera vers l'investissement, une division du travail et une production accrus.

Et GESELL conclut :

"Les forces que l'intérêt fait entrer en jeu par son action sur les moyens paramonétaires francs d'intérêts (et par là sur les prix) exercent à leur tour sur l'intérêt un effet autorégulateur ; de sorte que la limite supérieure de l'intérêt constitue en même temps sa limite inférieure"...

"L'intérêt de la monnaie est donc continuellement forcé de revenir au point où il stimule ou freine la circulation des traites, le troc et l'économie primitive".
(p. 307) et page 311/312.

"L'intérêt est le produit d'un capital indépendant : la monnaie. On peut aisément le comparer au péage que les chevaliers pillards exigeaient pour l'emploi des routes, ... L'intérêt que rapporte l'argent n'est pas influencé par l'intérêt des biens réels matériels ...".

"L'enchérissement engendré par la traite, le troc et l'économie primitive contraint l'argent à circuler ; ceci limite d'autre part la pression que la puissance de l'argent tend à exercer sur les détenteurs de marchandises incapables d'utiliser le troc et la traite.

"L'intérêt de l'argent se prélève donc sur les marchandises, directement sur la circulation entre Marchandise et Monnaie. (Il) ... ne dépend absolument pas de l'existence d'un prolétariat dépouillé de moyens de production. (Il) ne serait pas plus bas si tous les travailleurs possédaient leurs propres moyens de production. Dans ce cas, l'intérêt ... serait arraché aux ouvriers à la livraison de leurs produits au commerçant (au détenteur d'argent), parce que le commerçant peut, par la rétention monétaire (qui ne lui cause aucun préjudice), suspendre l'échange des produits du travailleur, et causer de la sorte à celui-ci des préjudices immédiats et irréparables. Toujours et partout, les produits diminuent chaque jour en qualité et quantité et occasionnent au surplus des frais de magasinage et de surveillance. L'intérêt de l'argent, nous l'appellerons désormais "l'intérêt fondamental" (Urzins).

(3 et 4) Ces deux chapitres sont intitulés :
"Le transfert de l'intérêt fondamental sur la marchandise", et "Le transfert de l'intérêt fondamental sur le capital dit réel".

Mon exposé ne saurait vous épargner la lecture et l'argumentation de GESELL. Je crois en effet que le lecteur, quel qu'il soit, ne peut rester indifférent à ces pages.

Toutefois, avec un peu plus de recul, on pourrait résumer ces deux chapitres en assez peu de phrases. C'est un peu dommage, car le texte de GESELL transporte le lecteur dans une nouvelle dimension... Mais laissons cela, la passion avait jusque-là fermée et rendue inaccessible la vérité gesellienne.

Comme dit KEYNES, il ne pouvait en mesurer l'importance qu'au moment où il en venait lui-même "à des conclussions personnelles". Cela nous en dit long sur le "peu de choses" de réellement transmissible à partir du moment où cela se situe en dehors de l'"air du temps".

L'aveu keynésien implique toutefois qu'il faudrait au moins lire GESELL, car rien ne prouve que KEYNES en ait mesuré l'importance d'une manière exhaustive. KEYNES et I. FISHER ont empêché l'oubli total de GESELL - en dehors bien sûr, des geselliens extra-universitaires et officieux - mais c'est à peu près tout. En même temps, ils l'ont "confisqué", fait rentrer dans le rang du discours ambiant.

Voici le résumé de ces deux chapitres :

1°) La monnaie ne circule que si l'intérêt fondamental est perçu ;

2°) C'est pourquoi la marchandise ne peut être échangée contre de la monnaie que si les CONDITIONS DE MARCHE permettent d'en faire un véhicule capitaliste. Aucune marchandise ne sera échangée autrement, contre de la monnaie.

- ou bien le consommateur est prêt à payer un prix suffisant pour financer l'intérêt du capital avancé ;
- ou bien le producteur renonce à une partie de son salaire pour la donner au commerçant (ristournes, rabais, prix de gros ...).

Peu importe, l'intérêt fondamental sera toujours perçu par celui qui a le temps avec lui, en clair, par celui qui a le capital monétaire.

3°) C'est pourquoi tout investissement en capital productif ne sera effectué que si ces mêmes CONDITIONS DE MARCHE créent une situation de DIFFERENCE suffisante entre la demande de biens et leur offre.

(313)

"L'intérêt fondamental est une source qui ne tarit jamais".

(314)

"... L'argent ne permettra de construire une maison (de rapport), une usine, un navire, qu'à la condition qu'il soit possible de prélever, par la maison sur le locataire, par l'usine sur l'ouvrier, par le navire sur la cargaison, un intérêt égal à celui que l'argent, lui, est toujours en mesure de prélever sur les marchandises".

(315)

"La pénurie de maisons, de navires, d'usines, etc. que révèle, la RENTABILITE de ces richesses, est l'effet d'une cause agissant sans interruption depuis des millénaires".

(316)

"Telle qu'elle est émise et administrée par l'Etat, la monnaie provoque le chômage. Elle crée la masse des sans-travail et des sans-abris, le prolétariat sans lequel l'usine et la maison ne constitueraient pas du capital".

"L'argent crée le prolétariat, non du fait que les charges d'intérêt font perdre au peuple ses biens propres, mais du fait qu'il EMPECHE le peuple de s'en créer".

"Point n'est donc besoin, pour expliquer l'origine du prolétariat de ... l'explication historique puisqu'il est le corollaire régulier de la monnaie traditionnelle. Sans prolétariat, pas d'intérêt pour les capitaux réels (fixes) ; sans intérêt, pas de circulation monétaire ; sans circulation monétaire, pas d'échanges, et l'appauvrissement sévit".

Pour bien faire, il faudrait tout citer et en rajouter encore. Tout est de cette veine. S'agit-il d'affirmations, de démonstrations rigoureuses ou plutôt de jugements peremptoires ? Il m'est difficile de vouloir convaincre de quelque chose qui semble s'imposer comme tel. En tout cas, d'un point de vue logique, il s'avère possible de dégager la monnaie traditionnelle comme cause UNIQUE de la crise ...

Cela marche. La seule manière de refuter cela, se serait nier qu'il y ait crise.
Effectivement, mais nous quittons alors le champs économique et entrons dans l'Histoire. On peut invoquer ce qui n'obéît pas aux lois économiques pour dire que l'"économie, le monétaire, ce n'est pas tout" ! Il y a des évènements qui font rupture avec le strictement économique. Il y a les guerres, les découvertes scientifiques, l'évolution des idées, les traditions religieuses, des évènements naturels qui peuvent créer des ruptures. Il y a aussi des coups d'Etat. Des réformes monétaires aussi. On pourrait dire aussi que l'économique n'est pas identique avec le monétaire. Que par conséquent, l'aspect monétaire exclusif ne saurait trouver la clef des énigmes économiques. Oui, évidemment, mais nous tombons précisément dans ce que GESELL a dégagé comme économie "paramonétaire" : troc, économie de subsistance et commerce par traites.

On peut faire valoir la dialectique du maître et de l'esclave, les rapports de force marxistes pour vouloir "critiquer" la démonstration ici rappelée et proposée par GESELL initialement.

Et bien, je crois que GESELL ne nierait rien de tout cela, et la prétendue "justice sociale" n'est assurément en rien le souci de GESELL, malgré un certain nombre d'ambiguités dans ses textes. Car ce qui est fondamentalement en jeu, c'est la question : "quelle est donc la théorie de la monnaie ?".

La définition proposée par les économistes universitaires est, à mon avis, antérieure à toute théorisation possible, elle ne fait qu'une compilation hâtive d'une confusion généralisée pour passer à autre chose ensuite ...

Et bien GESELL n'a pas esquivé la question ; c'est pourquoi il a pu trouver une réponse.

GESELL, en suivant Proudhon, montre que la monnaie ne saurait être un objet à la fois d'échange et de rétention potentiellement illimitée ... Ces deux propriétés sont LOGIQUEMENT EXCLUSIVES l'une de l'autre.

Et tant que l'administration monétaire poursuivra le fantasme d'une valeur-refuge, d'un objet faisant exception de tous les autres quant à sa durabilité, toute notre économie se trouvera infléchie vers ce fantasme.

La condition d'échange de la monnaie doit être séparée de toute considération d'intérêt privé. Comme elle ne peut pourtant s'effectuer gratuitement, car l'échange implique autant perte que gain (allez donc savoir ...), il est certain qu'il faudra rendre le non-échange plus risqué que l'échange ... Sinon, cela ne marchera pas, en tout cas pas bien ni longtemps. Pour des raisons quasi-physiques. Et la réalité observée confirme cela ...

5°) "Complément à la théorie de l'intérêt"

Ce cinquième chapitre est bien davantage qu'un "complément". Je dirais que c'est là qu'est envisagé la problématique macro-économique soulevée par le concept d'intérêt fondamental. GESELL y vient à une sorte d'évolution immanente du capitalisme en ce sens que la cause toujours identique reproduit toujours les mêmes effets.
Je rappelle la "baisse tendancielle du taux de profit" de Marx liée à son concept de plus-value.

Chez KEYNES, nous avons quelque chose d'analogue avec la baisse de l'efficacité marginale du capital. Il ne pouvait échapper à GESELL que l'origine des crises capitalistes est liée à un tel problème de rentabilité limitée.

Sa citation inaugurale de Proudhon laisse d'ailleurs prévoir un dénouement de ce type. En effet, si on fait abstraction de l'intérêt à payer pour du capital avancé, si on ne considère que la "faisabilité" d'un projet, où seul le critère de sa reproduction entre en jeu, on pourrait imaginer un équilibre où le profit moyen d'un système économique oscille autour de zéro.

Pour que cela soit réalisable, il faudrait créer des conditions où l'investissement ne saurait faiblir malgré des taux de profit tendant lentement mais sûrement vers zéro.

Ce cinquième chapitre peut être divisé en trois parties :

A - Tout d'abord, GESELL décrit minutieusement comment, en distinguant l'intérêt du capital productif (ou taux de profit) de l'intérêt monétaire (ou fondamental), il est plausible pourquoi le taux de profit subit un déterminisme différent du taux monétaire. En effet, dans la mesure où le taux de profit moyen se situe au-dessus du taux monétaire

(intérêt fondamental), il est sensible que c'est le taux le plus fort qui va l'emporter sur le monétaire. Je dirais que jusque-là, GESELL ne dit rien d'autre que la plupart des économistes de toute tendance. Mais le point où GESELL insiste, c'est la notion de seuil, de barrière qu'impose la monnaie à la chute indéfinie du taux de profit. Cet intérêt fondamental - le seuil où s'ouvre la trappe monétaire - est une constante.

En fin de compte, je crois que je pourrai être bref, car cela est malgré tout connu dans les faits. Quant aux conclusions que cela impose dans les décisions politiques cependant, je peux mentionner la proposition de Proudhoun - qui a échoué, ou celle de KEYNES qui a partiellement réussi.

Quant à la réponse de GESELL, je vous montrerai pourquoi elle aura toutes les chances de réussir. En effet, elle se glisse entre la solution proudhonienne et keynésienne.

Retenons ici simplement le résultat provisoire auquel aboutit GESELL, en rapport avec la monnaie traditionnelle :
"L'intérêt fondamental est le centre d'équilibre autour duquel oscille l'intérêt des capitaux réels" (p. 317).

Pour soutenir que la chute du taux de profit n'afflaiblira pas la volonté d'investissement, GESELL fait valoir plusieurs points :

1°) En supprimant, par la réforme monétaire qu'il préconise, l'intérêt fondamental, il n'y a plus le même "centre d'équilibre" pour le rendement productif. Plus rien ne fera obstacle à ce que le profit atteigne des taux faibles et nuls.

2°) Le placement productif restera néanmoins le seul refuge possible de l'épargne ; car la monnaie liquide occasionnera désormais des frais tels que cette solution s'exclut. En même temps, la monnaie estampillée exercera une demande constante et soutenue de biens divers.

Ces deux facteurs feront qu'à tout moment il sera possible de maintenir un niveau de prix globalement constant en jouant seulement sur la masse monétaire (1).

Ces deux facteurs feront aussi que l'absence de profit ne fera pas fléchir l'investissement. Il en résulte une résorption progressive de tout phénomène de chômage.

3°) La résorption progressive du chômage aura pour effet de redistribuer progressivement le profit et de l'incorporer dans la masse salariale.

4°) Il s'ensuit que l'épargne sera désormais essentiellement populaire. Par contre, il sera impossible de transformer l'épargne en capital-source de rente. Car tout investissement supplémentaire aura pour effet de déprimer un peu plus le taux de profit. Je précise que les placements en biens durables ne seront plus de type capitaliste, mais toujours possibles !

5°) Il s'ensuit encore qu'il n'est pas pensable de vouloir accroître indéfiniment ses richesses personnelles, car une simple accumulation des biens (voire de liquidité ...) ne pourra en rien accroître le revenu sans travail. L'épargne ne rapportant plus que les amortissements ...

6°) Par contre, les progrès technologiques se trouveront plutôt favorisés, car ceci sera désormais le seul moyen de prendre un avantage sur le concurrent (2).

---

(1) Le coût élevé de détention de liquidités fera en sorte qu'à tout instant toute la monnaie liquide se trouve sur le marché en provoquant un niveau de transaction ("vitesse de circulation") maximum. Selon la formule quantitative $P = M \times V$, V sera désormais constant, donc $= 1$. C'est pourquoi il y aura avec GESELL une parfaite proportionnalité entre niveau de prix et masse monétaire. J'ajoute que les geselliens sont certainement les seuls à avoir ainsi pleinement "le droit" d'être quantitativistes, car ils sont les seuls à stabiliser, donc à éliminer de fait les aléas de V, véritable fourre-tout des monétaristes. Toute leur science mathématique n'y changera rien ...).

(2) Actuellement, il s'ajoute à cet avantage, l'avantage "capitaliste" de grandes sociétés qui peuvent dominer le marché de telle sorte que toute innovation qui ne viendrait pas d'elles est précaire, voire tout simplement rendue impossible. Nous subissons de plus en plus puissamment cette contrainte capitaliste - et nous nous approchons de ce fait du bureaucratisme à la soviétique - ...).

7°) Les effets sur la croissance seront un peu particuliers. Il est vraisemblable qu'après une petite période de croissance consécutive à la crise précédent la réforme gesellienne, la croissance se stabilisera, tout comme le profit, autour de Zéro. Car le simple accroissement du volume des biens disponibles ne fera pas accroître les bénéfices des investisseurs, notamment en période de prix stables.

B - Mais je dois revenir au texte, car les 7 arguments avancés ici n'auront peut-être pas convaincu tout le monde ...

Le deuxième problème abordé dans ce cinquième chapitre essaie de traiter la fonction de l'épargne.

L'épargne est-elle possible avec un taux d'intérêt nul ? Sera-t-elle stimulée suffisamment ?

Je vais aller vite, car je ne dois pas trop charger ce premier exposé. L'argumentation gesellienne, en substance est celle-ci :

L'intérêt élevé accroît les revenus des rentiers et diminue d'autant la masse salariale.
Et inversement ....

GESELL distingue alors l'usage que fera le capitaliste de ses surplus de celui qu'en fera l'ouvrier.

GESELL fait valoir que la pousse en avant vers des industries toujours plus géantes et performantes n'aura certainement pas la même allure dans le cas où, à faible taux d'intérêt, la relève devra être prise par l'épargne populaire.

Dans tous les cas, cependant, même dans le cas d'intérêt élevé avec des gains correspondants pour les capitalistes, l'accumulation des richesses fera pression sur le taux d'intérêt et permettra la diffusion

de la richesse vers l'épargne populaire.

Mais, et là nous retrouvons le problème. Cette évolution qui apparaît comme "quasi-naturelle" est lourdement entravée par le système monétaire actuel. Très précisément au moment où cette diffusion généralisée de la prospérité est à portée de main, c'est-à-dire au moment où les revenus commencent par menacer dans leur substance les privilèges "acquis" des capitalistes, c'est là précisément que s'opère la fameuse rupture que l'on décrit comme crise.

On s'aperçoit qu'il s'agit précisément du moment où le taux de profit productif (et le taux de croissance) est devenu suffisamment "précaire", du moment où les "anticipations" s'avèrent trop optimistes face à des prétentions monétaires inchangées.

GESELL signale toutefois qu'une société moins inégalitaire aurait certainement des intervalles inter-crise plus longs que les sociétés plus inégalitaires, parce que les capitaux détournées des investissements productifs sont certainement (un peu) plus importants durant les inter-crises dans le cas des sociétés égalitaires. Il s'ensuit que l'intervalle inter-crise pourra être d'autant plus long. Ce qui fait qu'au bout d'une période suffisamment longue le résultat est à peu près le même dans les deux cas. Dans un cas, crise et croissance forte, et dans l'autre, les deux phénomènes sont plus modérés ...

Pour ce que l'intérêt représenterait un stimulus, notamment psychologique, à épargner, GESELL réplique que, bien qu'exact, il ne s'agit là tout de même pas d'une nécessité absolue, car l'épargne et la prévoyance est malgré tout une conduite humaine suffisamment répandue pour avoir évité de mettre l'espèce en péril ...

Le péril paraît bien plus réel en considérant l'ordre capitaliste, qui, pour des raisons qui lui sont inhérentes, oeuvre tout autant à sa destruction par l'un ou l'autre moyen de sa puissance. Il n'est pas

illégitime de voir là à l'oeuvre la pulsion de mort que FREUD découvre comme étant au coeur de l'expérience de la vie de l'homme.

C - Le troisième problème abordé est la distinction entre intérêt de crédit et intérêt fondamental.

C'est une question quelque peu délicate, car GESELL admet que cette distinction pourrait bien échapper à ce qui est observable. Je pense aussi que ce problème est surtout théorique.

L'intérêt fondamental reste une théorie, mais attention ! une théorie dont les effets sont mille fois vérifiés dans la pratique économique quotidienne.

Je suis d'accord avec GESELL, et malgré le temps qui s'est écoulé depuis le début de ce siècle, il n'y a pas encore eu de fait qui permettrait de refuter sa théorie.

(p. 338/339).

"Cette distinction entre intérêt fondamental (Urzins) et l'intérêt du prêt (Darlehenszins) concentre comme un foyer de lumière tout ce que nous avons dit jusqu'ici à propos de l'intérêt. On n'avait pas vu l'intérêt fondamental, car il se cachait derrière l'autre, derrière sa créature. Lorsque le commerçant emprunte de l'argent, et incorpore l'intérêt payé de ce chef aux frais généraux grevant ses prix de vente, il s'agit supposait-on jusqu'aujourd'hui, d'un intérêt de prêt. Le commerçant, disait-on, avance l'argent à la marchandise, il lui fait un prêt ; les producteurs payent l'intérêt. Il ne fallait d'ailleurs pas nécessairement n'être qu'un penseur superficiel, pour accepter cette conclusion erronnée. Les apparences sont ici vraiment trompeuses".

J'interromps GESELL, car c'est vraiment très important. Il faut se rappeler que la marchandise est là au moins en même temps que la

monnaie. Pourtant, elle n'est payée qu'après livraison. Et ceci est régulièrement ainsi. De la différence de ces deux évènements, où la présence est simultanée, mais la paie différée, résulte un retard structurel au bénéfice de la monnaie. Et il se paie proportionnellement au temps ... mais écoutons GESELL !!

"Il faut examiner les choses très attentivement, pour remarquer que l'intérêt payé par le commerçant pour l'argent qu'il emprunte n'est pas le point de départ MAIS LE TERME DE TOUTE L'AFFAIRE. Le commerçant se sert de l'argent pour tirer l'intérêt des marchandises : et comme l'argent ne lui appartient pas il remet l'intérêt au bailleur de fonds. Il n'est, en l'occurence, que l'encaisseur au service du prêteur d'argent. Si cet argent avait été le sien, le commerçant aurait tout aussi bien prélevé l'intérêt fondamental, et l'aurait empoché. Dans ce cas, où il y aurait eu emprunt ? Dans le prêt, le service rendu et la contre-partie du service rendu sont séparés par un laps de temps. L'intérêt du prêt se règle précisément d'après le temps qui s'écoule entre l'avance et la restitution.
MAIS DANS L'ECHANGE DE L'ARGENT CONTRE LA MARCHANDISE, LEQUEL PERMET L'EXTORSION DE L'INTERET FONDAMENTAL, LE SERVICE ET LE SERVICE "EN RETOUR" SONT PARFAITEMENT SIMULTANES.

"Le prêt laisse un créancier et du débiteur ; l'échange ne laisse rien derrière lui. On entre dans la boutique, on achète, on paie et l'on part. L'affaire n'a pas de suite. Chacun donne et reçoit sur le champ ce qui est demandé. COMMENT POURRAIT-IL Y AVOIR PRET ? L'emprunt suppose le plus souvent une gêne pécuniaire, un endettement, etc., il suppose toujours l'impossibilité de payer comptant ce que l'on désire ... dans l'échange, les deux parties ont à la fois un excédent et un manque ; un excédent de ce que l'on offre et un manque de ce que l'on demande".

"L'intérêt fondamental n'a donc rien de commun avec l'intérêt du prêt. L'intéret fondamental est, comme nous l'avons vu, un droit, une rançon, un impôt, tout ce que l'on voudra, sauf le prix d'un prêt. C'est un phénomène de nature spéciale, qui doit être étudié en lui-même ; c'est un CONCEPT ECONOMIQUE FONDAMENTAL ..."

"Aidons-nous d'une comparaison avec le troc. Dans le troc, les marchandises s'échangent entre elles sans intérêt".

IV - CONCLUSIONS DU TEXTE

6°) 7°) 8°)

Ces trois derniers chapitres sont intitulés comme suit.

6°) "Comment on a tenté jusqu'ici d'expliquer l'intérêt du capital", GESELL résume les observations de V. BOEHM-BAWERK à ce sujet ; celui-ci en énumère six, ce qui semble être l'inventaire à l'époque. Je ne vais pas reprendre l'argumentation de ce chapitre, car je crois que l'exposé est assez long ainsi. Les six théories en question sont :

1°) Théories de la fructification ;
2°) Théories de la productivité ;
3°) Théories de l'utilité ;
4°) Théories de l'abstinence ;
5°) Théories du travail ;
6°) Théories de l'exploitation.

Si cela intéresse l'auditoire, je proposerai qu'un autre travail soit fait là-dessus.

Je vous livre simplement une phrase en fin du chapitre qui me semble être la plus belle de tout l'ouvrage :

"NOTRE MONNAIE TRADITIONNELLE EST EN MESURE D'ACCOMPLIR SEULE LA PROLETARISATION DES MASSES, ELLE N'A PAS BESOIN D'AUTRES COMPLICITES. LE PROLETARIAT EST UN PHENOMENE COROLLAIRE ET INEVITABLE DE LA MONNAIE TRADITIONNELLE. SANS ECHAPPATOIRE, SANS AUTRE FORCAGE, SANS SI NI MAIS, LE PROLETARIAT EST A DEDUIRE DIRECTEMENT DE NOTRE MONNAIE. LA MENDICITE GENERALE DEVRA L'ACCOMPAGNER REGULIEREMENT (p. 348)".

7°) Les éléments de l'intérêt brut

GESELL reconstitue le taux d'intérêt dit "brut", c'est-à-dire celui du marché monétaire en le composant de trois éléments qui s'additionnent ; même chose que pour le ch. 6 : je ne m'étendrai pas, car cela serait encore bien long ... Les trois éléments sont :

- intérêt fondamental ;
- prime de risque et
- prime de hausse

8°) L'intérêt net du capital grandeur immuable

GESELL tente ici de démontrer que l'intérêt net du capital est identique avec l'intérêt fondamental, à travers l'histoire, en s'appuyant sur plusieurs éléments historiques depuis l'époque romaine jusqu'à l'époque moderne. C'est une question bien délicate ; aussi, je crois que les documents à sa disposition mériteront d'être repris, complétés et actualisés. Sa thèse est toutefois que l'intérêt fondamental a été, et quelle que soit l'époque historique considérée, entre 3 et 5 %, c'est-à-dire constant.

Je ne m'expliquerai pas ce jour.

En relisant tout, toutefois, je ne résiste pas au désir de vous livrer la post-face plus passionnée, mais sur une feuille à part :

APPENDICE (OEN,p. 357/358)

Je ne suis pas au bout de mon latin. Mais je termine. Les derniers feux du couchant se reflètent encore dans l'encre humide du point final, et déjà, mille questionneurs m'assaillent. Cent volumes gros comme celui-ci ne suffiraient pas pour les satisfaire ; aussi dois-je renoncer à leur répondre à chacun en particulier. Pour moi, il ne pouvait être question que de fournir les formules permettant de résoudre d'une manière uniforme et n'impliquant aucune contradiction tous les problèmes d'économie politique pouvant se présenter. Jusqu'ici, jamais une seule question ne m'a été posée qui ne pût trouver dans le cadre de ces formules une réponse satisfaisante.

Celui-qui, malgré tout, éprouve des difficultés devra commencer par se demander s'il n'appartient pas à cette classe nombreuse des bourgeois qui ont coutume de déclarer : Je hais les conflits, j'ai horreur de la guerre, de la guerre civile comme de la guerre entre nations. Je brûle d'amour pour la paix, et je n'imagine rien de plus beau que de pouvoir, dans la paix sociale et mondiale, vivre de rentes que produisent mon argent et mes terres.

A ces braves gens, je suis navré de devoir répondre : Quand vous m'aurez posé mille questions et que je vous y aurai répondu de la manière la plus satisfaisante, vous reprendrez du début. Car vous cherchez une issue qui n'existe pas. Tout ce que je pourrais vous dire ne servirait à rien. Des désirs personnels, incompatibles avec la nature des choses, déforment votre jugement. Un instinct de conservation orienté à l'encontre du sens critique vous empêche de résoudre les problèmes que vous vous posez. Songez au jeune homme à qui Jésus dit : Si tu veux me suivre, partage tes biens entre les pauvres. Ce jeune homme se retourna et pleura. Car il était très riche.

Evidemment. Qui n'aimerait jouir des délices de la paix sociale et internationale tout en vivant de l'intérêt de ses capitaux ? Mais ceux qui ont compris que cet espoir est une chimère que seuls les naïfs peuvent caresser, parce que la rente et la guerre sont soeurs jumelles, ceux qui se trouvent devant cette alternative : ou bien la rente et la guerre, ou bien le travail récompensé et la paix, ceux-là, s'ils sont épris de paix et de justice, sauront de quel côté de la barricade est leur place. Ils sont faits pour comprendre cette nouvelle doctrine économique et pour résoudre toutes les questions qui pourraient se poser en chemin. C'est à eux que ce livre s'adresse et les réformes qu'il propose, eux, malgré toutes les violences, les réaliseront.

* *

*

UNIVERSITE DE BORDEAUX 1
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES

DECTA 111
SEMINAIRE SILVIO GESELL
1986/1987

LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE CHEZ GESELL : "L'UTOPIE" GESELLIENNE

par

Jean-Jacques SAMARAN
Professeur d'Histoire et de Geographie en SES en lycee

Seconde seance
Mardi 24 fevrier 1987
Salle 330 à 16H30

LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE CHEZ GESELL :
L'"UTOPIE" GESELLIENNE

INTRODUCTION :

C'est en pleine guerre mondiale, le 28 avril 1916 à Berne, en Suisse, que l'économiste Silvio GESELL(1862/1930), après avoir fait paraître en 1911 son ouvrage principal, l'Ordre économique naturel, prononce un discours intitulé l'Or et la Paix ? dans lequel il reprend et exprime ses deux préoccupations essentielles : l'instauration d'une paix internationale durable par la mise en place d'un nouvel ordre économique et social, lui-même fondé sur l'abolition du système monétaire de l'étalon-or qui avait duré jusqu'au début de la"grande guerre", remplacé par une"monnaie en papier gérée selon des principes scientifiques" : la "monnaie franche".

Un syllogisme fonde toute sa démonstration : pas de paix internationale durable sans paix sociale ; or la"rente", i.e. "le soi-disant droit au fruit du travail d'autrui", et la paix sociale sont incompatibles ; supprimons donc la rente pour établir la paix sociale et, par là, la paix entre les nations.

Partant de l'idée que la guerre a des causes essentiellement économiques, (elle est la "soupape de sûreté du capitalisme"), et qu'en recherchant et faisant disparaître les causes des crises économiques et sociales on fera disparaître les causes des guerres, Gesell s'efforce de montrer en une première partie, par l'analyse de l'histoire économique de l'humanité, que l'or, la monnaie d'or ou fondée sur l'or, est le facteur déterminant du progrès économique et social, de l'essor de la civilisation.Mais l'or est trouvé, non produit, et la croissance économique est liée aux quantités fluctuantes du métal précieux : essor et décadences des civilisations sont fondamentalement causés par l'or.

Jusque là Gesell n'étudie les effets de l'introduction de l'or que comme moyen d'échange.Une seconde partie, est consacrée à l'or comme moyen d'épargne = mais pour l'auteur ces deux fonctions sont contradictoires.Pour sortir de cette contradiction et pour éviter la thésaurisation, il faut verser un intérêt.Cet intérêt engendre la division de la société en classes sociales et la disparition de la paix sociale.La guerre est alors le moyen de détourner la révolte des pauvres contre leurs exploiteurs.D'autre part, la nécessité où l'on est

d'attirer l'or et de le retenir dans une nation debouche sur le protectionnisme, des frontieres divisant les peuples, en fin de compte sur la guerre et les conquêtes.

Cela amene Gesell a proposer le libre échange, la liberte de navigation, rendus possibles par l'abandon de l'or comme monnaie.Sa conviction repose sur une lecture de l'histoire, differente de la vision habituelle qui entaine à croire que"la guerre est dans la nature même de l'homme" = pour lui"l'histoire gravite non autour de Mars, mais autour de Mercure" ! et une "explication economique des decadences" doit montrer la voie à suivre.

Cette théorie, apparemment sympathique appelle plusieurs critiques qui seront enoncees, de façon a provoquer le debat, dans la troisieme partie de cet expose.

Sur le plan economique, Gesell semble se rattacher à la famille des theoriciens classiques, et au "camp" anti-marxiste : il confond la monnaie et son vehicule, et ignore superbement le rôle de la monnaie scripturale et du credit.Le concept même de valeur gêne l'auteur qui reste dans le cadre de la théorie de la valeur utilité et dans celui de la théorie quantitative de la monnaie.Sa logique reste celle d'un marché, legerement revu et corrigé.

Sur le plan historique, a côté de notations justes, plusieurs affirmations de Gesell sont tres discutables, sinon complètement erronées : il en va ainsi des causes de la "decadence" de l'Empire Romain, de surcroit affirmée depuis le regne d'Auguste ! des mille années du Moyen-Age, assimilées à une "periode glaciaire économique" ! du lien maintes fois affirme entre l'introduction de l'or comme monnaie et l'essor de la civilisation, ou au contraire entre la penurie de cette monnaie et la barbarie.

Sur un plan plus approfondi on pourrait reprocher a la philosophie de l'histoire de Gesell son monisme et son caractere utopique.

- 1 - L'OR COMME MOYEN D'ECHANGE : CROISSANCE, CIVILISATION, ET FLUCTUATIONS ECONOMIQUES :

Ceux qui croient que la "paix sociale et internationale est une utopie" constituent le "parti de la guerre", qui considere la guerre comme "inevitable", et la favorise de ce fait.Dans ce parti, le groupe le plus important et le plus influent, sans lequel les autres groupes seraient impuissants, est constitue par ceux qui voient dans la guerre "le remede universel des miseres economiques".On retrouve ici l idée exprimée par Gesell en introduction : "la guerre, cette soupape longuement éprouvée, qui garantissait contre l explosion de la guerre civile dans tel ou tel pays, ou de la guerre civile mondiale.Pour lui , donc, la guerre est fondamentalement due à des causes économiques et sociales, l existence de la lutte des classes et des crises economiques.

Il importe, par consequent, de trouver "la cause des difficultés et des miseres economiques", pour faire disparaitre le parti de la guerre en dissolvant son constituant le plus important.

Gesell s inscrit en faux contre l interprétation classique de"l Age d Or" : pour lui ce n est point une epoque d abondance, sans propriété privée ni monnaie, au contraire, il voit "un rapport direct entre l'Age d Or et l introduction de l or comme moyen d échange.L or fut le premier moyen d echange qui répondit aux besoins du commerce et de la spécialisation (ou division du travail)".En ouvrant aux hommes "la voie de la specialisation, du progres industriel, du bien-être et de la civilisation....L'or a reellement cree l Age d Or."

Pourquoi l or ? en raison de "ses propriétes négatives" : "l image de la mort", "metal mort" ; en effet, "pour la monnaie, plus ses proprietes physiques sont négatives, mieux elle pourra remplir ses fonctions de moyen d échange".Cette "substance dépourvue de propriétes" convenait pour jouer ce rôle de "voile" cher aux Classiques...
Par la suite, le progres permit de faire appel à un nouveau véhicule, une" monnaie technique" : la monnaie en papier."Pour passer de l état de barbarie au niveau de la spécialisation, l or etait la seule monnaie possible", d où la ruee vers l Or, vers le moyen monetaire "que l outil des echanges soit en or, en cuivre ou en papier".Notons que Gesell ne parle que de monnaie métallique ou fiduciaire...

"La monnaie constitue les fondations de la civilisation...Et de fait, les civilisations antiques disparurent lorsque la monnaie, en l occurence l'or, vint à disparaitre.L or tira l humanité de la barbarie ; et en disparaissant, il l a fit retomber dans la barbarie".Gesell use

de l argument a contrario : l or, il faut le "trouver", a la difference des autres biens crees selon nos besoins : si l on trouve de l or en abondance, il y a beaucoup de monnaie : si l on n en trouve plus, "on retourne simplement a la barbarie" : "ainsi s explique l enigmatique disparition des civilisations antiques".Ainsi s explique en particulier la "decadence" de l Empire romain, qui commence vers le temps de l empereur Auguste : les mines d or sont epuisees tandis que celles d argent ne produisent presque plus.Pour mieux étayer cette argumentation, Gesell s attaque, pour les refuter, aux autres causes du déclin de l Empire : la corruption des classes dirigeantes, la dégénérescence du peuple romain, les invasions germaines."Rome mourut d anemie monetaire et transmit son mal a ses successeurs".

Il faut attendre la Renaissance pour sortir de cette anemie (un millenaire et demi !), grâce a "la plus grande invention de tous les temps, celle de la fausse monnaie", i.e. d une monnaie altérée, le "jeton", du aux "manipulations monetaires" des princes, qui permit la "renaissance de la spécialisation", "base de toute culture" (" le veritable mecene du pinceau et du ciseau, c était le jeton la monnaie nouvelle, artificielle et "fausse" ").Les Grandes Decouvertes n eurent aucun effet direct sur la specialisation et les echanges, au contraire du jeton qui entraina une positive hausse générale des prix, en exerçant " le meme effet economique qu une augmentation correspondante de la quantité d or".Il n est toujours question que de la monnaie metallique dont la multiplication et la vitesse de circulation creaient les marchandises = nous sommes en plein quantitativisme !

Celà amene Gesell a distinguer dans l Histoire les quatre périodes suivantes :

1.de la prehistoire "jusqu a l avenement de la spécialisation dû à l adoption de l or comme moyen general d echange".

2.Essor, et "decadence" des civilisations antiques, jusqu a leur ruine totale par manque d or.

3."période glaciaire économique" (: le Moyen-âge jusqu au jeton), consequence de la pénurie monétaire.

4.depuis le XVieme siecle, "progres intermittent de la civilisation", en raison des fluctuations que connait l afflux d or.

Le jeton permit de financer de nouvelles découvertes de metal précieux : argent en Europe Centrale au XVieme s., qui, monnaye, s ajoute au jeton pour financer la découverte de l Amerique, et donc de nouvelles mines d or et d argent.

Mais les a-coups de la production du métal précieux entraînent des crises, de même que l'abandon du bimétallisme en diminuant la production monétaire :"un recul continuel dans la production de la monnaie exerce une pression toujours croissante sur les prix...La vie toujours meilleur marché, c'est l'arrêt de la vie économique : la misère organisée : le commerce et l'industrie rendus mathématiquement impossibles".

Autrement dit, si l'or a assuré la spécialisation, la division du travail, l'essor de la civilisation, il peut aussi engendrer des crises et le déclin de la civilisation : aspect ambivalent que nous allons retrouver dans la seconde partie.

- 2 - L'OR COMME MOYEN D'EPARGNE : DE LA LUTTE DES CLASSES A LA GUERRE :

Après avoir examiné l'activité d'échange, Gesell se tourne alors vers l'activité de répartition : l'or y joue aussi le rôle essentiel, "car l'or est bien le père du capitalisme".

En tant que moyen général d'épargne, l'or peut être thésaurisé : "l'épargnant n'entend pas (le) rendre à la circulation, à moins qu'on ne lui garantisse le paiement d'un intérêt";Si bien qu'il y a contradiction entre les deux fonctions de la monnaie, moyen d'échange et moyen d'épargne, et "l'usure constitue la condition préalable de tout échange de marchandises".L'intérêt divise alors les hommes "en pauvres et riches", "en travailleurs et jouisseurs".La constitution des classes sociales ne peut que déboucher sur la violence, oppression du "parasite", révolte du travailleur : "l'or n'assure donc la division du travail qu'au prix de l'abandon de la paix sociale".

Selon Gesell, "l'esprit de révolte propre aux masses laborieuses de toutes les nations, et l'esprit de violence et d'oppression que manifestent les autres classes dans les moments critiques, créent automatiquement l'état de choses qui mène à la guerre".Richesse et pauvreté sont "incompatibles avec la paix sociale et internationale", en même temps que des entraves à la liberté.

Si déjà un certain esprit favorise l'émergence des guerres, "le rentier" aux abois "ne recule pas devant le dernier moyen : la guerre" pour maintenir ses privilèges."L'or nous a valu la lutte des classes, la guerre civile latente".

D autre part, "c est lui aussi qui excite les peuples les uns contre les autres et les conduit à la guerre" : en effet, comme il faut attirer et retenir l'or dans le pays, des politiques mercantilistes ou protectionnistes sont mises en place : "la marchandise porte désormais la marque nationale", et les frontières constituent désormais " des lignes de démarcation entre les peuples", renforcées de barrières douanières.Ces barrières provoquent les hommes : la conquête permet d'élargir le territoire douanier : c est ainsi que les guerres éclatent."Douane, guerre et conquête ne font donc qu'une seule et même idée"

Aussi pour éviter les guerres, désarmer ne suffit-il pas : il faudrait également supprimer ces barrières douanières, établir le libre échange.La liberté de navigation ne va pas sans cette "liberté des terres" :"aucun peuple ne doit exercer de droit exclusif sur le sol qu il occupe ".Ces libertés ne seront rendues possibles qu'avec l'abandon de l'or comme monnaie, de l'étalon-or, "ce grand fauteur de troubles".

Gesell définit en conclusion la politique à suivre : le "mouvement pour le sol franc et la monnaie franche" veut établir la paix internationale en jetant les bases économiques de la paix sociale.Cette paix sociale ne pourra elle-même être établie qu en supprimant les revenus obtenus sans travail et la plus-value tirée du travail d autrui (= la rente").Un préalable : l abandon de l'or au profit de la monnaie franche, auquel s ajoute "le retour des terres au patrimoine indivis du peuple".Voilà le "désarmement radical" ! Notons qu il n'est question que de monnaie (amputée de sa plus grande part) et de terres.Et les autres moyens de production ? Comment Gesell compte-t-il s'y prendre pour faire adopter ces mesures si les privilégiés usent de violence pour maintenir leur ordre économique et social ?

Cette théorie pose bien d autres questions dont certaines seront seulement esquissées dans la dernière partie pour nourrir le débat, l auteur de cet exposé se réservant de s y montrer alors plus précis.

- 3 - QUELQUES CRITIQUES A LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE ET A "L'UTOPIE" GESELLIENNES.

Ces critiques peuvent être formulées sur trois plans :

1) <u>sur le plan économique</u> : Gesell commet l erreur que dénoncera Keynes dans son <u>Traité de la monnaie</u>.Comme les théoriciens néo-classiques, il confond la monnaie et son véhicule, ici réduit à la monnaie fiduciaire (monnaie de métal, précieux ou non, et billets de banque) : cette monnaie n'est que le "voile" neutre de l économie réelle.Par ailleurs, il ne se préoccupe pas de la monnaie scripturale, ni du crédit ! Jamais il ne parle de la troisième

fonction de la monnaie, unite de valeur, sans doute parce que ce concept qui renvoit à la notion de convention le gêne...Gesell reste fidele a la théorie de la valeur utilite.Il reste dans le cadre de la monnaie-véhicule, donc dans celui du quantitativisme : effectivement le véhicule peut être n'importe quoi (or, papier, etc), et l'on ne manipule que le vehicule.C'est si l'on depasse cette monnaie véhicule que l'on a alors recours a la théorie de la valeur.Le marche gesellien est le lieu instantané ou se confrontent offre et demande de monnaie (à la place de l'offre et la demande de biens des classiques) : la monnaie est une dotation (comme les facteurs de production pour les classiques), réduite à sa seule fonction d'echange, une monnaie-marchandise.

2) <u>sur le plan historique</u> : il est impossible d'affirmer que l'Empire Romain voit sa decadence commencer avec le regne d'Auguste (En fait, des phases de grande prosperite alternent avec des crises . Beaucoup de choses nous demeurent obscures encore par ailleurs.Enfin, on assiste à une veritable inflation avec la mise en place de l'Empire.Ajoutons que le système des opérations bancaires , paiements, transferts, prêts de toute sorte, ecritures, etc se transmit de l'Orient à l'Occident."Le régime monétaire de l'Orient hellenise était déjà, comme au XVIIIième siècle et au XIXième siècle en Europe, un régime de circulation mixte de monnaie métallique et de monnaie de credit", ecrit monsieur Jean.DENIZET, in <u>Monnaie et financement</u>, Dunod, 1967.En outre, la notion de decadence est une notion morale : l'historien lui prefère celui de mutation.
Il n'est pas plus admissible d'assimiler les mille annees du Moyen-Age à "une periode glaciaire economique" : citons seulement le XIII ième siècle europeen qui voit se developper l'activité économique avec la societe en commandite, les "compagnies" (approximativement des sociétés en nom collectif), la "lettre de foire" (attestee à Ypres vers 1250) préludant à "la lettre de change" des ultimes annees du siecle, tandis que les banquiers imaginent le virement, en attendant le chèque...Des le début du XIV ième siècle, les cités italiennes utilisaient le chèque et la lettre de change.
Enfin de très brillantes civilisations ont existé sans connaitre la monnaie au sens ou l'entend Gesell : l'Egypte pharaonique connait une unité de compte, la "chât", des la IV ième dynastie, unité purement ideale, encore attestee sous la XVIII ième dynastie.On pourrait encore citer la civilisation minoenne , détruite par un cataclysme.

3) <u>sur un plan plus profond</u> : ce qui gêne le plus l'historien c'est le monisme de Gesell, son explication systématique par un seul et même facteur déterminant.Cela ne correspond pas à la réalité, complexe et souvent obscure.Si l'on reproche au Marxisme, malgré une plus grande souplesse conceptuelle, ce même monisme, comment pourrait-on en absoudre Gesell, beaucoup moins nuance ? En fait, les hierarchies des causalites sont difficiles à etablir differentes selon les epoques, voire même pour un phenomene qui se repete à la même epoque...La prudence s'impose et le respect

des faits, de même que la méfiance à l'égard des idéologies, y compris celle du chercheur...

Enfin, la volonté de Gesell de voir disparaître les guerres, les conflits sociaux pour un équilibre économique et social général, dépourvu de crises. son optimisme ne s apparentent-ils pas à des illusions ? Et ne traduisent-ils pas le désir de retrouver "l Age d Or" perdu et mythique ? L Age d Or, en effet, est très exactement l envers, la négation systématique de tout ce qui constitue précisément la civilisation : le bonheur n est donc possible que dans des conditions exactement inverses de celles de notre vie actuelle.Bonheur ou civilisation ? Tel est le dilemme ...Avec la civilisation, i.e. la conquête progressive du bien-être matériel, le partage des richesses de la terre, la différenciation des races, des langues et des coutumes, la dispersion de l'unité originelle, apparaissent les conflits, les rivalités, les guerres, tous les maux inséparables du progrès : le drame et la tragédie font irruption dans l histoire de l Homme.La théorie gesellienne n est-elle pas une utopie ?

CONCLUSION

Ce qui pose aussi problème, c est l'hostilité de Gesell à l égard de Marx, du "socialisme scientifique" : ce dernier ne cherche-t-il pas également à délivrer l'Homme de son aliénation, de la lutte des classes, des guerres impérialistes ? N'y a-t-il pas chez Gesell quelque naïveté à croire possible les transformations qu il souhaite sans se heurter à l'opposition résolue, voire violente, des capitalistes ? A moins que sa théorie ne soit un leurre destiné à masquer les causes exactes de l exploitation, et donc à maintenir en réalité un ordre économique et social qu elle prétend combattre ?

ARGUMENTS CONTRADICTOIRES POUR LE 24 février 1987

En ce qui concerne les points de critique que Mr Samaran a formulés et isolés au nombre de trois :

1 - du point de vue economique :

Je vous montrerai le 10 mars pourquoi la démarche de Gesell est rigoureuse, tandis que celle de Keynes fausse.Si Gesell ne s interesse qu au numeraire, celà tient à des raisons un peu plus complexes que les néo-classiques.S il valide l aspect "vehicule", il récuse, autant que l'on peut le faire, le côte "neutre" de la monnaie.Car ce réel qui engendre la difference plus que tout autre chose, c est le temps.Et ce temps est tout simplement oublié dans la fabrication des billets de banque : comme l'or, on se conduit comme si " un franc 1960 est toujours un franc 1987".En ce qui concerne la monnaie scripturale, il s agit d avoirs totalement couverts par des biens materiels d equipement.Seuls les billets de banque sont crees " ex nihile" et selon la decision de la Banque de France. Il est aise de demontrer que le volume du crédit n est que secondaire au volume de billets circulants : ... mais ce sera pour le 10 mars .
En ce qui concerne la "valeur" au sens classico-marxiste, il est vrai que cette notion est quelque peu incompatible avec la demarche de Gesell. Gesell lui-même s emploit à la recuser, mais il faudrait reprendre celà un peu mieux.Ici seulement ceci : si la valeur est " convention ", elle n est pas " le travail social incorporee, voire cristallisee " selon Marx, mais tout au plus ce qui est le resultat d un certain nombre d influences que Marx appellerait "rapport de forces"...Si par contre elle est " le travail social cristallisee", ceci ne correspond a rien d autre qu à un départ fictif.Car qui "objectiverait" quelque chose là-dessus ?
La " valeur-convention " se ramene au PRIX pour Gesell.L'autre notion "valeur-travail" ne l'intéresse pas, car c est un "fantôme" auquel il ne croit pas.En tout cas, la valeur travail ne saurait se réduire à l'équivalent.Et l'équivalent ne peut exister sans quoi il n y aurait pas <u>convention</u>...
Je dirai un peu plus le 10 mars...

2 - du point de vue historique .

Mon ami Samaran a naturellement raison.Gesell est en apparence simpliste et partial, voire partisan et militant.
Ceci etant, il ne s agit là de rien d autre que d une piste !
Les historiens n ont pas encore produit la démarche "monetaire" dans son incidence sur les civilisations.

3 - sur un plan plus profond :

Gesell ne souhaite certainement pas le "paradis" sur terre.Toute sa demarche montre plutôt que la prosperite est le seul resultat du travail et de la division du travail.Car il montre que cette prosperite--fonction du travail- est gravement entravee par la conception insuffisante du systeme monétaire.
Je vous parlerai le 10 mars de la fonction de l épargne selon la theorie gesellienne : j espere que ceci vous aidera a saisir que son idée n a rien de miraculeux ni "d ideologique".Si c etait le cas, il y aurait bien davantage de personnes qui s en occuperaient.Il reste cependant vrai que ses propositions sont si profondement subversives que les cartes se redistribueraient complètement, et d une façon paisible.Samaran a raison de dire que la résistance des capitalistes et de tous ceux qui sont "capitalistes des idees recues" est l obstacle principal a leur realisation...

L accusation selon laquelle Gesell ne voulait pas veritablement de changement peut se fonder sur le fait que la demarche marxiste constitue un echec - un echec a tel point que marxistes et gesellieng restent inconciliables.Le chemin du vrai est etroit et seme d embûches..

Par ailleurs, il n est pas certain que Gesell aurait suppose une "unite originelle", mais simplement une origine monétaire possible de l Histoire...

DECTA III

LE SEMINAIRE SILVIO GESELL

LE STATUT DE LA VALEUR, DE L'EPARGNE, DE LA MONNAIE SCRIPTURALE ET DU QUANTITATIVISME CHEZ SILVIO GESELL

par

Johannes FINCKH
Médecin-Psychiatre

3ème Séance
le mardi 10 Mars 1987

à 16 h 30
Salle E. 330.

LE STATUT DE LA "VALEUR", DE L'EPARGNE, DE LA MONNAIE SCRIPTURALE ET DU "QUANTITATIVISME GESELLIEN"

I - En ce qui concerne la "valeur" classico-marxiste.

Gesell ne fait pas de détail avec la "valeur marxienne". En a-t-il le "droit" ? Quelles sont ses justifications théoriques ? La lecture de l'Ordre économique naturel ne semble pas satisfaire tous ses opposants. Je vais donc vous faire part ici d'un certain nombre d'éléments de précision.

Tout échange entre geselliens et marxistes risque de tourner court autour de cette question. Il y aurait là un point auquel ni les uns ni les autres ne sauraient renoncer sans risquer de perdre leur identité. Pourtant, la lecture attentive des deux auteurs démontre que l'important est ailleurs. La notion marxienne de la valeur est assez complexe. Il y a la "valeur", la "valeur d'usage" et la "valeur d'échange".

Marx isole ensuite le processus économique élémentaire de l'échange "La forme relative et la forme équivalent sont deux aspects corrélatifs, inséparables, mais en même temps des extrêmes opposés, exclusifs l'un de l'autre, c'est-à-dire des pôles de la même expression de valeur".

Il y a plusieurs problèmes soulevés par cette phrase :

- si la forme relative de la valeur est la marchandise ..
- et si la monnaie en constitue la forme équivalent ..
- et puisqu'il s'agit des extrêmes opposés, exclusifs l'un de l'autre de la même expression de valeur, il n'y a échange possible que si les deux échangeants en conviennent.

Il faut donc qu'au préalable soit connu ce que peut bien être la valeur. M. Samaran vous a fait remarquer le dernière fois que la valeur est convention. Convention du "travail social".

Marx voit pourtant dans l'échange en germe toute la contradiction capitaliste de l'opposition argent/travail. Il est parfaitement exact qu'il y a une contradiction interne, un paradoxe, une énigme à considérer l'échange. L'échange ne se résoudra, en tant que paradoxe, qu'avec sa réalisation effective. L'objet que je cède en échange de quoi je reçois de l'argent ne sera jamais "payé" à son juste prix ... L'échange n'est qu'arrangement ... Mais alors, c'est le terme "équivalent" qui cède !!!!
Car, je vous demande bien comment peut-on parler pour la monnaie comme de la forme équivalent, alors que tout dans le processus d'échange procède d'un paradoxe, d'une énigme ??? La monnaie incarnerait mille fois la "valeur" d'un objet, l'objet incarnerait mille fois la "valeur" d'une somme donnée, l'échange ne se ferait pas obligatoirement mieux ou plus mal que lorsque l'échange est prétendument équitable. Cette notion même d'"équitable" soulève des problèmes philosophico-morales quasiment insolubles. Je n' achète pas ce que je veux acheter, plutôt ce dont j'ai envie, c'est-à-dire ce dont j'ai "besoin".

Il est tout simplement une escroquerie intellectuelle que de soutenir que les prix seraient, en dernier ressort établis autrement que selon le piffomètre !!! Aucune anticipation, aucune notion de "valeur-utilité" ne changera rien à cette affaire fondamentale. Je ne nie pas l'existence de tarifs, de prix "garantis", mais dites-vous bien que tout cela ne fait jamais que distordre administrativement une question à laquelle en vérité ne peut répondre que tout sujet dans le particulier.

La notion de "valeur-travail" ne fournit pas de réponse meilleure. Car personne n'a effectivement les moyens d'estimer le travail (la valeur) incorporé dans un produit ... Toute "objectivité" en la matière conduit au "socialisme réel".

Si la science économique ne peut entendre parler de la question en ces termes, elle sera condamnée à rester stérile et fermée à tout espoir de mise en pratique autre que bureaucratique.

Ceci étant dit, le problème gesellien est d'une nature différente. Le terme d'équivalent cède, mais le terme de neutre néo-classique ne résiste pas mieux à l'analyse.

Car le détenteur de monnaie peut différer l'achat. Et au regard du temps, le capital monétaire n'a rien de neutre !!! La monnaie est l'objet de spéculation absolu, n'est liée ni au temps ni à l'espace. Sa production est inélastique. Si la spéculation de marchandises est soumise à des aléas, notamment temporels, y compris pour les monopoles, la spéculation foncière est soumise aux aléas géographiques, le privilège monétaire échappe aux deux contraintes à la fois.
Parler devant ce fait d'une monnaie "neutre" constitue une autre escroquerie intellectuelle ...

La monnaie est supérieure aux biens quant à sa fonction réserve de valeur. Elle est également supérieure au sol quant à sa mobilité.

L'escroquerie va si loin que même l'inflation, arme imparfaite contre cette supériorité, est considérée comme un mal. Gesell est contre l'inflation tout aussi bien, mais pour des raisons techniques ...

La "contradiction interne" dans l'échange simple que Marx reconnaît est irréfutable, mais ce n'est pas elle qui est décisive pour engendrer l'ordre capitaliste.

Mais c'est l'avantage structurel de la monnaie à engendrer, chaque fois que l'on produit et échange dans des conditions commerciales et dans la division du travail, toujours et encore une tension temporelle en sa faveur qui constitue le levier le plus puissant de l'ordre capitaliste.

C'est de là directement que Gesell déduit l'intérêt fondamental (la "prime de liquidité"). Gesell désigne un levier signifiant, structurel, un vérirable point d'appui d'Archimède pour aborder nouvellement la science économique.

Gesell nous apprend cette simple et incroyable vérité que "la valeur est soumise au temps". Qu'il n'est pas possible d'oublier plus longtemps la dimension temporelle dans la conception de la monnaie, car l'oublier, ce sera s'exposer à ce que la monnaie cesse de rendre le service qui lui est légitimement demandé, à savoir permettre la réalisation des transactions. Il ne dit cependant jamais que la monnaie ne devrait plus être réserve de valeur, mais tout simplement qu'elle ne peut plus être meilleure réserve qu'un bien quelconque. D'où sa proposition de monnaie fondante ...
Tout cela soulève bien évidemment la question du statut de l'Epargne chez Gesell.

II - Le statut de l'épargne

Le traitement de cette question va constituer une assez bonne illustration de la véritable dimension de sa réforme proposée. Que nous dit-il ? Qu'il est évidemment hors de question de thésauriser de la monnaie fondante .. La thésaurisation, forme quelque peu "à part" et marginale de l'épargne sera rendue impossible .. en tout cas en ce qui concerne l'objet d'échange. Il s'ensuit que celui qui gagne plus de monnaie qu'il ne peut dépenser cherchera à placer ces surplus autrement.

Les organismes collecteurs de fonds, à savoir les banques, caisses d'épargne, entreprises, Etat, etc ... seront naturellement soumis à la même contrainte de ne jamais garder du liquide. Ont-ils alors intérêt à attirer les épargnants. Quelquefois oui, moyennant quoi ils payeront un intérêt, quelquefois non, et ils n'en payeront pas, et, pourquoi pas, quelquefois ils chercheront plutôt à désinvestir auquel cas le déposant payera un intérêt pour qu'on le délivre temporairement de ses surplus.

Jusqu'à la limite, toutefois, de la fonte monétaire prévue... car à partir de là, il gardera ses liquidités chez lui et achètera plutôt lui-même quelques biens de consommation (des valeurs) et/ou d'équipement.

En pratique, dire qu'épargner c'est dépenser moins qu'on gagne, ou mieux, consommer moins qu'on ne produit, n'a pas beaucoup de signification macro-économique ... S'il est vrai que le particulier épargne en prévision de l'avenir ou de sa retraite, il est tout aussi évident qu'à tout moment TOUTE LA PRODUCTION EST TOUJOURS IMMEDIATEMENT ECOULEE !!! Même celle qui n'est pas écoulée sera à considérer comme transformée ou transférée d'une période à la suivante.

Les avoirs (l'épargne) des uns sont conséquemment toujours exactement du même montant que les dettes des autres. Ceci est vrai à l'échelle planétaire. Qu'en est il alors de l'investissement comme anticipation ? Eh bien, on ne peut réunir et transformer des biens matériels grâce au travail humain qu'à partir de biens et de personnes toujours déjà là. Et c'est ce travail qui pourra être seul considéré comme "création ex nihilo de richesse" dans la période. Quant au mécanisme de financement, il n'y a extension de masse monétaire que si la banque centrale escompte les traites (ou hypothèques) émises par les entreprises. Ceci n'est nullement obligatoire, voire toujours souhaitable. Là aussi, il y a intervention du facteur humain par le biais d'une politique. Si nous supposons maintenant que l'accroissement des quantités de marchandises se fait sans accroissement parallèle de la masse monétaire, il est vraisemblable qu'il souvrira un trou, un problème de refinancement qui se répercute rapidement sur les entreprises et les ménages, obligés alors à faire défaut en tant que demandeurs des biens aux prix "anticipés". L'offre accrue de biens se retrouve en face d'une demande qui, au mieux, est inchangée. Il en résulte qu'il y aura des invendus. Même quand on veut refuser obstinément un certain quantitativisme, il est cependant vraisemblable que les prix ne monteront certainement pas - sauf si on accepte une gestion de stocks onéreuse financée par une marge accrue. Mais revenons encore une fois plus précisément au statut de l'épargne.

Je dis que macro-économiquement l'épargne n'a pas de signification comptable, mais ceci ne veut pas dire que la richesse accumulée et/ou la capacité productive d'un espace économique donné n'aurait pas d'importance. Je dirais plutôt que c'est cette richesse accumulée qui est la seule vraie épargne possible. Mais il est évident que cette accumulation (le patrimoine social) ne produira pas systématiquement des surplus de type monétaire !!! En tant que biens réels, ils dégageront un bénéfice seulement en fonction de l'efficacité marginale de ce "capital" qui, vous le savez bien, n'est pas forcément constante ...

Maintenant, si on peut supposer que l'intérêt moyen de la monnaie tournera autour de 0 % avec la réforme gésellienne, est-ce que l'investissement se trouvera suffisamment stimulé ?

Certainement, si on ne perd pas de vue que la liquidité aura perdu tout attrait en tant que "réserve de valeur".

Par contre, il n'est pas certain qu'une politique de plein emploi continue à avoir besoin de croissance. Car ce qu'il faut voir, c'est que la demande sera continue et constante, car le privilège monétaire de différer l'investissement et l'achat dans un but spéculatif aura disparu. Et la demande sera stable, d'autant plus que la politique de prix stables se trouvera puissamment simplifiée.

Ce qui sera effectif avec la réforme gesellienne, c'est I = S ex ante et ex post.

Un dernier point à propos de l'Epargne :

Les intérêts élevés ont quand même fait des heureux, et pas les moindres, vous le savez. Ceci est, dans les faits, la "fameuse insurrection des créanciers, ou mieux, des riches contre les pauvres, des pays riches contre pays du tiers monde et du bloc communiste". Bien entendu, elle a en même temps rendu précaires les emplois, aléatoires

les "anticipations productives", c'est-à-dire privées et non militaires.

J'ajoute que toute la politique militaire menée par nos gouvernements revient à une destruction de richesse produite du même montant - c'est la jouissance qui crée en détruisant ou détruit en créant. Nous freudiens appelons cela : "la pulsion de mort à l'oeuvre ...". Maintenant, est-ce bien ou mal ? Si tout cela vient à la place de la catastrophe nucléaire, le prix n'est pas élevé. Mais allez savoir, puisque c'est cette même politique, menée en contradiction flagrante avec le plus grand nombre et au bénéfice de quelques uns qui décidément prépare ce qu'elle est censée éviter ...

Les intérêts élevés ont empêché la reprise économique, et de ce fait rendue impossible une bonne part de l'épargne populaire - mais réjoui les rentiers ...

L'Epargne, en dernière analyse ne se résume à rien d'autre qu'au patrimoine culturel accumulé de toute l'humanité. Etant donné que l'épargne et l'investissement sont d'autant plus facilités que le taux d'intérêt est plus bas, il va de soi que ce but est éminement souhaitable. Or, le seul moyen d'y parvenir reste la réforme gésellienne. Car toute autre mesure se heurterait soit à la trappe monétaire, soit à la spirale inflationniste (où le taux d'intérêt ne baisse pas de toute façon ...).

III - Le statut de la monnaie scripturale

1°) Monnaie liquide et monnaie scripturale

La question est importante. Elle constitue la pierre d'achoppement la plus sévère sur le plan théorique contre l'introduction de la monnaie franche en pratique.

Silvio Gesell refute cette objection, notamment dans un échange d'articles avec le Docteur Heyn, et conclut son article publié dans le journal "Die Freiwirtschaft" en 1921 : "Heyn était, comme tous les économistes issus des universités, une victime de la superstition de la valeur, du phantome de la valeur, du brouillard de la valeur. Quiconque se risque dans ce labyrinthe perd la capacité de comprendre des corrélations simples, et il lui reste voilé la nature de la monnaie, parce qu'elle est trop simple".

Cette phrase n'est que la conclusion de l'argumentation de Gesell. Nous voulons ici développer, le plus brièvement possible, comment la question de la monnaie scripturale se ramène toujours et nécessairement à celle du numéraire ou à la forme de monnaie qui aura cours légal et pouvoir libératoire immédiat.

Un élève de Gesell, Karl Walker, éditeur de la neuvième édition allemande de la "Natürliche Wirtschaftsordnung", en 1949, a traité complètement ce problème ; il s'est servi, comme point de départ, du "Treatise on money" de Keynes.

Il formule : "la monnaie de crédit (de banque, ou scripturale) ne représente qu'une exigence différée de monnaie liquide".
Par 104, de son ouvrage "Aktive Konjunkturpolitik", publié en 1936 à Berlin, il écrit notamment :
Tandis qu'on voit, d'un côté, dans l'extension de la circulation de monnaie girale et spécialement dans la "création de crédit" de la part des banques, une évolution dont on suppose qu'elle ne pourrait plus être contrôlée à partir de la monnaie liquide puisqu'il serait à sa base une tendance à la séparation complète avec la monnaie liquide, nous soutenons de l'autre côté, le contraire, à savoir que la monnaie girale est enchaînée à la monnaie liquide et ne pourra exercer aucune influence autonome sur le pouvoir d'achat monétaire et l'évolution de la conjoncture ; elle ne pourra exercer une influence qui compenserait, le cas échéant, les mesures de régulation de masse monétaire ...".

Et, plus loin :
"La monnaie scripturale n'est pas une espèce nouvelle de monnaie, comme par exemple les billets à côté des pièces, mais est ... une exigence de monnaie liquide placée dans le court terme ; un agrandissement des placements à court terme ou d'autres obligations à court terme accordées par la voie du crédit n'est pas une "multiplication monétaire" dans le sens d'une multiplication de monnaie liquide et encore moins dans le sens de celle d'une monnaie sujette à la contrainte circulante (monnaie franche) et faisant demande en toute circonstance, ne pourra donc agir a priori vers la hausse des prix.

... il est techniquement impossible de mobiliser en même temps toute la demande représentée dans les placements du court terme.

Ici surgit l'objection de considérer la vitesse de circulation de la monnaie scripturale (supérieure à celle de la monnaie liquide). Mais elle ne peut, d'elle-même, indépendamment de la monnaie liquide, influencer le mouvement des prix, car elle dépend des données résultant de la circulation de la monnaie liquide, comme nous allons voir ..."

"Le chiffre d'affaires n'est pas vente" (p. 107).
"... car c'est la monnaie liquide qui médiatise la vente au consommateur, cette constatation contient des points de vue très importants pour la distinction entre monnaie scripturale et monnaie liquide".

C'est seulement auprès du consommateur que la marchandise disparaît de l'offre globale. Ce n'est qu'à ce niveau que la demande effective s'éteint dans l'achat. On peut méditer sur le crédit au consommateur. Mais, le créancier s'entourera toujours de garanties suffisantes (hypothèques, assurances, etc..) dont les frais alourdissent toujours l'échange, on peut, tout au plus, supposer que cet échange n'est que partiellement monétaire. Car il reste une dette et une créance qui ne s'éteindront que dans l'avenir, c'est-à-dire en monnaie liquide future !

C'est le manque - ou l'hésitation à dépenser du détenteur - de numéraire qui oblige les producteurs à consentir des crédits. Ces crédits renchérissent pourtant les échanges, et jusqu'aux limites des avantages liés à la rétention du numéraire. Plus le taux d'escompte, et partant, le taux d'intérêt est élevé, et plus l'avantage de retenir du numéraire est grand (pour le capitaliste), et moins il circulera. Cependant, une affaire n'est conclue sans reste qu'en fournissant du numéraire. Le Besoin de numéraire, à un chaînon quelconque du circuit est fatal. Ce besoin est fatalement payant ; le taux de l'escompte de la banque centrale en est la preuve !

Si le numéraire était remplacé par des mouvements de monnaie électronique avec vérification instantanée des comptes courants, le problème de l'indestructibilité nominale liée à la monnaie traditionnelle (qui défie le temps) n'en sera nullement affecté, évidemment. La dématérialisation des liquidités ne supprime pas le besoin de liquide pour liquider une affaire définitivement !

Seule la monnaie liquide liquide ...

C'est cette nécessité, ce besoin, qui constitue la rente originelle du capitalisme !

Une taxe, équivalente à cette rente, autrement dit, la précarité foncière du type de la monnaie franche, sera en mesure de rendre impossible cette rente. Elle devra être une fonction du temps, et s'appliquer au montant nominal de la liquidité, pénaliser ainsi l'hésitation de l'échange ou de la production. Le taux devra être de 5 à 6 % par an, parce que cela correspond au taux de perte moyen des biens. Cette grandeur est déterminée par le taux d'intérêt monétaire positif et identique depuis des millénaires (cf. intérêt fondamental). Une solution électronique pourra, sans doute, rendre pleinement efficace la construction de la monnaie fondante. La solution des vignettes à coller paraissant "démodée" pour certains.

Mais revenons aux rapports entre monnaie scripturale et monnaie liquide (p. 109, Karl Walker).

"Le mouvement des prix au niveau grossiste ne dépend pas de la multiplication ou de la réduction de la monnaie scripturale, mais de la vente au détail. Une hausse au niveau grossiste - que nous voulons, contre notre conviction, considérer comme causée par la monnaie scripturale - pourrait être stoppée par une restriction relativement faible de la masse monétaire liquide (de numéraire) ; car, dès que la vente aux consommateurs se fait plus stagnante, la hausse cesse d'elle-même. Il n'existe donc pas de hausse au niveau grossiste sans l'espoir de perspectives correspondantes au détail ! C'est pourquoi on ne peut jamais lever le niveau des prix sans participation de la monnaie liquide".

Il est vrai qu'actuellement, les besoins monétaires sont adaptés, au moins partiellement, en fonction du développement du crédit.

Ils le sont par une émission de numéraire supplémentaire, par la banque centrale. Mais cela ne veut pas dire que cette création serait automatique ou obligatoire, mais toujours soumise à une volonté politique et économique. Elle peut être interrompue, ralentie, accélérée. Il est même possible de retirer du numéraire. La variation du taux d'escompte constitue le moyen de cette politique, ainsi que les réserves obligatoires ... Il reste que seul le numéraire pourra liquider définitivement tout échange. L'intervention de tout genre d'écriture (chèques, traites, crédits, etc ..) ne constitue jamais autre chose qu'un paiement différé. La liquidation se situe dans le FUTUR.

La couverture de la monnaie est invariablement le numéraire, et totalement !

Si, pour une raison X, une panique se produit dans le milieu financier, où, tout d'un coup, chacun cherche à se procurer de la monnaie liquide à la place de ses placements à court terme, la préférence pour le numéraire devient patente. Un tel engouement équivaut naturellement à un ralentissement extrême de la circulation monétaire tel qu'aucune banque ne pourra plus satisfaire la demande de la clientèle. Les banques réagiront alors, sans doute, par une élévation du taux d'intérêt de l'épargne, afin de pouvoir faire face à cette situation ; afin d'encourager les placements à court, moyen et long terme. Par voie de conséquence, l'intérêt du crédit devra monter, l'activité d'investissement se ralentira sensiblement, le chômage montera, et le pays s'enfoncera dans la crise. La Banque centrale peut, bien sûr, combattre ces phénomènes, mais nous montrons ici qu'elle n'en a pas véritablement tous les moyens en main.

1°) Tout d'abord, elle cherchera à restaurer la confiance ; si elle y parvient, le plus important sera fait. Mais elle n'y parviendra pas à tous les coups ... C'est alors que les choses se compliquent singulièrement.

2°) Les moyens techniques sont représentés par des variations de la masse monétaire et/ou du taux d'escompte (directeur).

a) Ou alors, elle émet du numéraire en fonction de la demande (baisse du taux d'escompte), le crédit et les traites deviendront à nouveau possibles ... Certains disent alors que l'émission de numéraire serait commandée alors par les besoins de monnaie de crédit. Toutefois, et puisque la confiance des milieux financiers ne revient pas nécessairement, il n'est pas certain que la production va repartir aussitôt. Les recettes keynésiennes ne fonctionnent qu'imparfaitement, parce que l'accumulation même du capital productif agit vers la baisse de la courbe de son efficacité marginale. La persistance de la préférence du numéraire n'est alors nullement exclue. La banque centrale pourrait ainsi être contrainte de céder toujours davantage de numéraire qui s'accumulera dès

lors dans des coffre-forts privés et bancaires. Cela pourra durer un certain temps. Simultanément, les commerçants et les spéculateurs parieront sans aucun doute sur une forte hausse des prix future et inflationniste à cause de l'émission forte de numéraire au niveau central. Dans cette perspective, le taux d'intérêt ne baissera sûrement pas, car les créanciers entendent, bien entendu, ne pas perdre sur le pouvoir d'achat de leur capital avancé. Néanmoins, et cela est arrivé, par exemple en 1922/1923 en Allemagne, il suffit d'évènements plus ou moins inattendus (occupation de la région de la Ruhr à la suite de l'incertitude du paiement des réparations), grêve générale et maintien d'émission de numéraire au-delà de toute raison, pour que la confiance en la valeur de la monnaie s'effondre assez brusquement. Dès lors, nous assistons à une avalanche de monnaie sur un marché où la production matérielle ne pourra plus suivre pour absorber toute cette masse de monnaie. L'inflation galoppante de l'Allemagne de ces années est restée un cauchemar dans la mémoire collective du pays. Il est remarquable qu'elle avait été stoppée, DU JOUR AU LENDEMAIN, par l'émission d'une nouvelle monnaie à cours légal (le Rentenmark).

Aujourd'hui, on serait (peut-être)plus armé contre de tels évènements ....

Avant d'arriver à de tels résultats, on pratiquera plutôt une restriction du crédit et acceptera un prolongement de la crise économique.

b) La politique monétaire restrictive (élévation du taux d'escompte) favorisera le recours au numéraire, son besoin plus général fera qu'il en manquera, et les prix ne hausseront plus. Cette situation est néfaste au commerce et à la spéculation ; un ralentissement de l'investissement et de la production sera la conséquence ; donc aggravation de la crise, alourdissent du service de la dette (privée et publique). Toute reprise sera alors étouffée ...

3°) En pratique, on navigue à vue, on se faufile entre les extrêmes inflationnistes et déflationnistes, la stagflation ... La croissance et la reprise durables, on les attend toujours.

4°) Il reste que la monnaie de crédit est toujours tributaire de l'émission de numéraire, CQFD.

IV - Le "quantitativisme" Gesellien

Je vais vous fournir une page de l'OEN, à savoir le dernier chapitre de l'analyse que fait Gesell de la monnaie traditionnelle (Ch. III, 16), où il est clair pourquoi Gesell peut être considéré comme le seul à avoir le "droit" d'être quantitativiste.

Je vous renvois aussi à la note (1), page 15 de mon exposé du 13 janvier. Pour résumer : Gesell n'applique le quantitativisme qu'à la marchandise offerte et en stock. Pour la monnaie, la quantité offerte est soumise à des aléas si considérables qu'il est tout bonnement impossible de lui appliquer quelque théorie qui soit.

Par contre, la théorie quantitative sera applicable et opérante dès que l'on aura appliquée la réforme gésellienne. A l'exclusion de toute considération de la "valeur" chose que je vous ai refutée au début de ce texte.

Pourquoi la théorie quantitative brute ne s'applique pas à la monnaie (1)

L'offre et la demande déterminent le prix des marchandises. L'offre est égale au stock total des marchandises. Si les réserves augmentent, l'offre augmente. Quand les stocks diminuent, l'offre diminue. Stock et offre coïncident. Au lieu de dire : "L'offre et la demande", on pourrait dire tout aussi bien : "Le stock et la demande" déterminent le prix. Sous cette forme, l'hypothèse de la théorie quantitative s'exprimerait plus clairement.

La théorie quantitative s'est confirmée pour toutes les marchandises. Les exceptions sont négligeables. On a voulu appliquer cette théorie à la monnaie. Le prix du numéraire, a-t-on dit, est déterminé par le stock monétaire. L'expérience a prouvé que l'offre de numéraire ne dépend pas du stock de numéraire aussi rigoureusement que la théorie quantitative le suppose. Dans un pays où la réserve de numéraire ne varie pas, l'offre d'argent peut subir d'énormes variations. Le trésor de guerre de Spandau n'a pas été offert une seule fois en quarante ans, tandis que certaines monnaies changent de mains de 10 à 15 fois par an. Les réservoirs monétaires que constituent les banques, les coffres et les bas de laine sont tantôt bourrés, tantôt vides. Ce qui signifie que l'offre de numéraire est tantôt nulle, tantôt énorme. Bien souvent des rumeurs suffisent pour que l'argent quitte le marché. L'offre se terre. L'argent gagne les abris. Un télégramme, fût-il faux, suffit parfois pour que la main qui allait nouer la bourse, répande l'argent à profusion sur le marché.

Les circonstances économiques ont une influence considérable sur l'offre de numéraire. Nous avons dit à propos des marchandises : "Le stock et la demande" déterminent le prix. Pour le numéraire on peut dire : "L'état d'esprit et la demande" déterminent son prix. Certes, le stock monétaire n'est pas sans influence sur l'offre d'argent. Ce stock

---

(1) Nouvelle littérature sur la théorie quantitative : Dr. Th. Christen : Das Geldwesen ein dynamisches System, Berne 1931.

détermine la limite supérieure de l'offre de numéraire. On ne peut pas offir plus d'argent qu'il n'en existe. Mais tandis que pour les marchandises la limite supérieure (c'est-à-dire le stock) constitue en même temps la limite la plus basse, de telle sorte que l'offre et la réserve s'équivalent constamment, pour le numéraire il n'est pas possible de déterminer la limite inférieure. A moins de considérer cette limite comme égale à zéro.

Quand la confiance règne, l'argent abonde sur le marché. Quand elle s'évanouit, le numéraire se cache. L'expérience est très ancienne.

Si, comme la pratique l'enseigne, l'offre de numéraire ne correspond pas constamment au stock monétaire, le prix du numéraire est indépendant de ce stock ; la théorie quantitative brute ne s'applique pas à la monnaie.

Mais si la théorie quantitative n'est pas applicable au numéraire, la théorie du prix de revient ne s'applique pas non plus à celui-ci. En effet, les frais de production ne déterminent le prix que par influence sur la quantité produite, et cette quantité n'a, nous l'avons vu, à elle seule aucune influence décisive sur l'offre de numéraire (1).

Pour les marchandises il est généralement vrai que lorsque les frais de production diminuent, la production augmente. Une production accrue augmente le stock, c'est-à-dire l'offre ; et l'accroissement de l'offre fait baisser les prix. Dans le cas des métaux précieux, il n'est pas du tout certain que l'offre augmente aussitôt que le stock s'accroît. Et encore moins certain que l'offre corresponde jamais au stock. Que l'on se rappelle le stock national de métal blanc des Etats-Unis, le trésor de guerre de Spandau, et les accumulations de numéraire, les trésors que l'on découvre tous les jours.

---

(1) "La seule augmentation du stock monétaire ne peut pas provoquer la hausse des prix. Il faut que cet argent frais crée sur le marché, de la demande, de l'achat. Telle est la première restriction à apporter à cette théorie. Dr. Georg Wiebe : Zur Geschichte der Preisrevolution des 16, und 17, Jahrhunderts, page 318.
"La monnaie qui ne s'offre pas, n'a pas plus d'influence sur les prix que si on l'avait détruite".

Les deux théories, la théorie quantitative comme celle de la production, se révèlent fausses quand on veut les appliquer à la monnaie. Il faut en chercher la cause dans les propriétés de la matière constituant la monnaie. Le trésor de Spandau aurait été depuis longtemps réduit en poussière, sans les propriétés de l'or. La politique des Etats-Unis relative au métal argent n'aurait même pas été concevable sans les propriétés du métal blanc. Si l'or périssait comme les autres marchandises l'offre de monnaie correspondrait exactement au stock monétaire : la confiance et l'insécurité seraient sans influence sur l'offre de numéraire. En temps de guerre comme en temps de paix, dans la prospérité comme dans l'adversité, la monnaie s'offrirait constamment. Elle ne pourrait jamais déserter. Elle s'offrirait même lorsque les transactions offrent quelque désavantage, tout comme l'offre de pommes de terre ne dépend nullement du bénéfice qu'y trouvera le propriétaire. Bref, le stock et la demande détermineraient le prix du numéraire, comme ils déterminent celui des marchandises.

Il n'y a pas de prix pour une marchandise qui, comme le trésor de Spandau, peut se conserver indéfiniment dans l'humidité des oubliettes, sans subir le moindre dégât ; il n'existe pas de prix pour une marchandise dont l'offre ne résulte pas d'un besoin inhérent mais d'un caprice. Le prix d'une marchandise semblable n'obéît à aucune loi économique. Pour elle, il n'existe ni théorie quantitative, ni théorie du prix de revient. Elle ne connaît qu'une loi : celle du profit.

Comme Lassalle le fait très justement observer, une pareille monnaie constitue, dès l'origine, du capital. C'est-à-dire qu'elle ne s'offre qu'aussi longtemps qu'il est possible d'en tirer de l'intérêt (de la plus-value). Pas d'intérêt, pas d'argent.

La suppression des vices que nous avons trouvés à la monnaie actuelle nécessite une réforme qui tient de l'intervention chirurgicale (voir la partie suivante de ce traité). Cette réforme rencontrera, de la part de certaines classes sociales, une opposition puissante. Elle suppose donc une résolution égale.

Université de Bordeaux I

Faculté de sciences économiques

DECTA I I I

Le séminaire Silvio Gesell

"Essais et expériences de monnaie franche en France"

---

par

M.Georges Lardeau,expert financier au GAN, co-responsable de l'expérience de Lignières-en-Berry de 1957.

---

suivi de

"La notion keynesienne de la préférence de la liquidité et son extension chez Gesell"

---

par

Monsieur le professeur Ceccarreccia de l'université du Québec

Le mardi 26mai 1987

de 15Hà19H

Salle E 330

LISTE DES THEMES QUI SERONT DEVELOPPES LE 26 MAI 87
A BORDEAUX PAR MONSIEUR GEORGES LARDEAU

1) Création devant le marasme économique de l'Union des Commerçants et Artisants de Lignières en Berry en 1956.

2) Création d'une commune LIBRE. Pourquoi !

3) Emission de Bons d'achats locaux - cela ne marchait pas bien. En effet, ceux-ci avaient le même vice que la monnaie THESAURISABLE.

4) Publicité dans le journal de Pierre POUJADE "Fraternité-Française".

5) SORIANO a vu ce journal et il arrive à Lignière-en-Berry.

6) Doute ! Explications - Puis révélation - L'ORDRE économique naturel de Silvio GESELL.

7) Mise en circulation de la monnaie franche avec l'aide de Monsieur SORIANO - et la participation de Monsieur ISSAUTIER sous forme de Bons d'achats inthésaurisable.

8) Nombreux articles de Presse de Monsieur SUGNOT dans "La Nouvelle République".

9) Emission avec l'aide publicitaire de "Fraternité Française" des cartes de "Citoyens d'Honneur" pour favoriser notre entreprise

10) Visite à SAINT CERE à Monsieur POUJADE de Messieurs SORIANO-TOURNADE et LARDEAU.

11) Monsieur POUJADE ne comprend pas et se désintéresse... mais il a compris que nous sommes dangereux. Il supprime toute

publicité dans "Fraternité Française", ce qui a pour effet de nous priver de ressources financières, la vente des cartes de "Citoyens d'Honneur" de ce fait a tourné à la catastrophe.

12) Malgré cela, une équipe courageuse de MARANS (Charente Maritime) entreprend sur nos conseils d'émettre de la Monnaie Franche.

13) Cela fait du bruit en haut lieu.

14) Sur plainte de la Banque de France qui a le monopole de la monnaie une enquête a lieu - Résultat rien à reprocher. Comme le disait SORIANO nous sommes "inattaquables".

15) Le gouvernement d'alors, présidé par Monsieur Guy MOLLET (socialiste) fait voter une ordonnance, publiée le 24 décembre 1958, interdisant la création de moyens de paiements autres que ceux de la BANQUE DE FRANCE !!!

16) Devant les menaces de tous genres et la pression sur les commerçants, l'affaire devient difficile.

17) Et pourtant, les résultats sont éclatants. Nous avons pu suivre un Billet, qui avait été marqué, changer plus de 50 fois de mains dans une seule journée.

18) La revue "Science et vie" publie un article intéressant, mais les commerçants et artisans ont peur et ne comprennent pas leurs intérêts !!! De plus, un mini-scandale éclate à MARANS. Le Président de la commune libre de MARANS (Monsieur BRAUD) achète une chambre à coucher payée en Bons d'achats, cette masse de billets circulant très vite, tout le monde crut que le Président avait mis la main dans la Caisse... et pourtant c'était un honnête homme.

19) Malgré le peu de frais de gestion et les nombreuses pres-

sions, la position devient difficile... Heureusement, nous sommes sauvés par le P.C. local qui avait donné l'ordre à ses militants de détruire tous les Bons d'achat de la commune libre qu'il pourraient avoir, ce qui eu le bon effet de renflouer nos finances car chaque fois qu'ils détruisaient un billet, ils libéraient la somme de garantie équivalente déposée à la banque. TOURNADRE avec son air rusé voyant cela disait simplement : "C'est malheureux, nous nous donnons du mal pour faire quelque chose et vous détruisez tout". Mais il savait que cela était un bénéfice pour notre caisse. Les finances étaient saines.

20) La bataille cessa faute de combattants. Bien que le flambeau eut été repris par notre ami ROZIER à PORTO ALEGRE au BRESIL. Mais dans ce pays l'inflation était si forte que ce sont les bons d'achat qui furent thésaurisés, ils se dévaluaient moins vite que la monnaie.

21) Conclusions : Bien que nous ayons fait une démonstration brillante avec de faibles moyens, nous avons été contraints d'abandonner devant la puissance de la force publique et la grande ignorance des masses entretenue par les Médias.

22) Pourtant, nous avions trouvé la solution "d'enrichir les pauvres sans appauvrir les riches".

- d'assurer le plein emploi, de donner à chacun une retraite après 30 ans de travail à son salaire.
- de supprimer l'impôt sur le revenu, car ce n'est pas l'énergie qu'il faut taxer mais l'inertie.
- d'augmenter le pouvoir d'achat de tous en fonction de la production.

23) SORIANO disait : "Pas d'activité sans profit, pas de profit sans échanges, pas d'échanges sans circulation constante de la monnaie. Plus la circulation est active, plus la prospéri-

té est grande". (voir définition de la monnaie et de la valeur).

24) MORALITE : LA MONNAIE EST A L'ECONOMIE CE QUE LE SANG EST AU CORPS HUMAIN.

25) Solutions pratiques immédiates :

A) Supprimer l'intérêt qui est la cause réelle de l'inflation
B) Détaxer les individus en fonction de leurs dépenses
C) Supprimer l'impôt sur le revenu et taxer seulement la THESAURISATION.

26) Moyens : Dans un premier temps changer la monnaie 1 fois par an et taxer le dernier détenteur cela aura pour effet de lutter contre la THESAURISATION. Dans un 2ème temps, Créer une vraie monnaie Franche, abolir la Propriété, etc...

27) Pourquoi ça va mal ?

Parce que la monnaie actuelle possède un vice fondamental, c'est dire instrument des échanges qui doivent circuler et instrument de l'épargne qui doit stationner. Hors, entre l'épargne et la Thésaurisation, il y a une petite barrière qui est vite franchie. Il faut dont dissocier les deux.

28) La monnaie franche n'est pas une panacée mais comme l'a dit EINSTEIN : "La création d'une monnaie inthésaurisable conduira à l'accumulation des richesses sous une forme nouvelle et plus substancielle.

29) Seule une économie libre permettra de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme.

30) Pour que certains vivent sans travailler, certains font travailler les autres sans vivre.

31) ARRIVEE AU SOL FRANC

Pour permettre de verser à chaque mère de famille une rente en fonction du nombre d'enfants.

32) IMPERATIFS

Il ne faut jamais que la consommation dépasse le potenciel de production.

33) ABBERANCES

La moitié du monde se tue à trop manger, pendant que l'autre moitié crève de faim.

34) L'avènement de la monnaie franche mettra fin aux Guerres et permettra le plein épanouissement des peuples.

35) La monnaie franche n'est pas pratique. C'est seulement de la technique économique.

ADDITIF

C'est grâce aux enseignements de notre ami franchiste MAX ALBRECHT, d'origine germanique, qu'il m'a donnés sur la force centripète, que j'ai pu mettre très récemment au point un appareil permettant la création continue, donnant ainsi l'indépendance énergétique à tous les hommes de la planète Terre,. Cet appareil permet de produire plus de courant électrique qu'il n'en consomme. Il peut être fabriqué en toutes puissances (en alternatif ou en continu).

Les GESELL - BARAL - ALBRECTH - TOURNADRE - etc. sont bien parmi nous. C'est à nous qu'il appartient de les faire vivre pour le plus grand bien de l'humanité.

Georges LARDEAU

DEFINITION DE LA MONNAIE

Instrument artificiel inventé pour mesurer la valeur relative des choses (depuis la division du travail) et faciliter les échanges.

(Nicolas ORESME Evêque de Lisieux 14ème siècle)

DEFINITION DE LA VALEUR

Propriété abstraite strictement conventionnelle attribuée aux produits ou services pour faciliter leurs échanges.

TOURNADRE et LARDEAU C.L.L.B.

REFORME FISCALE = JUSTICE FISCALE

Application : détaxer tous les individus en fonction de leurs dépenses

TOURNADRE et LARDEAU C.L.L.B.

Pas d'activité sans profit, pas de profit sans échanges, pas d'échanges sans circulation constante de la monnaie. Plus la circulation est active plus la prospérité est grande.

SORIANO

Les GESELL - BARAL - ALBRECTH - TOURNADRE - etc. sont bien parmi nous. C'est à nous qu'il appartient de les faire vivre pour le plus grand bien de l'humanité.

Georges LARDEAU

La notion gesellienne de préférence pour la liquidité et sa généralisation dans les travaux de Keynes, Soddy et Johannsen

par

Mario Seccareccia*

(Université d'Ottawa)

*L'auteur tient à remercier J. Henry, M. Lavoie et A. Parguez, ainsi que les participants du séminaire Decta III à l'Université de Bordeaux, pour leurs commentaires. Evidemment, il demeure seul responsable des positions prises.

I. Le cadre gésellien d'analyse

Comme le reconnaît Georgescu-Roegen (1979), l'une des plus grandes découvertes du XIXe siècle dans le domaine des sciences naturelles est celle de la loi de l'entropie. Parfois aussi décrite comme le deuxième principe de la thermodynamique, cette loi stipule que l'énergie et la matière tendent continuellement vers le désordre ou la dissipation.[1] En conséquence, par un processus irréversible, l'ordre dans l'univers se transforme graduellement en désordre. Au début du XXe siècle, cette loi a eu une très grande influence sur la pensée hétérodoxe d'un petit groupe de théoriciens monétaires, dont le plus connu en France était Silvio Gesell.

La découverte de l'entropie, c'est-à-dire, la reconnaissance que, dans un système isolé, toute richesse matérielle accumulée ne peut, selon les lois physiques, que nécessairement périr, a eu d'importantes ramifications dans le domaine de la pensée monétaire. Puisque toute chose dans le monde physique doit subir les effets du temps à cause de l'entropie, tout ce qui tend à nier l'importance de cette force naturelle ne peut qu'engendrer des déséquilibres structurels qui tôt ou tard se manifesteront. Ainsi, les origines des crises ne peuvent qu'être monétaires puisque, contrairement aux rapports qui existent au niveau de la production, seuls les rapports monétaires tendent à échapper aux effets de cette loi par une ouverture du système.[2]

Gesell et Soddy, en particulier, étaient tous deux très conscients de l'asymétrie engendrée par l'existence d'un système

monétaire qui, tout en dominant l'activité productive, semble échapper aux lois de la nature. Comme l'expliquait Soddy (1931):[3]

> "La richesse est périssable, tandis que la dette est une créance sur la richesse à venir qui permet à un individu d'échapper aux effets de la nature. (...). Ce que les individus souhaitent ainsi avoir est non pas la richesse mais des dettes [créances] qui ne périront pas, peut dispendieuses à conserver, et qui sont porteuse d'un intérêt à perpétuité."

Étant donné l'importance de cette préférence marquée pour les actifs liquides, que peut-on faire pour éliminer l'asymétrie qui est à l'origine de toutes les crises touchant le système de production? Une des réponses à ce problème, qui a été fournie par Gesell, visait à éliminer une des caractéristiques importantes des actifs liquides — celle du réservoir de richesse. Il écrit:[4]

> "Nos marchandises vieillissent, rouillent, se gâtent, se rompent. Lorsque la monnaie aura des propriétés physiques correspondant aux désagréments et aux pertes que nous causent les marchandises, alors seulement, elle constituera l'instrument sûr, rapide et bon marché des échanges, puisque nul ne la préférera aux marchandises, en aucun cas et à aucun moment."

Donc derrière sa fameuse proposition pour une monnaie estampillée se trouve le souhait de rétablir une certaine symétrie entre la monnaie et les marchandises, ce qui aurait pour résultat de mettre un terme aux crises qui découlent de cette préférence marquée pour la liquidité.

Mais d'où vient l'actif le plus liquide, la monnaie, qui donne naissance à ces instabilités économiques? Historiquement, elle apparaît, selon Gesell, essentiellement pour faciliter les échanges et pour éliminer les difficultés inhérentes au troc. Cependant, pour garantir les contrats en terme monétaire et pour que chaque membre de la collectivité puisse bénéficier des échanges monétaires, l'État a joué un rôle de premier plan dans la transition d'une économie de troc à une économie monétaire. Il écrit:[5]

> "La monnaie a besoin de l'État; sans l'État, on n'imagine pas de monnaie. On peut même dire que l'État se fonde dès l'introduction de la monnaie."

Puisque la monnaie est à l'origine de l'État et que la monnaie est une émanation de l'État, elle apparaît donc comme une sorte de bien public qui disparaîtrait seulement avec la perte de confiance dans l'État lui-même.[6]

Étant donné le rôle public de la monnaie, lequel consiste à rendre la vie collective plus facile qu'elle ne le serait dans une économie de troc, lorsqu'un individu échange des biens pour de la monnaie, cette monnaie doit retourner immédiatement dans le circuit monétaire. Toute détention de monnaie à des fins autres que celles d'échange impliquerait que l'individu retire du système beaucoup plus qu'il y ajoute. Comme dans les lois de l'époque romaine, la monnaie devient ainsi un bien "consomptible" qui <u>doit</u> perdre sa valeur après avoir rendu service au moment de l'échange.[7] Pour Gesell, la monnaie ne peut donc pas constituer

à la fois un moyen d'échange et un moyen d'épargne sans créer des entraves à la circulation monétaire qui porteraient atteinte à l'État.

Mais pourquoi un individu transformerait-il de la 'monnaie d'échange' en 'monnaie d'épargne'? Gesell reconnait que c'est l'existence d'un taux d'intérêt positif qui donne naissance à une monnaie d'épargne et qui bloque le circuit monétaire. Puisque le désir de détenir de la monnaie dépend du taux d'intérêt qu'on peut extraire du système productif, l'intérêt est ainsi perçu comme un prélèvement illégitime de la part d'un petit groupe sur une richesse liquide et non reproductible qui, par sa nature, doit être publique. Citons Gesell in extenso:[8]

> "L'homme qui a échangé ses produtis contre du numéraire et qui ne recède pas cet argent à autrui en échange de marchandises, cet homme est, dit-on, disposé à prêter son argent moyennant intérêt. Mais cette prétention doit être rejetée comme injuste. Cet homme doit prêter son argent sans conditions. Sans quoi il faut le contraindre à acheter lui-même des marchandises ou à racheter ses propre produits. Il n'appartient à personne de subordonner la circulation de l'argent à des conditions, de quelque nature qu'elles soient. Celui qui possède de l'argent a le droit d'acheter immédiatement. C'est tout. Le droit de toucher un intérêt est incompatible avec la notion de monnaie; ce droit constituerait une véritable imposition; un impôt au bénéfice de personnes privées, et qui frapperait les échanges, au nom d'un institution d'Etat."

Similaire à la perception de la rente foncière par Henry George, la vision de l'intérêt de Gesell est celle d'un revenu d'imposition pour l'usage d'un bien public. Ce conflit

fondamental entre gain privé et bien public formera ainsi la base de sa théorie des crises.

Dans le cadre gesellien, c'est l'anticipation d'une réalisation d'un taux d'intérêt monétaire positif qui pousse un groupe de spéculateurs-rentiers à détenir des encaisses oisives. Cette activité de pure spéculation est donc conçue au sens presque médiéval du terme — c'est-à-dire, la volonté de monopoliser le marché afin de pouvoir extraire le plus grand profit par la détention d'un bien.[9] En effet, pour un flux global de demande monétaire, toute thésaurisation occasionnée par une hausse du taux d'intérêt anticipé impliquerait, par définition, une chute de la vitesse de circulation de la monnaie et une baisse des prix. Cet effondrement des prix provoque ainsi une réduction de la demande de monnaie, ce qui pourrait engendrer une baisse à court terme du taux d'intérêt monétaire. Il affirme:[10]

> "(...) dans le commerce, la circulation monétaire devient impossible dès que l'argent cesse de s'offrir en quantité suffisante pour empêcher la baisse des prix. Ces énormes réserves des banques et le taux réduit de l'intérêt, constituaient la preuve flagrante qu'on n'offrait pas assez de numéraire."

Cette baisse possible du taux d'intérêt nominal pendant la crise masque la hausse de son niveau réel découlant du mécanisme de la déflation. Le transfert de richesse du secteur productif au secteur rentier, qui résulte de la baisse des prix, ne peut qu'aggraver la situation existante au fur et à mesure que la valeur réelle de la monnaie d'épargne s'accroît progressivement,

ce qui augmente ainsi le fardeau réel pour le reste de la communauté. Seule la disparition de cette monnaie d'épargne qui provient d'une préférence inhérente pour la liquidité pourra éliminer le tribut imposé sur la communauté des producteurs par le mécanisme de la circulation monétaire.

II. La vision keynésienne de la crise et son lien avec celle de Gesell

En Allemagne et en Argentine, les idées de Gesell se développent à une époque où l'économie est encore largement agricole et où le produit industriel apparaît toujours de fabrication artisanale. Donc, en l'absence d'un système bancaire et financier avancé, la monnaie se manifeste sous la forme la plus ancienne — celle d'un stock qui est détenu par des individus. Sans l'existence d'une 'monnaie d'épargne' préalable, la notion de flux de monnaie de crédit n'a aucune signification analytique dans son modèle. La seule entrave au circuit monétaire dans ce contexte ne peut résider que dans l'accumulation des encaisses monétaires oisives (la monnaie d'épargne), puisqu'un marché moderne d'actifs liquides qu'on retrouve dans les travaux de Keynes, Soddy et Johannsen, est introuvable chez Gesell.

Dans la Théorie générale, Keynes présente une analyse des conditions de blocage du système qui, à première vue, ressemble fortement à celle de Gesell. Les individus qui interviennent dans les marchés financiers, les rentiers, ont une préférence marquée pour la liquidité. Par leurs activités de spéculation sur les

valeurs des différents titres financiers, ils peuvent donc rendre le bouclage du circuit monétaire très difficile. Cependant, l'analogie entre l'explication de Keynes et celle de Gesell s'arrête ici. Par la suite, Keynes va prendre une voie quelque peut différente, qui se rapproche un peu plus des idées de Wicksell.

Selon Keynes, l'activité rentière d'achat et de vente d'actifs financiers peut avoir un effet non seulement sur la structure des taux de rendement mais aussi sur leur niveau. Selon l'analyse de Keynes du chapitre 17 de la Théorie générale, on peut identifier un taux de rendement (R_i) comme étant composé de plusieurs caractéristiques spécifiques à l'actif financier:

$$R_i = r_i + \left(\frac{\Delta p_i^*}{p_i} - \frac{\Delta P^*}{P}\right) - c_i + \ell_i$$

où r_i = le taux de rendement nominal ou 'coupon';

$\frac{\Delta p_i^*}{p_i}$ = taux anticipé d'appréciation de son prix relatif;

$\frac{\Delta P^*}{P}$ = taux d'inflation anticipé en général;

c_i = coûts spécifiques de détention par rapport à la valeur de l'actif;

et, ℓ_i = la prime de liquidité.

Par exemple, pour la monnaie, qui est l'actif le plus liquide, nous obtenons:

$$R_m = -\frac{\Delta P^*}{P} + \ell_m$$

puisque $r_m = 0$,

$$\frac{\Delta p^*_m}{p_m} = 0,$$

et $c_m = 0$;

ce qui implique, selon Keynes, que le rendement sur la détention des encaisses oisives dépend exclusivement de la prime pour la liquidité (ℓ_m) dans une situation où les prix sont stables. Évidemment, les primes (ℓ_i) ne sont pas de simples paramètres du système, mais sont plutôt instables et dépendent de l'état de confiance que les rentiers ont dans l'avenir et donc, en partie, elles dépendent aussi des "esprits animaux" des entrepreneurs eux-mêmes. Toute baisse de cet état de confiance ferait grimper les primes, occasionnant ainsi des tendances à la hausse pour l'ensemble des taux de rendement. En l'absence de mesures de stabilisation de la Banque centrale, les taux d'intérêt vont s'accroître et auront un effet négatif sur les dépenses d'inventissement et sur la demande de crédit en général.

Dans le Treatise on Money et dans la Théorie générale, c'est d'abord par le mécanisme du taux d'intérêt (à la Wicksell) qu'une hausse de la préférence pour la liquidité peut créer des entraves au système de production et, par là, freiner les investissements. Tout comme Gesell, pour qui "l'intérêt de l'argent est indépendant de l'intérêt des capitaux dits réels, [alors] que l'inverse n'est pas vrai,"[11] Keynes propose dans la Théorie générale un rapport de causalité. Ce sont les fluctuations du taux d'intérêt

monétaire qui déterminent les fluctuations du taux de profit et non le contraire. Dans son cadre analytique du court terme, Keynes établit un rapport inverse entre taux d'intérêt et taux de profit, par l'effet négatif qu'une hausse du taux d'intérêt peut avoir sur l'investissement. Cependant, dans son analyse de la longue période, dans le fameux chapitre 17 (le présumé chapitre sraffien) de la Théorie générale, il constate que le taux d'intérêt monétaire peut être causal au sens où il établit un seuil minimum pour tous les autres taux de rendement du système. Étant donné l'autonomie du taux monétaire, c'est par l'ajustement des autres taux que l'équilibre de longue période pourrait être rétabli.

Dans son Ordre économique naturel, Gesell nous présente une vision qui se rapproche fortement de la théorie de Keynes. Mais, malheureusement, son analyse du court terme est moins clairement développée que celle du long terme. Il est vrai qu'à certains moments Gesell semble établir le rapport inverse proposé par Keynes lorsqu'il écrit, par exemple, "qu'à partir d'un certain niveau, l'augmentation du tribut exigé par l'argent déchaine elle-même les forces [dans le secteur productif] qui réduiront ce tribut."[12] Pour ce qui concerne le rapport entre le taux d'intérêt et le taux de profit, la préoccupation de Gesell est d'abord avec le long terme. Tout comme chez Keynes dans son chapitre 17, Gesell affirme que "l'intérêt fondamental [monétaire] est le centre d'équilibre autour duquel oscille l'intérêt des capitaux réels,"[13] c'est-à-dire, une sorte de centre de gravitation. Vu que "l'argent est indispensable à la production

de ce capital réel,"[14] c'est par son rôle dans la production que l'existence du crédit exige un profit monétaire pour payer le tribut — l'intérêt fondamental. Comme il l'explique:[15]

> "Le capital dit réel consiste certes en objets réels et indispensables, mais en tant que capital, ces objets ne sont absolument pas réels. L'intérêt qu'ils rapportent [le profit] est une créature du capital fondamental, de l'argent."

Ainsi, un peu comme à l'époque de Thomas Tooke de l'école Banking en Angleterre (qui envisagait qu'une augmentation du taux d'intérêt serait inflationniste),[16] une hausse à long terme de la préférence pour la liquidité aurait pour effet de réduire la part relative des salaires car le flux monétaire de profit brut doit augmenter pour faire face à la hausse tendancielle du taux d'intérêt. Il ressort de son analyse que l'intérêt est à l'origine du profit dans une économie capitaliste.

Outre le mécanisme wicksellien du taux d'intérêt, il existe un deuxième mécanisme pour qu'une hausse de la préférence pour la liquidité puisse à court terme entraver le système. On a déjà vu que, chez Gesell, une hausse de la préférence pour la liquidité implique, par définition, une plus forte détention de la monnaie d'épargne. Pour lui, la crise apparaît donc comme une incapacité du système à boucler le circuit monétaire. Par contre, pour Keynes, Soddy, et particulièrement Johannsen, une hausse de la préférence pour la liquidité pourrait se refléter dans quelque chose d'autre que l'accumulation des encaisses oisives. Comme l'affirmait Johannsen, toute demande accrue pour des actifs

financiers pourrait "miner" le circuit monétaire.[17] La thésaurisation n'est qu'un cas particulier d'un problème plus général de bouclage du circuit. Puisque tous les actifs ont un certain degré de liquidité, toute tendance des rentiers à la liquidité par une restructuration de leur portefeuille pourrait soit prolonger ou soit complètement empêcher le financement définitif des investissements productifs (au sens de Graziani)[18] servant à boucler le circuit. Cet aspect beaucoup plus général du bouclage du circuit que Johannsen et Soddy avaient bien analysé, n'a pas été abordé par Gesell. En effet, ce dernier n'a fait que se limiter au problème de la monnaie d'épargne (la monnaie thésaurisée), plutôt que de s'intéresser au problème de l'acquisition financière dans son ensemble.

Malgré le fait que Keynes ait analysé ce problème de l'acquisition financière au sens large du terme, il reste toutefois une très grande confusion à cet égard. Cette confusion apparaît, d'une part, à la fin du chapitre 13 de la <u>Théorie générale</u> lorsqu'il affirme que, à toute fin pratique, le concept de thésaurisation peut être considéré comme "une première approximation"[19] du concept plus large de la préférence pour la liquidité; et, d'autre part, dans le chapitre 15, lorsqu'il représente sa demande générale pour des actifs liquides par un seul élément (la composante 'spéculative') dans sa fonction de demande de monnaie, retournant ainsi à la monnaie d'épargne de Gesell. On pourrait peut-être excuser Gesell pour son manque de généralisation (étant donné qu'il avait toujours l'économie du XIXe siècle à l'esprit), mais il devient beaucoup plus difficile

de défendre l'analyse de Keynes, par exemple, celle du chapitre 15 de la Théorie générale où il reproduit, avec des termes un peu différents, la même distinction entre monnaie d'échange et monnaie d'épargne qu'on trouve chez Gesell. Pour quelqu'un comme Keynes qui a eu accès aux travaux de Johannsen et Soddy, ce manque de généralisation se justifie mal.[20]

III. La vision de l'avenir du capitalisme rentier et la politique économique

En dépit de ces problèmes d'articulation théorique, Gesell, Keynes, Soddy et Johannsen étaient tous plus ou moins du même avis concernant l'avenir du capitalisme rentier — il fallait le transformer d'une façon radicale. Puisque ce qui est à l'origine de la crise est un comportement anti-social de la part du groupe rentier qui, par sa préférence pour la liquidité, fait grimper les taux d'intérêt et qui, par son activité spéculative, peut empêcher la fermeture du circuit, il faut donc promouvoir des politiques qui tendent à éliminer cet élément déstabilisant de la société. Pour y parvenir, Gesell propose l'élimination, pure et simple, du revenu des rentiers par une politique de taxation des actifs liquides.

Puisque, pour Gesell, les encaisses oisives sont par définition de la monnaie publique appropriée d'une façon illégitime par des rentiers à des fins spéculatives particulières, il suggère que l'État-créancier se "réapproprie" la monnaie en imposant une taxe mensuelle sur les sommes détenues. Il propose

donc qu'au début de chaque année, l'État-créancier "avance" une somme de capital liquide pour faciliter les échanges. Cette somme devrait, par ailleurs, se déprécier à un rythme annuel équivalant au taux moyen de dépréciation des capitaux réels, soit six pourcent. Par exemple, dans une situation stationnaire, l'Institut national d'émission de la monnaie estampillée échange à la fin de chaque année toute la monnaie en circulation par des billets neufs, moins le six pourcent; cette dernière somme ré-apparaîtrait dans le circuit monétaire comme revenu de l'Institut (ou l'État) pour l'administration du système de monnaie franche. Le bouclage du circuit se ferait, à ce moment, par les dépenses de ceux qui reçoivent un revenu monétaire de l'Institut d'émission. Il écrit:[21]

> "La monnaie se dépréciant chaque année de 6%, le montant en circulation se réduit automatiquement de 6% par an. Afin qu'il n'en résulte pas de pénurie monétaire, l'Institut d'émission doit remplacer chaque année ces millions, en émettant du numéraire frais. Celui-ci représente pour l'administration une recette régulière."

Par sa politique de monnaie franche ou monnaie estampillée, Gesell croyait qu'il pouvait à la fois s'attaquer au problème à court terme de la préférence pour la liquidité et à la question à plus long terme de l'élimination du revenu d'intérêt.

Dans le court terme, Gesell soutient que l'effet sur la demande serait immédiat puisque tous les détenteurs d'encaisses oisives s'empresseraient d'écouler leurs stocks et d'acquérir des biens physiques plus utiles au bien-être des individus. Avec

cette forte hausse de la vitesse de circulation de la monnaie qui s'ensuit, il envisage alors l'augmentation progressive de la demande globale jusqu'a ce que l'économie atteigne le plein emploi.

Mais est-ce la seule conséquence possible de sa politique de monnaie estampillée? Dans la Théorie générale, Keynes trouve que Gesell était sur la bonne voie, par sa politique de monnaie franche, mais qu'il avait tort de se limiter à l'actif le plus liquide du système — la monnaie. Il fallait, selon Keynes, généraliser sa politique de monnaie estampillée à tous les autres actifs liquides. Sans l'élargissement de son champ d'application, sa politique était vouée à l'échec. En effet, une politique qui consiste à taxer la détention d'un seul des actifs liquides, au lieu de l'ensemble de ceux-ci, pourrait impliquer nulle autre qu'une restructuration des portefeuilles individuels en faveur des actifs un peu moins liquides. Au lieu du plein emploi envisagé par Gesell, l'économie pourrait se retrouver, à ce moment, dans une situation de crise similaire à celle décrite par Johannsen, où les primes de liquidité pour l'ensemble des autres actifs financiers augmenteraient, ce qui ferait donc accroître la spéculation financière à l'origine de la crise. Une politique inflationniste de six pourcent serait, en fait, préférable, puisque cette dernière politique, au moins, aurait l'effet de taxer toute la gamme des actifs liquides. En plus, même en supposant que l'ensemble des actifs financiers serait taxé en fonction des degrés de liquidité, rien n'empêcherait le public dans ce système de transformer en biens liquides toutes les

marchandises dont les taux spécifiques de dépréciation seraient inférieurs au taux d'imposition de la monnaie (le 6%). Le problème, et Gesell l'avait bien reconnu, est qu'il faut éliminer le marché des capitaux sans quoi la difficulté risquerait de subsister sous une autre forme.

Au fond, c'était là son véritable objectif à long terme pour l'économie capitaliste. Il est vrai que, par sa politique de monnaie estampillée, il visait l'élimination de la monnaie d'épargne — la source apparente du blocage du circuit monétaire. Mais par l'élimination de la monnaie d'épargne, Gesell visait l'intérêt fondamental, le véritable fardeau qui pesait sur l'économie productive. Si pour les fins de l'analyse on suppose avec Gesell que les individus ne détiendront plus d'actifs liquides (à cause de la taxe sur la liquidité) sauf leurs épargnes dans des dépôts bancaires à taux d'intérêt nul, il découle que, par le mécanisme de la concurrence, non seulement l'ensemble du flux d'intérêt mais aussi le flux de profit sur le capital physique doit disparaître, puisque ce dernier n'est qu'une création du capital financier.

Gesell prévoyait un futur de long terme semblable à celui annoncé par Keynes dans les chapitres 16 et 24 de la <u>Théorie générale</u>. Ce dernier y prédisait l'euthanasie du rentier (du capitaliste oisif) et donc une lente progression vers une économie d'abondance en capital physique (où le taux d'intérêt et l'efficacité marginale du capital tendent vers zéro). La seule différence fondamentale entre Gesell et Keynes était que ce dernier ne pouvait pas envisager l'euthanasie du rentier et la

disparition du marché des capitaux sans une socialisation de l'investissement. Par leur refus de faire des investissements productifs à long terme, il croyait que les entrepreneurs étaient devenus eux-mêmes de simples rentiers intéressés seulement à la spéculation et aux gains en capital. Pour Keynes, l'effet inflationniste d'une politique globale de bas taux d'intérêt et d'expansion des investissements publics suffisait à marginaliser graduellement le marché des capitaux et à faire disparaître progressivement la part relative du revenu d'intérêt.

En revanche, Gesell prônait un État moins interventionniste. Après la mise en opération de son système de monnaie franche, la baisse tendancielle des taux d'intérêt et de profit, et la hausse générale de la part des salaires jusqu'à la disparition complète du revenu du capital, ne seraient que l'aboutissement logique de la concurrence privée entre les deux principaux capitaux (qui seraient à ce moment là sur un pied d'égalité). Sauf pour sa grande réforme du droit foncier, l'État pour Gesell doit donc jouer avant tout un rôle relativement "neutre" (ou passif), surtout lorsqu'on pense, par exemple, au programme de socialisation de l'investissement proposé par Keynes en 1943.[22] Mais chez les deux auteurs, le déclin du capitalisme rentier reste le but ultime que doit atteindre toute politique économique à long terme qui aurait en vue l'intérêt général de la collectivité.

Références

1. Voir, entre autres, I. Prigogine (1980, chapitre IV) pour plus de détails. Pour une revue des diverses applications à l'économie, voir M. Lavoie (1983, pp. 287-331). P. Mirowski (1984) a montré que le premier principe de la thermodynamique, la loi de la conservation, a quant à lui grandement inspiré les auteurs marginalistes.

2. Il est intéressant que même N. Georgescu-Roegen (1979, p. 27) note la singularité des rapports monétaires dans le système économique.

3. F. Soddy (1931, pp. 24-25).

4. S. Gesell (1948, p. 211).

5. Idem, p. 140.

6. Idem, p. 135.

7. Pour une discussion intéressante, voir B. Gordon (1975, pp. 133-35).

8. S. Gesell (1948, pp. 89-90).

9. Pour une analyse de la vision médiévale, voir R. De Roover (1971, p. 67 et seq.)

10. S. Gesell (1948, p. 175).

11. Idem, p. 183.

12. Idem, p. 306.

13. Idem, p. 317.

14. Idem, p. 316.

15. Idem, p. 317.

16. Voir T. Tooke (1844, chapitre 12).

17. Cf. N. Johannsen (1908, pp. 86-87) et J.M. Keynes (1942, p. 228).

18. Voir A. Graziani (1986, pp. 3-4).

19. J.M. Keynes (1942, p. 185).

20. Pour une défense de Keynes, voir A. Dow et S. Dow (1987).

21. S. Gesell (1948, p. 214).

22. Pour plus de discussion, voir M. Seccareccia et M. Lavoie (à paraître, 1988), ainsi que M. Zerbato (1987, pp. 1-16).

Bibliographie

De Roover, R. (1971), La pensée économique des scolastiques, doctrines et méthodes, Montréal: Institut d'études médiévales.

Dow, A. et S. Dow (1987), "Idle Balances and Keynesian Theory", document ronéotypé, University of Stirling.

Georgęscu-Roegen, N. (1979), Demain la décroissance, Paris: Editions Pierre-Marcel Favre.

Gesell, S. (1948), L'ordre économique naturel, Paris: M. Issautier.

Gordon, B. (1975), Economic Analysis before Adam Smith, Londres: Macmillan Press.

Graziani, A. (1986), "Keynes' Finance Motive," document ronéotypé (Communication au 12e Congrès annuel de la Eastern Economic Association à Philadelphie, avril).

Johannsen, N. (1908), A Neglected Point in Connection with Crises, New York: The Bankers Publishing Co.

Keynes, J.M. (1942), Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, Paris: Payot.

Lavoie, M. (1983), "Loi de Minsky et loi d'entropie," Économie appliquée, Vol. 36, nos. 2-3, pp. 287-331.

Mirowski, P. (1984), "Physics and the 'Marginalist Revolution'," Cambridge Journal of Economics, Vol. 8, no. 4, décembre, pp. 361-79.

Prigogine, I. (1980), Physique, temps et devenir, Paris: Masson.

Seccareccia, M. (1987), "Les courants de la pensée économique à l'origine de la Théorie générale: quelques éléments nouveaux d'interprétation," La 'Théorie générale' et le keynésianisme, G. Boismenu et G. Dostaler (édit.), Montréal: Éditions ACFAS, pp. 15-38.

Seccareccia, M. et M. Lavoie (à paraître, 1988), "Les idées révolutionnaires de Keynes en politique économique et le déclin du capitalisme rentier," Economie appliquée, Vol. 41, No. 2.

Soddy, F. (1931), Money versus Man, Londres: Elkin Mathews & Marrot.

Tooke, T. (1844), An Inquiry into the Currency Principle (Deuxième édition), Londres: Longman, Brown, Green and Longmans.

Zerbato, M. (1987), "Keynes ou la socialisation libérale," Keynésianisme et sortie de crise, M. Zerbato (édit.), Paris: Dunod.

UNIVERSITÉ DE BORDEAUX I

FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

—

DECTA III

SÉMINAIRE SILVIO GESELL

1986 - 1987

—

L'UTOPIE MONÉTAIRE DE SILVIO GESELL : UN CAS D'HÉTÉRODOXIE ENTRE WICKSELL ET KEYNES

par

Michel HERLAND

Université d'Aix-Marseille II

Centre d'Études des Relations Sociales

Mardi 16 juin 1987
Salle E 330
à 17 h 30

"Keynes n'a ajouté aucune idée nouvelle au corpus des illusions inflationnistes mille fois réfutées par les économistes. Ses thèses étaient même plus contradictoires et inconstantes que celles de ses prédecesseurs qui, comme Silvio Gesell, avaient été rejetés comme des charlatans monétaires".
Ludwig von Mises (1966), p. 834.

1. La citation précédente est sans nul doute remarquable. En 1966, lors de la parution de la troisième édition de l'Action humaine, le prestige encore intact du keynesianisme rendait particulièrement incongrue une attaque aussi directe. En outre il n'a jamais dû y avoir beaucoup d'économistes pour placer Gesell au-dessus de Keynes. Cela étant, rapprocher Gesell de Keynes est parfaitement légitime puisque le dernier auteur y a lui-même invité en consacrant cinq pages de la Théorie générale au premier. Un hommage aussi éclatant aurait dû attirer l'attention ; or il est frappant de constater, au contraire, combien il a été peu remarqué. Parmi les historiens de la pensée, H. Denis fait exception mais c'est pour déplorer que Keynes n'ait pas montré plus de discernement (ou d'honnêteté ?). Selon Denis, Keynes aurait "emprunté les idées maîtresses de son système" à l'économiste américain Johannsen (1844-1928) auquel il n'aurait pas rendu suffisamment son dû (1). "Cela est d'autant plus regrettable - ajoute Denis - que le plus célèbre économiste de notre temps a consacré de nombreuses pages à célébrer les mérites d'auteurs très secondaires, tels que le 'major Douglas' ou Silvio Gesell" (1966, p. 539).

Les rares économistes qui ont évoqué Silvio Gesell ne lui ont pas accordé, en général, beaucoup plus d'une ligne ou deux (2). Quant à ceux qui, par exception, sont passés un peu moins vite, ils se sont servis de Gesell pour relier Keynes et Proudhon. Telle fut en effet la démarche de Dillard ou de Rist (3). Le premier, Dudley D. Dillard - qui est connu aujourd'hui pour avoir devancé la mode de l'"économie monétaire de production" dès 1954 - a consacré sa

thèse à "Proudhon, Gesell et Keynes" (1940). Dès l'introduction de cette thèse, il apparaît que Gesell sera réduit à tenir le rôle modeste d'intermédiaire entre les deux personnages majestueux qui l'entourent.

> "Nous nous intéressons particulièrement à l'hypothèse selon laquelle le Keynes de la Théorie générale occupe de nos jours une position semblable à celle de Proudhon à son époque. Gesell, en tant que figure d'une importance peut-être moins grande dans l'histoire de la réforme sociale, est surtout intéressant comme lien entre les deux autres" (p. 6).

Il est significatif, à cet égard, que Dillard ait fait paraître, après sa thèse, un article intitulé simplement "Keynes et Proudhon" (1942).

En 1955, la Revue d'histoire économique et sociale publia un article de Charles Rist consacré à Proudhon. Rist venait alors de disparaître et l'on sait qu'il considérait cet article comme son "testament intellectuel" (4). Il devait servir d'introduction au Manuel du spéculateur à la bourse dans les Oeuvres complètes de Proudhon entreprises par les éditions Marcel Rivière (5). Ce texte de Rist illustre bien l'intolérance qui caractérisait l'école française jusqu'au déferlement de la vague marxiste dans les années 1960. A propos de Marx, justement, Rist a des accents tout à fait en harmonie avec ceux de Villey dans sa célèbre Petite Histoire (6) ("Marx n'est pas, n'a jamais été économiste. Ses thèses économiques ne tiennent pas debout", etc. - Rist, 1955, p. 130). Cette intolérance s'exerce également à l'encontre de Gesell mais, sur ce point, l'attitude de Rist ne se distingue pas de celle de l'immense majorité des économistes : "Que Lord Keynes ait fait semblant de prendre au sérieux de telles élucubrations (celles de Gesell) fait honneur à son sens de l'humour, mais prouve la faible estime qu'il avait pour ses lecteurs" (1955, p. 133). Au demeurant ce n'est pas seulement la théorie de Gesell qui est rejetée par Rist mais encore celles de Proudhon et donc de Keynes puisque aussi bien, pour lui, "la théorie de Keynes ... n'est qu'un renouvellement des idées de Proudhon". Et il conclut ainsi le paragraphe où sont confrontés les deux auteurs :

> "Ce renouveau, à quatre-vingts ans de distance, des idées de Proudhon, est un exemple entre beaucoup d'autres de la persistance des utopies monétaires à travers le temps et l'espace" (1955, p. 132).

2. "Utopie" : le grand mot est lâché. A mauvais escient d'ailleurs car Rist mettait sur le même plan le projet de "Banque d'échange" de Proudhon et les recommandations keynésiennes visant à faire baisser le taux d'intérêt. Cela étant, il n'en est pas moins vrai que Keynes mérite bien l'étiquette d'"utopiste monétaire" pour les projets de réforme qu'il a défendus en vain - en particulier, dans la Théorie générale, celui inspiré par Gesell. Proudhon, Gesell et Keynes sont tous trois des utopistes monétaires pour deux raisons qui nous semblent simultanément nécessaires pour que l'expression ait un sens :

- D'abord leurs projets de réforme n'ont pas abouti : ils n'ont jamais été expérimentés, en tout cas pas à une échelle suffisante pour fournir un test probant de leur viabilité.
- Ensuite chaque auteur en attendait non seulement une amélioration du fonctionnement de l'économie mais encore un profond changement social, lequel s'avère d'ailleurs le même pour chacun d'eux, à savoir - pour reprendre la formule de Keynes - l'"euthanasie des rentiers".

L'"utopiste" est une chose, l'"hérétique" en est une autre. On sait que Keynes affectionnait ce mot qu'il a utilisé dans le Traité de la monnaie comme dans la Théorie générale. Dans le premier de ces ouvrages, il a expliqué ce qu'il entendait par "hérétique" de la manière suivante.

> "Il y a un élément commun dans les théories de presque tous les hérétiques monétaires. Leurs théories de la monnaie et du crédit sont semblables parce qu'elles supposent que, en quelque façon, les banques peuvent fournir toutes les ressources auxquelles l'industrie et le commerce peuvent prétendre raisonnablement sans coût réel pour qui que ce soit" (1930, II, p. 194).

Dans le livre de 1936, la catégorie d'"hérétique" s'est sensiblement élargie puisqu'elle englobe - d'après ce qui est écrit à la fin du chapitre 23 - Mandeville, Malthus, Gesell et Hobson ainsi que le major Douglas (à titre subsidiaire). Par ailleurs, dans le Traité, Keynes assimilait les hérétiques et les individus qu'on pourrait dire un peu "originaux" ("cranks") qui se situent en marge de la science (1930, II, p. 193) alors que, dans la Théorie générale, le mot "crank" est employé seulement à propos de Gesell. Jean de Largentaye l'a traduit carrément par "déséquilibré" ("nous estimions, comme les autres économistes universitaires, que ses (Gesell) efforts profon-

dément originaux ne méritaient guère plus d'attention que l'oeuvre d'un déséquilibré"; 1936, p. 367).

Au fond "hérétique", en 1936, est devenu pour Keynes synonyme d'"hétérodoxe". Est hétérodoxe celui qui s'oppose à l'orthoxie avec l'espoir de la détrôner et de prendre sa place. Aussi pour réussir l'hétérodoxe est-il condamné à fonder une nouvelle orthodoxie. Keynes est évidemment, à cet égard, le héros accompli d'une success-story (7) alors que l'histoire de Gesell serait celle d'un échec, même si ses propositions ont rencontré une assez large audience pendant l'entre-deux-guerres.

3. Nous ne referons pas ici l'histoire de la lignée Proudhon ⟶ Gesell ⟶ Keynes que nous avons déjà présentée ailleurs (Herland 1977 et 1981). Par contre il est sans doute utile de revenir sur les "efforts profondément originaux" de Gesell et ses "éclairs de perspicacité pénétrante" compte-tenu de l'oubli où "l'étrange prophète" - selon Keynes (1936, p. 366) - demeure plongé. Pour mettre en évidence l'importance de son oeuvre, pour évaluer ce qu'elle a apporté à la théorie monétaire, il faut au moins deux repères : le premier, antérieur à l'oeuvre, permettra d'en jauger la nouveauté ; le second, postérieur, permettra d'apprécier ce qui en est resté. En l'occurence c'est évidemment Keynes qui s'impose comme second repère. Mesuré à cette aune l'échec de Gesell apparaît bien moindre que ce que l'on pourrait croire. Certes il n'y a pas de "Gesellisme", certes les expériences de "monnaie franche" ont toutes été éphémères. Il n'en demeure pas moins que sa théorie monétaire - l'essentiel de celle-ci - demeure vivante à travers l'oeuvre de Keynes.

Pour le choix d'un premier point de référence, plusieurs arguments militent en faveur de Wicksell : l'économiste suédois n'est-il pas tout d'abord le plus éminent spécialiste de la monnaie au sein de l'école néoclassique, dominante à l'époque de Gesell ? D'autant plus que Gesell, auteur germanophone, connaissait les oeuvres de Wicksell disponibles en langue allemande au moment où il écrivait son oeuvre maîtresse. Dans l'Ordre économique naturel (1911) sont cités en effet Über Wert, Kapital und Rente nach den neueren nationalökonomischen Theorien (éd. originale en allemand, 1892) et Geldzins und Güterpreise (éd. originale également en allemand, 1898).

LA PRESENTATION DE GESELL
DANS L'ORDRE ECONOMIQUE NATUREL
(éd. française)

Silvio Gesell naquit en 1862 à St-Vith, dans le canton de Malmédy, qui revint à la Belgique après la guerre de 1914-1918. Son père était receveur des Contributions. Sa mère était française.

A l'âge de 24 ans il se fixa en Argentine où il fit rapidement fortune comme industriel. En 1900, en pleine force de l'âge, il se retira des affaires et se fixa en Suisse, où il avait acheté une ferme dans le Canton de Neuchâtel. C'est là qu'il se mit à développer ces théories de son fameux volume : "L'ordre Economique naturel".

En 1911, il se fixa en Allemagne, à Eden près de Berlin, où il édita alors avec son ami Georges Blumenthal, de Berlin, la revue Le Physiocrate jusqu'à ce que la censure l'interdit.

En 1915, il se retira de nouveau dans sa ferme de Suisse.

En 1919, il partit pour Berlin. A son retour, il s'arrêta à Munich, où il arriva le 1er avril 1919. Il accepta alors le poste de Ministre des Finances (Commissaire du peuple aux Finances de la République des Commissaires de Bavière) dans le Gouvernement Kurt Eisner, avec le Docteur suisse Théophile Christen comme Conseiller des Finances et le Docteur Polenske pour Conseiller Juridique. D'après Gesell, c'est toujours le Ministre des Finances qui est le vrai Chef de chaque Gouvernement.

Le 14 avril 1919, donc quinze jours plus tard, le Gouvernement de Kurt Eisner fut renversé par le Gouvernement Communiste de la deuxième République des Commissaires de Bavière. Le 1er mai 1919, Gesell et le Docteur Christen furent arrêtés par les soldats du nouveau Gouvernement Militaire du Général Hoffmann. Le 9 juillet 1919, Gesell et le Docteur Christen comparurent devant la Haute-Cour, à Munich. Gesell présenta alors lui-même sa propre défense par son célèbre discours, lequel restera digne de l'histoire, et fut acquitté à l'unanimité avec son compagnon de lutte, le Docteur Christen.

En 1927, Silvio Gesell retourna à Eden près de Berlin ; il y mourut le 11 mars 1930.

Il se trouve de surcroît que Wicksell constitue une référence commune, à peu près la seule en fait, à Gesell et à Keynes. Gesell était un autodidacte en économie politique. Il exposa son projet de monnaie fondante dès 1891 dans un ouvrage paru à Buenos Aires (Die Reformation in Munzwesen als Brücke zum sozialen Staat - La réforme monétaire : une voie vers l'Etat social) et l'Ordre économique naturel constitue donc une théorisation a posteriori de ce projet qui s'était imposé d'emblée à son auteur. Par la force des choses, les économistes cités par Gesell sont peu nombreux et Wicksell est incontestablement

sa principale référence positive (en dehors de Proudhon), alors que Böhm-Bawerk et Marx sont les cibles favorites de ses critiques.

Quant à Keynes, il connaissait Intérêt et Prix de Wicksell auquel il a fait allusion à plusieurs reprises dans le Traité et deux fois dans la Théorie générale. Il est difficile de mesurer avec précision la dette du maître de Cambridge à l'égard de son aîné. A l'en croire, Keynes aurait eu du mal à déchiffrer l'allemand ("en allemand, je peux seulement comprendre clairement ce que je sais déjà ! - les idées nouvelles ont toute chance de m'être dissimulées par les difficultés du langage" ; 1930, I, p. 178). Or la traduction anglaise d'Intérêt et Prix par R. Kahn fut publiée seulement en 1936 et celle du Cours d'économie politique (Förelesningar i nationalekonomi ; 2 vol., 1901 et 1906 ; trad. all. 1913 et 1922) un peu plus tôt, en 1934 (vol. I) et 1935 (vol. II). Cependant Keynes avait un accès plus aisé aux idées de Wicksell d'abord grâce à un bref article de cet auteur publié en 1907 dans l'Economic Journal (la revue dirigée par Keynes de 1911 à 1945), puis à travers l'interprétation proposée par Gustav Cassel dans sa Théorie de l'économie sociale dont la traduction anglaise parut, elle, dès 1923. Il est curieux au demeurant de voir Keynes, dans le Traité (vol. I, p. 177) discuter la présentation d'Intérêt et Prix de Wicksell par Cassel : Keynes était peut-être trop modeste quant à ses compétences linguistiques.

Dans le Traité, toujours, Keynes a reconnu l'antériorité de Wicksell en ce qui concerne le mécanisme indirect par lequel le taux d'intérêt exerce son influence sur les prix.

> "En tout état de cause, que j'ai ou non exagéré la profondeur des réflexions de Wicksell, il fut le premier auteur à montrer clairement que l'effet du taux d'intérêt sur le niveau des prix est une conséquence de son effet sur le taux d'investissement et que investissement dans ce contexte signifie bien investissement et non spéculation" (1930, I, p. 177).

Ainsi formulée, cette précision d'ordre historique n'implique la reconnaissance d'aucune dette intellectuelle. En désespoir de cause, il ne reste plus qu'à se retourner vers les quelques acteurs de la "merveilleuse décennie" chère à Shackle, qui peuvent apporter un témoignage autorisé sur la constitution du système théorique de Keynes.

Parmi ceux-ci, celui de Richard Kahn est certainement l'un des plus autorisés.

> "Je doute - a-t-il dit - que son (Wicksell) influence sur Keynes ait représenté beaucoup plus que l'adoption par ce dernier de la distinction entre le taux naturel d'intérêt et le taux de marché" (1984, p. 74).

4. Quelle que soit exactement l'inspiration que Keynes a pu tirer des travaux de Wicksell, la parenté, sur le fond, entre les théories développées par les deux auteurs est incontestable. Si la Théorie générale s'inscrit bien en rupture par rapport à Wicksell ou au Keynes du Traité, celle-ci se ramène essentiellement à une différence d'accent sur la grandeur dont les variations doivent être expliquées en bout de chaîne :

- monnaie ⟶ intérêt ⟶ PRIX dans Intérêt et Prix et dans le Traité de la monnaie,
- monnaie ⟶ intérêt ⟶ EMPLOI dans la Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie. Cependant Wicksell lui-même s'est intéressé aux effets réels de la monnaie, comme on va le voir en résumant à grands traits son système.

La définition wicksellienne du taux d'intérêt monétaire (ou du marché) ne soulève pas de difficulté, c'est simplement le taux (moyen) demandé par les banques ; par contre l'auteur a hésité pour définir le taux réel. Dans Intérêt et prix, il appelle taux "naturel" celui "qui serait déterminé par l'offre et la demande si aucun usage n'était fait de la monnaie et si tous les prêts étaient effectués sous la forme de biens de capital réels" (p. 102). Puis, comme il est difficile de rapprocher la situation d'une économie monétaire de celle qui prévaudrait dans une économie sans monnaie, il introduit le taux "normal" d'intérêt qui ne se confond pas avec le taux naturel mais qui est déterminé par lui et qui correspond d'autre part au niveau du taux d'intérêt tel que les prix ne varient pas. Encore précise-t-il par ailleurs :

> "Pour être précis, nous avons intentionnellement évité d'écrire que le maintien de prix stables exigeait que les taux monétaire et naturel fussent égaux. En pratique ils sont tous deux des concepts plutôt vagues, puisqu'il s'agit de niveaux moyens, et leur détermination exacte soulève de grandes difficultés, même au plan théorique.

> Sur la base d'une définition particulière il serait correct de parler d'une égalité absolue entre les deux taux ; selon une autre définition il s'agirait de la constance de l'excédent du taux naturel sur le taux monétaire, correspondant au risque d'entreprise inévitable, etc." (p. 120).

Wicksell a repris l'exposé de sa théorie dans le second volume de son Cours d'économie politique où il définit le taux naturel comme la rentabilité attendue du capital, c'est-à-dire exactement ce que Keynes appellera "efficacité marginale du capital". Dans un article ultérieur, il a encore changé en l'identifiant au taux du "profit réalisé" sur le capital investi qui dépend, ajoute-t-il, de sa "productivité marginale" (1907, p. 214). Au-delà de ses variations successives, "le point essentiel, selon Wicksell lui-même, est que le maintien du niveau des prix constant dépend, toutes choses égales par ailleurs, du maintien d'un certain taux d'intérêt des prêts et qu'un écart permanent entre ce taux et le taux effectif exerce une influence progressive et cumulative sur les prix" (1898, p. 120-121).

Que se passera-t-il en effet si le taux monétaire devient par exemple inférieur au taux normal ? D'abord Wicksell pensait, comme tous les économistes de la période, que l'épargne est une fonction croissante du taux d'intérêt. La baisse du taux bancaire entraînant celle du rendement de tous les placements financiers, l'épargne doit diminuer et la demande de consommation augmenter. D'autre part, leurs profits augmentant en raison de la diminution de leurs frais financiers, les entrepreneurs sont incités à s'endetter davantage pour investir ; la demande de biens d'investissement s'accroît. Il y aura donc à la fois une hausse du prix de ces biens et une hausse du prix des biens de consommation d'autant plus forte qu'une partie des facteurs de production précédemment disponibles sont désormais affectés à la production des biens capitaux. Les deux hausses précédentes s'accompagnant de celle des prix des facteurs, il apparaît finalement que les entreprises verront simultanément augmenter leur chiffre d'affaires et leur coût si bien que l'"extra-profit" dû à la baisse de l'intérêt pourra être maintenu.

La présentation de Wicksell n'est certes pas à l'abri des critiques ; par exemple il est loin d'avoir démontré que le processus qu'il décrit peut se poursuivre indéfiniment comme il le prétend. Pourtant l'oeuvre de Wicksell est une des plus remarquables qui soient

car elle fournit déjà mieux qu'une esquisse de ce qui deviendra la théorie macroéconomique. Les deux grands secteurs de la consommation et de l'investissement sont là ainsi que le marché monétaire et même le marché du travail. Les grands macroéconomistes des années 30 n'auront plus qu'à marcher sur ces traces, ce que feront en particulier deux autres éminents représentants de l'école suédoise, Myrdal et Ohlin, et bien sûr, en Grande-Bretagne, Keynes.

Il faut encore ajouter que Wicksell ne s'est pas limité à expliquer les variations de prix ; il a également reconnu l'effet de la baisse du taux d'intérêt sur la production et l'emploi, même s'il ajoutait qu'on pouvait les négliger en "première approximation".

> "Il n'est toutefois pas exclu que la hausse des prix soit contrecarrée, dans une certaine mesure, par une augmentation de la production, par exemple, si, antérieurement, il y avait du chômage, ou si les salaires plus élevés conduisent à des horaires de travail plus longs, ou en raison d'une production plus capitalistique qui serait sans aucun doute la conséquence de la baisse du taux des prêts" (1906, p. 195).

Wicksell envisageait deux causes principales de déséquilibre. D'abord les variations spontanées du taux réel, mal perçues par les banques qui donc ont peu de chances d'ajuster immédiatement et complètement le taux monétaire ; l'inflation peut ainsi se développer simplement parce que le taux réel a augmenté, sans que le taux monétaire ait besoin de baisser, ce qui répond à une objection que Tooke adressait à Ricardo (on peut donc observer également l'inflation à des moments où le taux d'intérêt est en hausse, ce que Keynes appelle le "paradoxe de Gibson" dans le Traité de la monnaie). Ensuite, si les réserves métalliques des banques s'accroissent, ces dernières seront tentées d'émettre plus de billets et, pour ce faire, d'abaisser le taux de leurs prêts, ce qui provoquera à nouveau l'inflation.

Ce second exemple révèle une constante de la littérature économique depuis Jean Bodin jusqu'à nos jours : on ne peut pas étudier la monnaie sans tenir compte des relations internationales. La "contrainte extérieure" pèse d'abord sur la monnaie. Dans le système de l'étalon-or en vigueur au temps de Wicksell, aucune politique monétaire n'aurait pu, expliquait-il, éviter les conséquences déflationnistes d'une interruption de l'approvisionnement en or. Pour les empêcher il aurait fallu abaisser le taux d'intérêt afin d'accroître la proportion de la monnaie de papier par rapport à la monnaie métal-

lique et de maintenir la vitesse de circulation dans une économie en croissance. Mais cela entraînerait rapidement une sortie d'or du pays qui mènerait une telle politique ; cela signifie qu'il conviendrait de l'entreprendre au niveau mondial ce qui, d'une part, paraît bien difficile et ce qui serait, en tout état de cause, insuffisant "car même si l'inutile rigidité des législations bancaires (8) pouvait être relachée, la demande d'or à usage industriel, en croissance continue, réduirait progressivement les stocks des banques, et ne pourrait être bloquée qu'en augmentant le prix de l'or, c'est-à-dire en abaissant le niveau général des prix" (1907, p. 218). Pour cette raison, Wicksell s'est fait l'avocat d'une pure monnaie de crédit qui serait, selon lui, le seul "système rationnel". "Alors, et alors seulement, le problème qui consiste à stabiliser la valeur de la monnaie, à tenir constamment le niveau moyen des prix, et qui doit être évidemment considéré comme le problème fondamental de la science monétaire, pourrait être résolu en théorie et en pratique" (ibid., p. 218-219). Dans ces conditions, si tous les pays poursuivaient ce même objectif, la stabilité des taux de change entre les diverses monnaies nationales pourrait être assurée aussi bien que par l'étalon-or.

La parenté ou en tout cas la ressemblance entre la démarche théorique de Wicksell et celle de Keynes dans le Traité a été soulignée à juste titre de nombreuses fois et il n'est pas nécessaire d'y revenir ici. Il est sans doute plus intéressant de signaler qu'il existe des similitudes non moins remarquables entre les conclusions de Wicksell et celles de la Théorie générale (cela ne doit d'ailleurs pas surprendre si l'on admet - conformément à ce qui a été écrit plus haut - que la différence entre les deux grands ouvrages de Keynes tient pour une grande part à l'accent porté, dans chacun, sur la variable à expliquer). En effet, si l'on fait fonctionner le modèle de Wicksell dans la situation étudiée par Keynes de chômage massif et (donc) de forte élasticité de la production, il permet de prévoir, comme la Théorie générale, une forte hausse de l'activité et de l'emploi, plutôt que des prix, en conséquence d'une baisse du taux d'intérêt monétaire. Et si l'on fait abstraction de la contrainte extérieure, toujours comme dans la Théorie générale, l'action sur le taux d'intérêt devient un instrument normal de la politique de stabilisation conjoncturelle ! Naturellement, il existe chez Keynes un deuxième volet de la relance, fondé sur le multiplicateur des dépenses (supposant

que l'épargne ne dépende plus du taux d'intérêt mais du revenu) qui peut s'exercer en dehors de toute politique monétaire et il serait abusif de pousser la comparaison plus loin.

5. Gesell apparaît lui aussi, sinon comme un disciple de Wicksell - ce qui serait excessif - du moins comme quelqu'un qui a repris à son compte une part conséquente de l'appareillage conceptuel et du raisonnement wickselliens. Ici encore, il est évidemment difficile d'affirmer que Gesell s'est inspiré de Wicksell sur tel ou tel point particulier. Il y a d'abord des exemples d'actualité et le fait qu'ils soient évoqués à la fois par les deux auteurs n'implique sans doute aucune influence de l'un sur l'autre : ainsi font-ils tous deux allusion aux billets de banque autrichiens dont la valeur s'établit pendant de longues années au-dessus de leur parité en argent (grâce à un simple contrôle de quantité de billets en circulation) ; de même considèrent-ils avec dérision les 120 millions de marks-or du trésor de guerre allemand (9).

Indépendamment de ces exemples d'actualité, on rencontre chez Wicksell et Gesell des thèses qui nous paraissent "modernes" parce que nous les reprenons aujourd'hui à notre compte. Mais elles s'avèrent le plus souvent plus anciennes que les écrits de Wicksell lui-même. Ainsi le caractère monétaire des billets et des dépôts bancaires était-il reconnu avant lui. Certes Wicksell avait élaboré son système avant que Knapp ne lance la vogue du "nominalisme" dans la Théorie étatique de la monnaie (1905) mais, sans remonter à John Law dont Wicksell ignorait sans doute les écrits, il connaissait bien la position des partisans du banking principle.

Les deux auteurs - et ceci est complémentaire de ce qui précède - ont dénoncé, chacun à leur manière, la tyrannie de l'or et pris parti en faveur d'une pure monnaie de crédit complètement affranchie des métaux précieux. La critique de l'or est une fort vieille histoire puisque, comme le rappelle Gesell (1911, p. 99), déjà, à Sparte, Lycurgue aurait banni les pièces d'or et d'argent. Et l'épisode en question est censé se dérouler au IXe siècle avant notre ère ! Du législateur mythique de Sparte jusqu'à Keynes (l'or est "une relique barbare" ; 1923, p. 138) les anathèmes contre l'or

n'ont presque jamais cessé sans qu'il soit d'ailleurs moins recherché pour cela (10) : la confusion des passions est telle, sur ce plan-là, que les psychanalistes se sont saisis de la question et Keynes fournit là-dessus force références dans un paragraphe du Traité (II, p. 258) intitulé "Auri sacrafames" ("la maudite soif de l'or") (11). Parmi les économistes, Proudhon est bien sûr au premier rang des accusateurs du précieux métal qu'il appelle quelque part le "palladium du monopole" (1846, II, p. 86), Proudhon qui est cité abondamment par Gesell et aussi au moins une fois par Wicksell (1906, p. 190).

Il serait fastidieux de recenser tout ce que nos auteurs ont hérité d'une tradition ancienne. On donnera seulement deux exemples supplémentaires. Le premier concerne la valeur de la monnaie : le deuxième chapitre d'Intérêt et Prix et plusieurs pages de la troisième partie de l'Ordre économique naturel sont destinés à montrer que la valeur de la monnaie se confond avec son pouvoir d'achat en termes de marchandises, lui-même réductible à l'inverse d'un indice de prix. Cela était bien connu et sans doute eût-il été préférable que les deux auteurs commencent par rappeler qu'il y a en réalité non pas une mais deux façons d'évaluer la monnaie : Turgot avait déjà énoncé cela très clairement dans le titre du paragraphe LXXVI des Réflexions.

> "L'argent a dans le commerce deux évaluations distinctes : l'une exprime la quantité d'argent qu'on donne pour se procurer les différentes espèces de denrées ; l'autre exprime le rapport d'une somme d'argent à l'intérêt qu'elle procure suivant le cours du commerce" (1766, p. 168).

Un tel rappel eût été particulièrement opportun compte-tenu de la place que tient le taux d'intérêt monétaire chez Wicksell et Gesell.

Le noyau théorique commun à Wicksell, Gesell et Keynes, c'est la distinction entre le taux d'intérêt réel et le taux d'intérêt monétaire. Ici encore, il s'agit d'une idée ancienne puisqu'elle est déjà présente chez les auteurs scolastiques et qu'elle est utilisée par Bodin, Boisguilbert, Locke, etc. En économie, il est décidément bien difficile d'inventer quoi que ce soit. Tout ce qui précède conduit à conclure dans ce sens. Du coup, le génie de Wicksell doit être recherché dans sa précision analytique, dans la rigueur de ses conclusions plutôt que dans d'hypothétiques découvertes. Encore faut-il ajouter que Wicksell était porté par son temps et qu'il était plus facile d'être analytique et rigoureux après Walras qu'avant (12).

6. Gesell décompose le taux d'intérêt monétaire en trois éléments : l'intérêt fondamental, la prime de risque et la prime de hausse. Les deux dernières ne soulèvent pas de difficulté particulière une fois admis que la "prime de hausse" est égale au taux d'inflation anticipé (1911, p. 350). Reste l'"intérêt fondamental" (Urzins) ou intérêt de la monnaie proprement dit et Gesell prend bien soin de faire remarquer que la distinction essentielle se situe entre cet "intérêt de l'argent" et l'"intérêt des biens réels" (p. 312).

Il n'y a rien qui ressemble à l'intérêt fondamental chez Wicksell. Ce "tribut" comme l'appelle encore Gesell est le fils du "droit d'aubaine" de Proudhon et le père de la "prime de liquidité" keynésienne. Du moins les choses se présenteraient-elles ainsi si Gesell avait reconnu la paternité de Proudhon et Keynes celle de Gesell, ce qu'ils ont au contraire tout les deux nié explicitement.

> Gesell : "L'auteur du présent ouvrage fut amené sur la même voie qu'avait suivie Proudhon et arriva aux mêmes conclusions. Il ignorait complètement la doctrine proudhonienne" (p. 7).
>
> Keynes : "Comme cela arrive souvent dans le cas d'idées imparfaitement analysées, leur importance (des idées de Gesell) ne nous apparut clairement que lorsque nous fûmes arrivés par nos propres moyens à des conclusions personnelles" (1936, p. 367).

En dépit de ce qui précède, pour expliquer l'origine du tribut Gesell fait appel à une formule de Proudhon qui réapparaît à plusieurs reprises dans l'Ordre économique naturel : "l'argent n'est pas la clef de marché, c'est le verrou". L'argent présente un avantage sur les autres biens d'une part parce qu'il est le bien liquide par excellence, celui avec lequel on peut tout acheter, d'autre part et surtout, selon Gesell, parce qu'il est indestructible alors que les biens qui sont en face de lui - ceux contre lesquels il doit s'échanger - sont, en règle générale, rapidement périssables ou coûteux à stocker. Dès lors, dans l'échange, l'un - le vendeur - est pressé tandis que l'autre - l'acheteur - peut sans dommage temporiser : "le propriétaire de marchandises est à la merci de celui qui possède le numéraire" (p. 172). Ainsi, celui qui détient la monnaie ne consentira à la dépenser que si cela lui rapporte un tribut sous forme d'intérêt ou autre.

La première conséquence que tire Gesell de sa "loi du tribut", si on peut l'appeler ainsi, ne concerne d'ailleurs pas le

taux d'intérêt mais le niveau des prix. Le tribut, en effet, n'est pas seulement recherché par les acquéreurs de titres mais encore par les acquéreurs de marchandises. Les achats seront donc nombreux tant que les acheteurs qui avancent une somme A contre des marchandises M s'attendent à obtenir une somme supérieure A' à la revente. C'est ainsi donc qu'est justifiée la formule marxienne A-M-A' sans qu'il soit nécessaire de passer par la "longue chaîne d'intermédiaires" proposés par Marx. Contrairement à ce que dit Marx, la monnaie, pour Gesell, "n'est pas un 'équivalent'" (p. 300) mais, "dès l'origine, du capital" (p. 203). Dans cette perspective, l'inflation est donc directement favorable au mouvement des affaires et l'économiste allemand estime que la thésaurisation devient nulle dès que le taux d'inflation atteint 5 % (p. 184). Inversement, il suffit d'une menace de baisse des prix pour que la circulation ralentisse : "l'argent se met en grève dès que le tribut traditionnel n'est plus garanti" (p. 174).

Le taux d'intérêt est la forme particulière du tribut prélevé par les prêteurs, lesquels ne sont pas plus pressés de se débarrasser de leur argent que les acheteurs de marchandises. Certes les prêteurs ne peuvent pas exiger n'importe quel tribut car, si celui-ci devenait trop élevé, l'usage des substituts de la monnaie (troc, traites) se développerait. Après un rapide tour d'horizon historique, Gesell conclut que l'intérêt fondamental s'est maintenu invariablement entre 3 et 4 %.

7. La théorie de la "rétention monétaire", quelque naïve et pré-freudienne qu'elle paraisse, n'a pas été prônée seulement par des "originaux" comme Gesell ou Proudhon. L'histoire de la pensée économique honore tout particulièrement des individus comme Boisguilbert, Marx ou Keynes qui s'en sont fait également les défenseurs (13). Naturellement chaque auteur l'a présentée et utilisée à sa manière propre. Gesell, quant à lui, bien qu'il ne soit pas parvenu à développer un système complet de relations, a atteint des résultats qui contrastent nettement avec les enseignements de l'orthodoxie néoclassique, même revus et corrigés par Wicksell.

La théorie monétaire néoclassique standard - si tant est qu'il existe quelque chose de semblable ailleurs que chez ses détracteurs - se présente sous les espèces de la théorie quantitative. Wicksell, dans le chapitre qu'il lui a consacré, explique son fonction-

nement en faisant appel à l'"effet d'encaisse réelle" (14). Il envisage l'hypothèse d'une augmentation du prix des biens, toutes choses égales par ailleurs et en particulier la masse monétaire. A ce moment-là, écrit-il, "les encaisses apparaîtront progressivement trop faibles par rapport au nouveau niveau des prix" (1898, p. 39). Tous les agents vont alors s'efforcer d'accroître leur encaisse soit en réduisant leur demande, soit en augmentant leur offre de biens. Au niveau global il est clair que les agents ne réussiront pas à augmenter le stock de monnaie, du moins en termes nominaux. Par contre l'apparaition d'une offre excédentaire sur le marché des biens tendra à faire varier les prix qui baisseront selon l'auteur jusqu'à ce que les encaisses (sous-entendu : en termes réels) soient de nouveau jugées "adéquates". Il est intéressant de noter que Gesell a mis à jour un effet du même type en réponse à une variation non du niveau général des prix mais du taux d'intérêt des placements. Si celui-ci baisse, notre auteur affirme que les capitalistes seront incités à épargner davantage (et non pas moins comme l'indique la théorie traditionnelle) de manière à maintenir leur revenu. A partir de là, la croissance du stock de capital entraînera une nouvelle baisse du taux d'intérêt et ainsi de suite : la baisse nourrit la baisse.

> "Plus le taux d'intérêt baisse, plus élevée est la fraction des revenus que le capitaliste doit consacrer à la création de capitaux réels nouveaux, de capitaux frais, tendant à leur tour à faire baisser l'intérêt" (1911, p. 323).

La citation ci-dessus qui concerne l'intérêt réel ne doit pas tromper car celui-ci n'a pas d'autonomie, selon Gesell, en ce sens qu'il est commandé par l'intérêt de la monnaie.

> "Si l'argent retire des marchandises 5 % par an, il faudra qu'un intérêt égal puisse être extorqué par la maison aux locataires, par le navire à la cargaison, par l'usine aux salaires, sans quoi l'argent restera simplement sur le marché auprès des marchandises, et on ne construira rien" (p. 314).

Gesell poursuit son raisonnement pour démontrer sa thèse selon laquelle "l'intérêt fondamental est le centre d'équilibre autour duquel ocille l'intérêt des capitaux réels" (p. 317). Supposant que l'intérêt réel est devenu supérieur au taux (monétaire) fondamental (par exemple à la suite d'un afflux de population dans le pays), il indique que la hausse de l'intérêt réel stimulera l'épargne et que, à nouveau, la croissance du stock de capital fera baisser son taux de rendement.

> "Toute hausse de l'intérêt du capital réel au-delà de l'intérêt fondamental déclenche naturellement et forcément un accroissement continuel et automatique de la création de nouveaux immeubles, etc. ; création dont le poids fera redescendre, dans un temps plus ou moins rapproché, l'intérêt de ces biens à son point d'équilibre, le taux de l'intérêt fondamental, et l'y fera descendre aussi automatiquement que, dans le cas opposé, on l'y a vu remonter" (p. 320).

La fonction d'épargne gésellienne est donc tout à fait atypique, du moins pour les capitalistes, puisque dans les deux exemples précédents l'épargne est censée avoir augmenté alors que l'intérêt réel baissait dans le premier cas et croissait dans le second cas.

Dans la théorie de Gesell l'accumulation du capital est freinée artificiellement par la nécessité où se trouve tout investissement de fournir un rendement au moins égal à l'intérêt fondamental. Et l'auteur de l'Ordre économique naturel ne pense pas que l'économie puisse être stimulée par une croissance de l'offre de monnaie qui ferait baisser le taux d'intérêt. Il pense même le contraire : "une augmentation de la circulation monétaire non seulement ne réduit pas le taux d'intérêt, mais le fait monter" (p. 308). L'explication qu'il donne du "paradoxe de Gibson" se fonde sur la relation à la Fisher entre le taux d'inflation, lui-même fonction de la croissance du stock de monnaie, et l'intérêt nominal (15).

Pour Gesell le taux d'intérêt monétaire (une fois déduites la prime de risque et l'inflation anticipée) ne peut descendre en deçà du plancher de 3 % fixé pour l'intérêt fondamental.

> "L'intérêt fondamental répond à l'avantage que l'emploi de l'argent, comme moyen d'échange, a sur l'emploi des ersatz de l'argent : la traite, l'économie primitive, le troc. Aucune offre d'argent, si grande fût-elle, ne pourrait supprimer cette différence, ni par conséquent l'intérêt" (p. 336).

Bien sûr, on peut imaginer de pallier les inconvénients de "l'argent tel qu'il est" (16) par une "simple réforme de l'émission", l'Etat entreprenant de prêter, par l'intermédiaire des banques placées sous son contrôle au taux qu'il estime nécessaire pour conjurer toute crise éventuelle de circulation. Gesell n'était pas favorable à une telle politique dont il a décrit en détail les conséquences.

"Pourtant, la chute de plus en plus marquée de l'intérêt détourne toujours plus d'épargnants du chemin de la caisse d'épargne. Bientôt les gros épargnants, eux aussi, estiment que ce n'est plus la peine de porter l'argent à la banque, surtout quand celle-ci est éloignée et quand ils ignorent s'ils n'auront pas besoin de leur liquidité à bref délai. Bien des gens trouvent que leur argent est plus en sécurité chez eux que sous la surveillance d'autrui. Tous ces empêchements, auxquels un taux élevé faisait contrepoids, prennent désormais le dessus. Un fleuve de numéraire, de billets de banque jaillit de la banque d'émission et traverse le marché pour se jeter dans des millions de tirelires. Les presses lithographiques de la banque d'émission remplacent continuellement l'argent soustrait au marché. Cette énorme quantité de demande en billets à vue est détournée vers une véritable voie de garage.

Plus l'intérêt baisse, plus le courant s'amplifie ; bien avant que le marché soit saturé de capitaux réels, dès que l'intérêt tombe à 1 %, le dernier épargnant a renoncé à porter quoi que ce soit à la caisse d'épargne. Chacun préfère veiller lui-même sur son argent. Toute l'épargne nationale rejoint les cassettes" (p. 191).

La situation décrite ainsi par Gesell dans un tableau très évocateur qui méritait d'être cité assez longuement est exactement celle qui est connue dans la littérature économique sous le nom de "trappe aux liquidités". Elle constitue la principale justification du projet de monnaie fondante : c'est justement parce qu'une simple réforme de l'émission risque de s'avérer trop dangereuse (dans l'hypothèse où l'argent des cassettes serait remise massivement en circulation) qu'il faut aller plus loin et réformer l'instrument monétaire lui-même. Et Keynes a approuvé cette réforme parce que lui aussi croyait à la possibilité de la trappe aux liquidités (1936, p. 219) : l'adoption de la monnaie fondante permettrait en effet de restaurer l'efficacité de la politique monétaire même dans le cas dit "keynésien" où l'élasticité de la demande de monnaie est infinie.

Sans reprendre en détail des explications déjà présentées ailleurs, la solution de Gesell-révisée-Keynes consiste à imposer une taxe sur la monnaie de manière à permettre au taux d'intérêt de baisser en-dessous du niveau minimum correspondant à la trappe. Supposons par exemple que l'efficacité marginale de plein-emploi égale 1 % et que la trappe aux liquidités s'ouvre à un taux d'intérêt $r = 2$ %. Tous les agents économiques préfèrent alors détenir de la monnaie que la placer à un taux inférieur à 2 %, la "prime de

liquidité" (p) de la monnaie, égale à son coût d'opportunité, est 2 %. En instaurant une taxe de 1 %, on ramènerait la prime de liquidité nette de taxe, p', à 2 % - 1 % = 1 % et les agents seraient donc incités à prêter tant que $r \geqslant p'$, soit jusqu'à r = 1 %.

* *
*

Le présent texte avait pour ambition d'évaluer l'apport de Gesell à la théorie monétaire en le confrontant à l'économiste le plus éminent de sa génération, Wicksell dont les idées en matière de monnaie étaient, de surcroît, connues de lui. Keynes constituait une autre référence "incontournable" mais la popularité même de ses thèses nous a paru justifier suffisamment qu'elle demeurât largement implicite.

Ceci rappelé, il reste à souligner que la parenté - plus ou moins proche ou éloignée selon les cas - entre les trois auteurs rassemblés ici n'est pas seulement d'ordre théorique. Dans la Théorie générale, Keynes présente Gesell comme un "socialiste antimarxiste". Dans l'article qu'il a écrit pour le centenaire de la naissance de Wicksell, Lindahl qualifie celui-ci de "libéral avec une forte dose de social-radicalisme" (1951, p. 33). Quant à Keynes, il avait l'habitude de se présenter comme un "libéral (au sens anglo-saxon, soit en français "radical") faute de mieux". En fait toutes ces expressions signifient à peu près la même chose. Les trois économistes étaient antimarxistes parce qu'ils considéraient que la liberté était la condition principale de l'efficacité économique. Ce n'est certainement pas un hasard si Keynes cite à nouveau Gesell dans le dernier chapitre de la Théorie générale pour vanter le "Système de Manchester".

> "D'accord avec Gesell, nous estimons donc que la suppression des lacunes de la théorie classique ne conduit pas à abandonner le 'Système de Manchester' mais simplement à indiquer la nature du cadre qu'exige le libre jeu des forces économiques pour que les possibilités de la production puissent être toutes réalisées" (1936, p. 393 et Gesell, 1911, p, XIV).

Wicksell apparaît un peu en retrait par rapport à une telle position dans la mesure où il a pris parti en faveur des ententes librement consenties entre firmes (trusts, cartels) ou entre individus (syndicats).

A côté de ce libéralisme économique plus ou moins nuancé, les trois hommes ont défendu des mesures sociales qui apparaissent souvent, aujourd'hui encore, révolutionnaires (17). Par exemple, ils étaient tous les trois néo-malthusiens déclarés avec, dans le cas de Gesell (1911, p. XI), une sympathie ouverte en faveur de l'eugénisme. Concernant le taux d'intérêt, Gesell voulait mettre fin immédiatement au "tribut" de la monnaie qu'il considérait à la fois comme dangereux économiquement et inacceptable moralement ; Keynes pensait que l'euthanasie des rentiers était inévitable à long terme (1936, p. 389) ; quant à Wicksell (1906, p. 190) il a envisagé avec intérêt le "crédit gratuit" de Proudhon. D'un autre côté ils étaient favorables aux épargnants en assignant à la politique monétaire la mission de stabiliser le niveau général des prix. Sur le plan fiscal ils étaient tous les trois en faveur d'impôts élevés, en particulier sur les successions, pour rétablir l'égalité des chances. Wicksell avait défendu l'idée d'un héritage social qui annonçait le "dividende social" du major Douglas ; il estimait que, à 25 ans, tout citoyen devait recevoir une petit capital pour lui permettre de démarrer dans la vie, à charge pour lui de laisser le même capital à sa mort. Gesell était partisan de la nationalisation des sols et il aurait voulu que les rentes issues de la location des terrains fussent "partagées entre les mères en proportion du nombre d'enfants, à titre de compensation pour la charge des soins maternels" (1911, p. XVII).

Avec de telles idées, il n'est guère surprenant que Wicksell et Keynes lui-même aient pu passer pendant un temps pour aussi farfelus, aux yeux de leurs contemporains, que Gesell l'est aux nôtres aujourd'hui. D'ailleurs Gesell ne fut pas le seul des trois à faire de la prison. Wicksell fut incarcéré pendant deux mois pour avoir osé mettre en doute le dogme de l'Immaculée Conception lors d'une conférence à Stockholm, au siège du partie socialiste. Et Keynes fit scandale après la première guerre mondiale en prenant l'opinion publique à rebours dans les Conséquences économiques de la paix (1919)... Avec le passage des années d'abord, puis des générations, les grands hommes acquièrent une respectabilité qui a pu leur faire complètement défaut de leur vivant.

Michel HERLAND

NOTES

(1) Le nom de Johannsen est cité favorablement dans le Traité de la monnaie (vol. II, p. 90) comme celui d'un "économiste amateur" qui a su "s'approcher très près de la vérité".

(2) Ainsi ont fait Harrod (1951), p. 547 et Delfaud (1977), p. 121.

(3) On peut également, à l'instar de l'économiste brésilien S. Fernandes (1967), (1973), faire remonter la chaîne jusqu'à Boisguilbert.

(4) Cf. Haubtmann (1982), p. 998.

(5) Ce manuel boursier commandé à Proudhon par l'éditeur Garnier fut en fait rédigé en majeure partie par Duchêne. Publié d'abord sans signature, il porta à compter de la troisième édition (1857) celle de Proudhon.

(6) La Petite Histoire des grandes doctrines économiques a été rééditée récemment (1985) sans doute à titre de curiosité (?).

(7) Due en grande partie aux qualités personnelles de Keynes comme stratège de la révolution scientifique. Cf. notre communication au premier colloque de l'Association Charles Gide pour l'Etude de la Pensée Economique, Montpellier, 27-28 septembre 1985.

(8) Elles imposaient aux banques de détenir sous forme d'or, en réserve, une proportion élevée des billets émis. En pratique, d'une part, l'approvisionnement en or du système monétaire n'a jamais cessé complètement et, d'autre part, la règlementation a été assouplie. Il n'en demeure pas moins qu'il y a eu des phases longues de déflation au XIXe siècle.

(9) Il faut d'ailleurs signaler que, en ce qui concerne Wicksell, ces exemples se trouvent dans des publications en suédois (1904, p. 59 et 1906, p. 123) non traduites au moment où Gesell écrivait son livre.

(10) Selon Goethe, toujours cité par Gesell (p. 99) : "Am Golde hängt, nach Golde drängt doch alles - ach wir armen !"

(11) L'expression avait déjà été utilisée par Macculloch (The Principles of political economy, 1830) et reprise par Marx (1867), p. 699.

(12) A qui G.-H. Bousquet pensait-il lorsqu'il écrivit : "On pourrait même citer ici le nom de tel économiste scandinave dont la réputation théorique s'est faite sur la base des idées de Walras, qu'il ne cite jamais" (1934, p. 808) ? Il ne peut guère s'agir de Wicksell qui se réfère à plusieurs reprises au sage de Clarens.

(13) Nous avons mis en évidence la ressemblance, sur ce point, entre Marx et Keynes dans Herland (1983).

(14) Baptisé ainsi par Patinkin (1965).

(15) Explication récusée par Keynes (1930, II, p. 177 sq.).

(16) Sous-titre de la troisième partie de l'Ordre économique naturel.

(17) C'est d'ailleurs Keynes qui se targuait d'être "moins conservateur de tempérament que la plupart des électeurs travaillistes" (1926, p. 246).

BIBLIOGRAPHIE

1. BOUSQUET G.-H. : "Léon Walras et son temps (1834-1934)", Journal des Economistes, 15 décembre 1934.

2. DELTAUD P. : Keynes et le keynésianisme, coll. "Que sais-je ?", Paris, P.U.F., 1977.

3. DENIS H. : Histoire de la pensée économique, coll. "Thémis", Paris, P.U.F., 1966.

4. DILLARD D. D. : Proudhon, Gesell and Keynes. An Investigation of some "anti-marxian socialists" antecedents of Keynes' General Theory of employment, interest and money, Ph. D. dissertation, Un. of California, Berkeley, 1940.

5. - "Keynes and Proudhon", The Journal of economic history, mai 1942.

6. FERNANDES S. : Ouro - a reliquia barbara, Rio de Janeiro, Editora Fundo de Cultura, 1967.

7. - "L'or et l'actualité de Boisguilbert pour la France et le monde", les Annales de l'économie collective, janvier-mars 1973.

8. GESELL S. : L'Ordre économique naturel, 1911 ; trad. fr. de la 8e éd., Paris, Marcel Rivière, 1948.

9. HARROD R. : The Life of John Maynard Keynes, 1951 ; Harmondsworth, Pelican, 1972.

10. HAUBTMANN P. : Pierre-Joseph Proudhon. Sa vie et sa pensée, Paris, Beauchesne, 1972.

11. HERLAND M. : "Perpetuum mobile et crédit gratuit. Deux propositions oubliées pour améliorer le fonctionnement d'une économie monétaire", Revue économique, novembre 1977.

12. - Keynes, Paris, U.G.E., 10-18, 1981.

13. - "Keynes et Marx. 1883 : l'un arrive et l'autre part", les Temps Modernes, mars 1983 ; repris dans Problèmes économiques, n° 1836, 18 août 1983.

14. KAHN R. : The Making of Keynes' General Theory, Raffaele Mattioli Lectures, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

15. KEYNES J.M. : A Tract on monetary reform, 1923 ; "The collected writings of John Maynard Keynes", Londres, Macmillan et St Martin's Press, 1971.

16. - "Liberalism and Labour", The Nation and Athenaeum, 20 février 1926 ; The New Republic, 28 octobre 1926 ; repris dans les Essais de persuasion.

17. - A Treatise on money. I - The pure theory of money. II - The applied theory of money, 1930 ; "The collected writings of John Maynard Keynes", Londres, Macmillan et Cambridge, Cambridge University Press, 2 vol., 1979.

18. - *Essais de persuasion*, 1931 ; Paris, Gallimard, 1933.

19. - *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936 ; coll. "Bibliothèque politique et économique", Paris, Payot, 1968.

20. LINDAHL E. : "Till hundraårsminnet av Knut Wicksells födelse", *Ekonomisk Tidskrift*, 1951 ; trad. ang. dans Wicksell (1958).

21. MARX K. : *Le Capital*, vol. I, 1867 ; repris dans *Oeuvres, Economie*, vol. I, coll. "Bibliothèque de la Pléiade", Paris, Gallimard, 1965.

22. MISES L.v. : *L'Action humaine*, 3e éd., 1966 ; coll. "Libre échange", Paris, P.U.F., 1985.

23. PATINKIN D. : *Money, Interest and Prices. An integration of monetary and value theory*, 2e éd., New York, Harper and Row, 1965.

24. PROUDHON P.-J. : *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère*, 1846 ; Paris, A. Lacroix, Verboeckhoven et Cie, 1867.

25. RIST C. : "La pensée économique de Proudhon", *Revue d'histoire économique et sociale*, n° 2, 1955.

26. TURGOT A.-R. : "Réflexions sur la formation et la distribution des richesses", 1766 ; repris dans *Ecrits économiques*, coll. "Perspectives de l'économie", Paris, Calmann-Lévy, 1970.

27. WICKSELL K. : *Interest and Prices. A study of the causes regulating the value of money*, 1898 ; trad. ang. 1936 ; coll. "Reprints of economic classics", New York, Augustus M. Kelley, 1965.

28. - *Lectures on political economy. Vol. II - Money*, 1906 ; Londres, Routledge and Kegan Paul ltd., 1935.

29. - "The influence of the rate of interest on prices", *The Economic Journal*, juin 1907.

30. - *Selected Papers on economic theory*, 1958 ; coll. "Reprints of economic classics", New York, Augustus M. Kelley, 1969.

DISCUSSION DU 16 JUIN

EPARGNE ET THESAURISATION

I - Problématique

Nous voulons apporter ici une distinction méthodique entre épargne et thésaurisation. Notamment, nous posons, d'après l'enseignement de Silvio GESELL *, que ces deux grandeurs sont à séparer résolument, au risque d'engendrer sinon les pires confusions, au point de rendre la science économique inutilisable sur le plan des solutions pratiques à apporter. La distinction nous paraît sensible à tous les niveaux d'analyse macro et micro-économiques.

Cette situation ne contredit en rien certaines opinions keynésiennes, mais porte ses concepts à leur limite. Elle permet la mise en place cohérente d'une analyse des faits observés ; tous trouvent d'ailleurs une juste place à partir de là.

Les applications pratiques sont considérables. Mais elles ne vont pas sans une reconsidération même de la théorie de la monnaie et de l'intérêt. La solution à la crise et la résorption du chômage pourront en découler directement ...

Nous argumentons dans cet article :

- I = S, correlés au rendement productif (efficacité marginale du capital)
- Thésaurisation et spéculation, correlées à l'intérêt fondamental (originel) (la prime de liquidité)
- le problème de l'inflation
- le problème de la monnaie scripturale

---

* Cf. Silvio GESELL, "L'ordre économique naturel", traduction française, Paris, 1948.

II - I = S

Cette formule est généralement discutée comme étant le cas de l'équilibre keynésien ; on en distingue I ≠ S (I plus grand ou plus petit que S : situation de déséquilibre ...).

A partir de notre distinction entre épargne et thésaurisation, nous soutenons, quant à nous que I = S QUELLES QUE SOIENT LES CONTEXTES. Voici les deux situations conjoncturelles qui doivent confirmer notre thèse.

A - Période de croissance (plein emploi)

Ce qui motive les épargnants - ceux qui produisent plus qu'ils ne consomment - à investir est habituellement correlé aux profits anticipés et espérés à partir du projet productif.

Tant que ce profit paraît suffisant, est jugé "adéquat", nous aurons un investissement suffisant, même croissant, I a l'air d'être plus grand que S. Il n'y aura pas ou peu de chômage ; en tout cas, il est toléré grâce à une distribution sociale satisfaisante des excédents produits ... Toutefois, nous faisons observer que, pour que I soit augmenté (par exemple par un apport de capitaux étrangers ou par une mobilisation de biens préalablement soustraits au circuit : les "trésors *"), il y a instantanément une apparition d'épargne supplémentaire sans délai AUCUN.
Nous pourrons donc maintenir jusqu'ici que I = S pendant la croissance.
I et S croissent parallèlement et sans retard aucun de l'un par rapport à l'autre ... La hausse boursière ne sera cependant que lente ...

Il en résulte naturellement un accroissement de la prospérité. Mais cet accroissement est le fruit de l'activité économique intense ("surtravail" de MARX/ ou à la "japonaise", innovations technologiques, immigrations, découvertes de richesses naturelles etc ...).

---

* billets de banque ou valeurs mobilières spéculatives ...

Le rôle de la politique monétaire ? Celui de maintenir une stabilité du niveau des prix.

Le phénomène d'inflation modérée durant les "trente glorieuses" nous indique pourtant déjà qu'il pourrait y avoir un autre problème. Mais nous le réservons à la partie IV de cet article.

B - Période de crise

Quand le profit espéré ne paraît plus (n'est plus jugé) "adéquat", nous pourrons observer une diminution de l'investissement, de telle sorte que la formation brute nouvelle de capital fixe devienne insuffisante pour maintenir le plein emploi.

Pour soutenir notre thèse que, là aussi, I = S, nous disons que l'épargne fléchit dans les mêmes proportions que l'investissement.
Cela veut dire que le phénomène est en tout point inversé par rapport au précédent.

Une part significative de la richesse accumulée quittera conséquemment le circuit de I = S pour se mettre en position d'attente (par exemple exportation des capitaux, immobilisations sous forme de "trésors" de liquidités etc ...). Immédiatement, le volume de S aura diminué d'autant.

La difficulté qui subsiste pour saisir pleinement ce problème est représentée par ce que nous abordons dans la partie III (thésaurisation et spéculation ...).

Il en résulte tout aussi naturellement une diminution de la prospérité. Et c'est le fruit de l'activité économique désormais réduite (chômage, retards technologiques relatifs, émigrations, épuisement des richesses naturelles etc ...).

Le maintien de la politique inflationniste serait dans ce cas un risque majeur pour la stabilité de tout le système. Nous y viendrons dans la partie IV.

L'évolution de la bourse commencera à se détacher de plus en plus du contexte conjoncturel ...

En ce qui concerne les rationalisations, une petite remarque ; bien que la productivité s'accroisse, voire s'accélère dans bien des secteurs, il paraît douteux que celle de l'ensemble, en y incluant les inactifs plus nombreux ait progressé tant que cela, mais néanmoins un peu. C'est pourquoi le partage du travail par des réductions horaires serait certainement un palliatif, mais ne permettra seul le plein emploi en aucun cas ...

III - La thésaurisation et sa soeur jumelle, la spéculation

Lorsque le rendement baisse (est jugé "inadéquat"), l'attitude des épargnants = investisseurs change de plus en plus souvent.

Nous quittons le circuit I = S de plus en plus souvent ; ce circuit ne disparaît pas, mais se ratatine et abandonne les vieux secteurs plus vite qu'il n'en investit de nouveaux, d'où désinvestissement global ...

Ce qui tombe hors de ce circuit (les amortissements, plus une part conséquente de la masse salariale) nourrira thésaurisation et spéculation. Ceci explique suffisamment l'emballement de la bourse sans contrepartie matérielle ....
Quant l'incertitude augmente, on attend, hésite, réfléchit et se risque moins dans la production.

Le Professeur Michel HERLAND nous avait fait justement observer, à l'occasion de sa conférence du 16 Juin 1987 à Bordeaux *), que, pour parler convenablement de la thésaurisation, il faudrait s'entendre sur la notion du TEMPS.

---

* Cf. conférence de M. HERLAND au Séminaire Silvio GESELL à Bordeaux, le 16.06.87.

C'est ce que nous disons en parlant d'hésitation, d'attente et de réflexion. Nous disons cependant que le facteur temps n'est évidemment pas venu au monde avec la crise. Mais la crise le révèle d'une façon exemplaire. L'optimisme du plein-emploi l'avait simplement occulté. Sa présence pourra être pourtant prouvée rétroactivement dès l'origine. Nous en parlerons dans la partie IV, consacrée à l'inflation.

A - La spéculation

Les épargnants/investisseurs mutent. Ils se transforment de plus en plus nombreux en gestionnaires de la finance.

On veut le beurre et l'argent du beurre, on place ses billets dans des produits financiers de plus en plus liquides et de plus rémunérateurs. Cela accroît les risques et l'instabilité économique. La "démocratisation" de la bourse est évidemment la meilleure garantie de sa montée. Ce gonflement de sa valeur a plusieurs raisons, mais ne correspond évidemment pas à un rendement productif réel justifiant une telle capitalisation.

- le défaut de l'investissement productif raréfie les titres restants, ils pourraient grimper pour cela ...
- la hausse engendre la hausse à cause d'un excès de confiance ...
- le phénomène dure déjà depuis plusieurs années, parce que les investisseurs institutionnels , ainsi que certains très gros porteurs interviennent d'une manière ciblée pour soutenir la supercherie. Leurs interventions sont rendues possibles, car les restructurations des entreprises libèrent de plus en plus de liquidités en les détournant de la distribution salariale.
- les concentrations des capitaux sont telles qu'il faut, au-delà des rendements productifs, s'assurer des prises de contrôles complexes et coûteuses ...

Au-delà du phénomène, d'où vient cette passion quasi-délirante pour la bourse ??? Cette passion des valeurs hyperliquides (quasiliquides, disent les économistes) ?

Cela est en corrélation directe avec ce qu'on appelle la "prime de (renonciation à) la liquidité". C'est grâce à cette prime seulement que les spéculateurs ne se soucient guère de se procurer du numéraire !

Cette prime, que Silvio GESELL appelle "intérêt fondamental (ou originel)" emprunte des véhicules divers : titres, matières premières, terrains, marchandises et devises. Les biens réels sont ainsi le passage obligé, le goulot d'étranglement de la spéculation.

Leur raréfaction-conséquence du rendement de plus en plus précaire (jugé de plus en plus "inadéquat") - sera ensuite le levier de la restauration conjoncturelle à long terme.

Mais "dans le long terme, nous serons tous morts", dixit KEYNES quelque part ... en attendant, on spécule ...

La situation actuelle est néanmoins hautement instable et menace et spolier le plus grand nombre des petits porteurs au bénéfice de quelques uns ... Mais cela ne nous préoccupe pas ici.

L'effondrement de la bourse aura au moins pour effet d'obliger une bonne partie de ces surplus de s'investir mieux ailleurs - et de réengendrer ipsofacto de l'épargne - et la conjoncture pourra peut être repartir ... Vu que la prospérité accumulée était importante, le peuple désépargnera peut être encore un petit moment, jusqu'à ce qu'il ne puisse plus fournir, car il n'aura plus grand'chose. Alors, et seulement alors, l'effondrement sera indéluctable, l'expropriation consommée et la mendicité générale ... Les gagnants qui surnageront finiront alors par réembaucher les spoliés (cf période après-guerre) pour des salaires de misère - et le peuple produira à nouveau de la richesse pour tous, mais les gagnants n'auront surtout pas partagé.

Si nous prenons, au lieu du délire boursier, la logique de la dette, nous aurons une autre (per) version du même type de jeu ...

Le phénomène est analogue. L'achat des créances, même incertaines, était une bonne affaire pendant longtemps. Rien que les intérets représentaient de telles rentes que l'"investissement" était bon ... Toutefois, l'époque actuelle révèle la limite de tout cela. Car les régions, pays et continents entiers, plongés dans la pauvreté absolue finiront par déclarer faillite (les moratoires unilatéraux). Ceci oblige à des provisions de plus en plus colossales, donc l'inscription de la perte et l'arrêt du commerce pour insolvabilité des clients ...

L'aboutissement de tout cela sera une contraction des valeurs circulantes, et la thésaurisation (en monnaie liquide) finira tôt ou tard par reprendre ses droits. Sauf si les pays créanciers prenaient sur eux la perte sans contre-partie. C'est ce qui risque de se passer entre le Japon et les USA, (par la chutte du $ et la montée du Yen notamment ...) mais le cas des USA est malgré tout moins désespéré que celui du tiers monde étant donné l'immensité des ressources en facteurs de l'Amérique du Nord... On peut encore gloser sur les privatisations des banques françaises qui n'ont pas encore fait des réajustements par provisions sur les créances douteuses, moyennant quoi leurs bénéfices paraissent totalement surfaits. Et leur valeur boursière complètement surestimée. Gageons qu'après ventes des actions (d'une manière DEMOCRATIQUE naturellement) les conseils d'administration procèderont aux ajustements nécessaires, et le faux bénéfice se transformera en grand trou. L'effondrement de la valeur boursière consécutif aura fait passer la perte originaire du tiers monde sur les petits porteurs d'ici ... L'état français, c'est-à-dire ses créanciers, pourront racheter ensuite la plupart des actions à vil prix. Ainsi va le monde ...

Pour essayer de résumer le phénomène spéculatif, il convient de dire que c'est ce jeu qui aura supplanté le légendaire bas de laine et les trésors en pièces d'or (non) circulantes.

B - La thésaurisation

Cela ne veut cependant pas dire que la thésaurisation aurait définitivement perdu ses lettres de noblesse. Il suffira d'une série d'effondrements boursiers en cascade pour voir réapparaître ce phénomène (trappe monétaire). Car nous continuons à soutenir que seule la monnaie centrale, FIDUCIERE, est et sera l'ultime recours des spéculateurs in fine.

Toute la mécanique de l'intérêt ne peut que différer la chute, mais la paupérisation croissante la rendra inéluctable.

La réforme gesellienne, supprimant la prime de liquidité attachée au numéraire (en le rendant périssable) pourra seule éviter l'effondrement critique.

IV - Le problème de l'inflation

L'inflation modérée (5 % annuels ou moins) a été pratiquée pendant toute la période de croissance consécutive à la seconde guerre mondiale - avec des variations nationales et des tolérances différentes. Là aussi, nous soutenons un point de vue qui diverge assez des idées reçues.

Les geselliens sont quantitativistes, mais montrent précisément pourquoi la formule de Fisher $P = MV/T$ (M = le NUMERAIRE exclusivement) est inapplicable à la monnaie actuelle.

La question problèmatique est celle de V. La vitesse de circulation V est une grandeur qui pose des problèmes quasi-philosophiques quant à sa définition. Soit, un billet change de main (action instantanée), soit il est détenu par un agent (durée plus ou moins longue, mais qui s'oppose en tout point à l'instant de l'échange). V serait vraisemblablement définissable par le nombre de transactions effectuées en moyenne par tous les billets dans un intervalle de temps donné, mais il n'est pas vraiment possible de mathématiser tout cela.

Car, soit le billet achète et circule, soit il n'achète pas et ne circule pas. Il s'ensuit que la masse monétaire M elle-même est directement liée à ce phénomène, elle est donc constamment inférieure ou égale au volume des billets émis.

Il s'ensuit que la formule fischerienne est inapplicable à la monnaie actuelle, parce que V est variable et M aussi conséquemment.

On connaît pour M seulement le maximum, mais il n'y a pas de minimum. C'est à ce niveau-là que l'émission supplémentaire de numéraire (par escompte des traites, par endettement budgétaire ou par escompte de devises etc ..) joue un rôle important, sans toutefois pouvoir contrôler tous les problèmes qu'elle engendre. Car ce nouveau numéraire a, comme la monnaie déjà émise, un destin double :

- soit il accroît la demande publique et privée, c'est-à-dire pousse les prix à la hausse et/ou stimule la production (M↑)
- soit il ne fait que traverser le marché pour disparaître dans la thésaurisation (M =)

La proportion entre demande ↑et thésaurisation est certainement variable, dépend des contextes psychologiques, internationaux et socio-politiques. En tout état de cause, tant que la hausse modérée des prix est maintenue, nous pouvons parier sur une thésaurisation quasi-nulle, c'est-à-dire la thésaurisation nourrit à son détriment la spéculation et l'investissement. Mais le rapport entre spéculation et investissement est à son tour variable en fonction des rendements espérés (cf. plus haut ...).

La hausse modérée des prix favorise la propension à investir = épargner, l'endettement productif et les rendements attendus paraissent "adéquats". Mais cette même hausse incite aussi les détenteurs de liquidités à exiger un intérêt plus élevé qui anticipe la perte du pouvoir d'achat attendue. Il s'ensuit que de plus en plus de capitaux (étrangers, thésaurisés etc ..) apparaissent pour pouvoir bénéficier de l'aubaine. Ceci crée et exacerbe la concurrence dans certains secteurs tout autant que celle entre secteurs divergents, car tous sont conccurentiels à l'égard de la demande de monnaie ...

Pour conclure, nous sommes forcés de dire que nous sommes "quantitativistes", bien que nous sachions que vis-à-vis de la monnaie actuelle, la formule fisherienne reste totalement inapplicable. Mais nous n'acceptons en aucun cas de dire qu'elle soit fausse ... Car l'erreur est portée par l'objet : l'erreur est monétaire. En effet, peut-on simplement oser soutenir que la monnaie actuelle soit neutre (?), qu'elle soit "équivalent universel" des autres biens, alors que l'existence de la prime de liquidité en démontre assez l'insoutenable ?

Comment oser soutenir (avec KEYNES) que l'accroissement de l'offre monétaire ferait baisser l'intérêt, alors que l'inflation consécutive force les créanciers d'anticiper la perte en haussant l'intérêt ? Car les détenteurs de liquidités sont toujours en position de force, quel que soit le contexte économique (conjoncture ou crise). Car dans le pire des cas, ils ratent une bonne affaire, mais en aucun cas, ils ne perdraient en ne prêtant pas *. Le capital monétaire, basé sur la construction interne de cette monnaie, est fait de telle sorte que celui qui en dispose en quantité excédentaire puisse en jouir et y gagner.

Toujours et partout, il aura le beurre et l'argent du beurre.. Quel étrange objet de jouissance qui jouit tout seul ! Car le capitaliste finit par se priver afin de verser un intérêt à son propre capital. Ceci s'illustre notamment dans le cas où le rendement productif est jugé "inadéquat", car, à ce moment-là, le capitaliste cesse d'investir-épargner afin de thésauriser-spéculer, moyennant quoi, il réduit sa production et tente d'absorber celle d'autrui. Nous assistons dès lors à cette curieuse situation précédemment décrite où la valeur totalisée des titres atteint des chiffres vertigineux, mais où toute tentative de réalisation d'envergure provoquerait le krach, tout simplement parce que les valeurs sont totalement surestimées par le jeu du marché. Il s'ensuit ce qui ne peut que s'ensuivre : La chute de l'investissement - qui persiste depuis déjà 15 ans - se révèlera in fine d'être ce qu'elle est, à savoir une paupérisation, où les destructions

---

* pour ne pas perdre, ils pourraient toujours consommer ....

comptables en capital amorti finissent par équivaloir à celles d'une grande guerre. Tout manquera, et la production redeviendra intéressante dès que la part salariale dans la distribution aura baissée à un niveau jugé "adéquat". Que cette baisse soit nominale (ce qui est improbable, mais non exclu) * ou plutôt par le biais de l'inflation est évidemment indifférent pour les rentiers.

Mais alors pourquoi maintenons-nous le quantitativisme ? Ceci tient au fait que nous construisons une autre monnaie, une monnaie pour laquelle la neutralité, l'équivalence, la masse circulante ainsi que la vitesse circulante ne poseront plus de problèmes hasardeux.

Les geselliens proposent à la science économique une théorie monétaire nouvelle, dictée par les lois mêmes du marché des biens et la division du travail.

Cette monnaie dite "estampillée" ou "fondante" pourra être gérée selon des données économiques simples : l'indice des prix principalement, mais aussi en fonction de la situation nationale et internationale (migrations de population, natalité, progrès technologiques etc ...). Après réforme gesellienne, le rendement productif ne sera plus tributaire du jugement d'"adéquat" ou non, mais simplement de le "faisabilité", où seuls les amortissements entrent en ligne de compte.
Ceci n'est possible qu'en obtenant une baisse durable, voire définitive des taux monétaires.

De tout ce qui précède, il résulte que les geselliens sont les seuls économistes susceptibles de rester quantitativistes sans avoir à rougir devant l'inapplicabilité de cette théorie au système monétaire actuel. La formule gesellienne du quantitativisme s'énoncera légèrement modifiée par rapport à la formule fisherienne brute :

---

* Cf TUC etc ...

$P = \frac{K\,M}{T}$; où P est l'indice des prix constamment stables

; M représente la masse monétaire centrale en situation de demande rigoureusement inconditionnelle et stable face à tous les biens

; T représente les transactions (leur somme totale)

; K représente une constante provisoirement inconnue, mais il s'agit d'un chiffre simple qui est fonction du degré d'utilisation de la monnaie en tant qu'elle circule à une vitesse nettement plus élevée qu'actuellement. Silvio GESELL estimait que M pourrait être réduite à 1/3 après introduction de la monnaie estampillée (ou monnaie franche), mais nous ne saisissons pas aisément sur quoi on pourrait se baser pour avancer un chiffrage quelconque. Du reste, comme P sera rigoureusement stable, K se déduira tout simplement après coup.

Il se déduit donc de cette formule que M devra être modifiée en fonction de T.

Mais il faudra noter autre chose : M aura une tendance naturelle à "fondre", de l'ordre de 5 % par an (si tel est le coût de l'estampillage décidé), aussi faudra-t-il restaurer M à intervalles réguliers, sauf si par hasard T diminue d'autant dans l'intervalle, ce qui est improbable quand on suppose une croissance économique nulle ou faiblement positive.

La restauration de M constituerait bien évidemment un revenu net pour l'institut d'émission (l'Etat). Les impôts pourront être réduits d'autant. Mais, vu que M sera relativement faible (à cause de la circulation rapide des billets), il va de soi que cette somme sera très faible surtout quand on la rapporte par exemple à T ou au PIB.

C'est pourqoui on ne pourra pas espérer résoudre les problèmes de fiscalité ou des dépenses publiques en comptant sur cette taxe. La solution ne vient, bien entendu que de l'amélioration conjoncturelle durable liée à l'effet technique et psychologique de cette réforme.

Car, ce qui aura été visé c'est la prime de liquidité (ou l'intérêt fondamental de GESELL). Et cette prime ne réapparaît pas dans cette petite taxe, mais dans le profond remaniement du circuit :

le circuit épargne-investissement sera bouclé sans aucune fuite, tandis que celui de la thésaurisation - spéculation sera progressivement complètement asséché. Cet assèchement produira des effets multiples.

- relance de l'investissement, car il n'y aura aucune autre issue pour les liquidités des épargnants (ils ne pourront plus se transformer en thésauriseurs - spéculateurs ..)
- création massive de nouveaux emplois jusqu'à résorption totale du chômage, car TOUTE production (valable) pourra être vendue ...
- hausses régulières des salaires jusqu'à fonte complète des profits productifs dans la masse salariale
- redistribution de la propriété industrielle au bénéficie du plus grand nombre et au détriment des grandes fortunes qui vont fondre inexorablement. Le simple agrandissement d'une entreprise n'apportera plus de bénéfice supplémentaire pour son propriétaire, car les salaires risquent de tout prendre
- par contre, le seul surprofit qui persistera sera celui lié aux innovations technologiques, elles seront donc prioritairement recherchées
- d'autres bénéfices persistants seront liés aux améliorations durables des infrastructures, à la lutte contre la pollution industrielle, c'est pourquoi ces investissements seront d'autant plus favorisés que le taux monétaire sera durablement très bas
- l'autre avantage de cette réforme sera le retentissement sur les flux des capitaux qui s'inverseront durablement pour s'orienter vers les pays en voie de développement, car il y aura là les meilleures perspectives de rendement ...

Nous n'avons cependant toujours pas indiqué les causes profondes de l'inflation rampante depuis 1945, appelée aussi bien érosion monétaire. Nous affirmons que les causes en sont "geselliennes", sans que cela ne soit jamais avoué. Pourquoi l'avouerait-on ? La demande publique est réputée être keynésienne, l'inflation est imputée à la spirale entre salaires et prix, aux déséquilibres commerciaux internationaux etc ...

Or, on nous objecte constamment que nous aurions dans la pratique déjà une sorte de monnaie fondante à cause de cette érosion.

En disant cela, on persiste à mystifier, on veut continuer comme s'il n'y avait aucun problème TOUT EN RECONNAISSANT AVEC KEYNES LA JUSTESSE DE LA PROPOSITION GESELIENNE !!! (de la nécessité d'une monnaie "périssable").

- Or, nous venons de le dire, l'inflation lente ne fait évidemment jamais baisser le taux d'intérêt (prime de hausse pour les prêteurs ...).

- Elle n'empêche nullement la spéculation, car nous montrons que la spéculation est une sorte de thésaurisation moderne, lui est parente telle une soeur jumelle.

- Elle est en outre problèmatique en ce qui concerne la santé des finances publiques dont le poids de la dette devient colossal dès que l'investissement épargne baisse au bénéfice de la thésauriation-spéculation.

- Mais elle est surtout inquiétante pour les rentiers qui feront TOUT pour la réduire, car ils craignent pour leurs créances. C'est pourquoi nous assistons à travers le monde à une baisse de l'inflation - au bénéfice des créanciers qui rendent insolvables de plus en plus de débiteurs ayant emprunté aux taux délirants du début des années 80.

Que voulons nous dire par "causes geselliennes" ?

Nous soutenons que sans la pratique de cette inflation-créée par une émission excessive de numéraire - la conjoncture aurait duré bien moins longtemps. Car l'inflation n'est pas inefficace contre la spéculation - thésaurisation tant qu'il y a réelle croissance économique. Mais il en va différemment quand il n'y a plus (ou très peu) de croissance.

L'inflation dont la cause serait "gesellienne" veut dire que la prime de liquidité (l'intérêt fondamental ou originel) imposait dès le départ sa LOI. Il fallait pratiquer cette inflation, parce que l'on ne voulait rien savoir du fait que la monnaie traditionnelle était et est toujours le CAPITAL originel et que tout développement économique lui Devra et devait toujours le tribut, une rançon.

Cependant, ce qui distingue l'inflation de la fonte gesellienne, c'est précisément cela : la proposition gesellienne ne permettra jamais de faire valoir un quelconque intérêt originel ou monétaire pur. Comment pourrait-on aussi ? Car, toute tentative de thésaurisation-spéculation ne saurait conférer un quelconque avantage à celui qui s'y risquerait, puisque l'échéance même de l'estampillage punirait directement celui qui détiendrait du liquide à cet instant précis. Gageons dès lors que tous les agents voudraient se débarrasser de leurs surplus liquides au plus vite *, mais que les biens spéculatifs (les titres) risquent d'être rapidement introuvables, car déjà vendus. Il ne resteraient que les marchandises, mais le phénomène serait analogue. Car, au moment où le liquide engendre des frais de stockage analogues à ceux des marchandises, il est vraisemblable que l'échange ne se réaliserait qu'en situation d'équivalence déterminée par l'accord entre acheteur et vendeur. Restent les terrains et immeubles ? Là aussi, nous disons que la vente cesserait rapidement en raison d'une demande exacerbée face à une offre hypothétique. Ceci n'aurait pas forcément des conséquences graves, car le bénéfice n'est pas réalisable. Il suffirait au législateur de réglementer convenablement le droit de propriété.

---

* D'où nécessaire contrôle <u>strict</u> de M surtout au début de la réforme en fonction de P.

Il s'ensuit que ceux qui voudraient prêter leurs surplus aux autres (en les portant à la banque notamment) devront rapidement se contenter d'un taux monétaire plus faible. Ce taux ira inexorablement vers zéro, si toutefois le rendement des biens productifs (l'efficacité marginale du capital) amorce ce mouvement. En tout cas, l'intérêt monétaire sera à l'avenir identique avec celui du rendement productif *, moyennant quoi, personne n'aura plus intérêt à garder du liquide non investi (à visée purement spéculative), car le rendement productif sera constamment supérieur au rendement spéculatif.

Toute la logique du système serait renversée :

Le TEMPS comme tel imposerait alors les mêmes risques aux détenteurs de liquide qu'à ceux qui détiendraient des marchandises.

Mais celui qui lancerait un processus de production se trouverait de fait avantagé par rapport à celui qui n'en fait rien, car il peut légitimement espérer retrouver l'intégralité de son argent avancé sous forme de produits vendus plus amortissements.

Ne rien faire serait plus coûteux que le prêt, même sans intérêts, tout simplement parce que la sortie spéculative sera rendue impossible.

On pourrait encore gloser sur la signification des placements en matière indestructible (or, pierres, mais aussi oeuvres d'art). Il est pourtant évident que leur achat n'empêcherait en rien la monnaie fondante de circuler et de faire demande. L'effet conjoncturel est donc NUL. Même chose pour devises et terrains.

---

* En fait tributaire de lui.

Ne rien faire serait plus risqué qu'investir, tandis qu'actuellement, c'est exactement le contraire (sauf si on considère la spéculation astucieuse comme la "juste" rémunération des riches au détriment des pauvres idiots qui ont eu le malheur de naître dans le Nord-Est brésilien ...).

V - Le problème de la monnaie scripturale

Invariablement, les économistes de tout bord nous objectent des considérations sur la monnaie scripturale, sur la prétendue création de crédit (et donc de monnaie "ex nihilo" par surcroît ?). Nous n'avons cependant jamais rencontré aucun fait qui aurait échappé au cadre de l'analyse gesellienne.

Nous ne cédons en rien et soutenons que le discours universitaire et technocratique se nourrit de la confusion et de l'obscurantisme les plus ahurissants.

Il n'y a pas et il n'y a jamais eu aucune autre création monétaire que celle du billet de banque. Sa valeur est déterminé par son pouvoir d'achat, à l'exclusion de toutes les autres grandeurs du moins au niveau national ...

Le crédit des banques secondaires n'a absolument rien d'un "ex nihilo" ! Ceci nous paraît tellement évident qu'il nous est difficile de démontrer un fait qui s'impose comme tel.

Car :

Quelle que soit la banque, nous ne rencontrons JAMAIS aucune qui nous prêterait pour nos beaux yeux ! Il arrive qu'elle se trompe et fasse une mauvaise affaire. Il arrive même qu'elle fasse faillite. Il arrive aussi bien qu'elle ruine ses créanciers (déposants) et débiteurs (étranglé par ses pratiques ou par mauvaise gestion etc ...).

Au niveau d'un lancement d'un processus productif, il arrive couramment qu'une banque avance des capitaux mêmes importants, qu'elle prenne des risques (même importants mais qu'elle se fait toujours payer ..). Mais pourquoi mystifie-t-on tout le monde en disant qu'il s'agirait d'une "création" de quoi que ce soit (le fait d'avancer des capitaux ...). Car la banque n'avance rien d'autre que ce qui a déjà été là sous forme d'épargne. Donc, au départ d'une production, il y a déjà tout le contexte économique. Si, comme c'est évidemment le cas, le travail des ouvriers ajoute une valeur, cela veut simplement dire qu'ils le font à un AUTRE ENDROIT que précédemment, mais ceci n'indique absolument pas qu'au niveau global d'un espace économique il se crée plus qu'avant le lancement de tel processus particulier, car nous n'avons pas tenu compte du fait que le nombre total d'heures travaillées n'a pas varié, en tout cas pas forcément !
Il en va différemment si nous avons des gains de productivité et/ou une diminution du chômage. Mais ceci ne préjuge toujours rien au niveau d'une création monétaire par une quelconque banque secondaire !! La création monétaire nécessitée pour le simple maintien d'un niveau des prix de détail * NE SE FERA JAMAIS SANS L'INTERVENTION AUTOMATIQUE DE L'INSTITUT D'EMISSION. Précisément par le biais de l'escompte de traites, malheureusement aussi pour des devises et dépôts d'or (ce qui est inflationniste). L'institut d'émission escompte tout à fait légitimement les traites, car ceci correspond toujours à une contrepartie en marchandises supplémentaires. Quand l'institut d'émission décide de relever le taux escompte dans le but de limiter le crédit, la reprise économique cessera instantanément. L'inflation peut néanmoins continuer, car l'émission de monnaie centrale s'effectue aussi autrement que contre des traites.

Nous n'insistons pas davantage sur ces mécanismes qui sont archiconnus.

---

* Après accroissement d'une offre des biens ...

Ceci est simplement dit pour dire que c'est bien le numéraire qui tient le contrôle de tout le système du crédit. Il tient ce contrôle même quand il n'y aura plus qu'une infime partie des transactions effectivement opérées avec lui. Les transactions purement scripturales (la majorité, semblerait-il) ne correspondent pas à un abandon du numéraire, mais simplement à un échange de biens ou service dans les deux sens et simultanément. Un chèque tiré sur un compte alimente rapidement le compte d'autrui qui pourra soit retirer un montant équivalent en espèces, soit se procurer des biens et services pour un montant identique * . Les délais bancaires pratiqués sont à la fois techniques et spéculatifs ... Nous n'insistons pas. Même chose pour ce qu'il en est des virements bancaires et interbancaires. L'usage de ces moyens de paiement non-liquides est simplement le résultat d'une commodité et/ou d'une circulation insuffisamment rapide du numéraire. Nous maintenons par conséquent que ces techniques sont assimilables à une forme moderne de troc.

Dans la mesure qu'ils rendent le numéraire plus ou moins superflu, ils sont certainement inflationnistes, au moins tant que l'institut d'émission accrédite le tout - c'est-à-dire maintient - la confiance dans la puissance publique.

Nous geselliens jugeons inutile toute prise en compte de ces moyens de paiement dans la proposition de notre réforme, parce que les banquiers feront automatiquement tout ce qui est nécessaire pour maintenir équilibrés leurs bilans. Si le retour au numéraire pouvait à nouveau s'étendre davantage, il est évident que nous n'aurions plus besoin d'autant de bureaucratie bancaire qu'actuellement. L'usage du numéraire anonyme est certainement le moyen de paiement le plus pratique, au moins pour les montants peu importants ...

---

* Ou les laisser sur le compte = prêt gratuit au bénéfice de la banque.

S'il s'avère nécessaire pour les banques de répercuter une taxe pour frais de gestion des comptes courants, elles n'hésiteront pas à appliquer des taux négatifs aux déposants. Par quoi il est assuré que les comptes courants subiront la même contrainte circulante que le numéraire.

Nous laissons les détails à l'imagination des gestionnaires infiniment plus avisés que nous.

J. FINCKH

CONCLUSION DU SEMINAIRE

Ce Séminaire aura posé les questions économiques d'une manière radicalement renouvelée.

On ne pourra jamais loger Silvio GESELL dans aucune école universitaire établie.

L'accès à son oeuvre est d'autant plus malaisé qu'il a écrit des choses sans s'apercevoir qu'il écrivait une économie prenant au sérieux la subjectivité radicale que Lacan nous habitue à considérer.

Que le discours de GESELL soit resté méconnu et inouï est une tragédie. Je m'emploie, autant que faire se peut, à soutenir là une cause foncièrement perdue, à promouvoir une révolution de la pensée économique à la mesure de la révolution psychanalytique.

Avec GESELL, nous devons dire que la réalité économique est construire autour d'une logique du fantasme dont l'objet de jouissance est toujours et encore la monnaie s'imposant dès le départ comme la Chose obscène et extérieure à la loi - la fondant ainsi et en fixant le cadre en dehors de toute éthique ...

La loi sacralise ainsi la monnaie et l'ordre capitaliste (l'ordre communiste est pareil à quelques petites "nuances" près ...).
La monnaie devient le vecteur d'un fantasme d'intemporalité au point de vérifier le "time is money". Que le réel fasse régulièrement retour pour nier (dialectiquement ???) ce fantasme (les moratoires, krachs, guerres, et rises ...) donne des fondements pratiques à cet enseignement nouveau.

Silvio GESELL propose une réforme simple et curieuse. Tour à tour qualifiée d'utopiste, d'illusoire ou de caduque, il s'agit pourtant de la seule réponse susceptible de rompre avec la logique de la crise. Le "malaise dans la civilisation" de Freud n'est pas une question, mais une réponse. Ainsi va-t-il de la réponse malaisée de la monnaie fondante. Cette réponse restitue radicalement la subjectivité, GESELL est en effet le seul économiste qui a légitimement - et théoriquement - le droit d'être considéré comme libéral au sens noble du terme. Le "chacun à ses risques" (que LACAN prend d'ailleurs à son compte quant au discours psychanalytique) ne peut se redorer le blason qu'avec GESELL. GESELL est partisan de la libre entreprise, mais il veut en fixer un cadre simplement VIABLE. C'est-à-dire prendre en compte ce que l'on peut formuler de plus vrai concernant notre existence en tant que mortelle. C'est pourquoi sa réforme propose rien de moins que la rupture avec le discours du maître pour faire place à une éthique du désir.

Sa réforme vérifie la loi de SAY, favorise la relance de l'investissement par une baisse durable du taux d'intérêt en rendant l'offre monétaire - c'est-à-dire la demande de biens et services - inconditionnelle toujours ouverte et insatisfaite. Il ne se préoccupe pas du besoin (qui est imaginaire) car la satisfaction de celui-ci ne peut être traitée par la symbolique économique. Il maintient finement l'écart entre ces deux registres. Et, c'est précisément de cet écart maintenu que se soutient le désir ... Sa réforme aboutira à la résorption de tout profit dans la masse salariale. Au-delà de toute considération de clivage entre investissement et consommation, cette réforme aboutira nécessairement à la constitution toujours plus poussée de biens matériels durables et décentralisés.

L'épargne prendra toute forme possible à l'exclusion de la monnaie liquide, dont la masse sera minimisée en raison d'une vitesse circulante maximisée ... Spéculation et thésaurisation (qui sont l'endroit et l'envers de la même chose c'est-à-dire user du temps d'autrui (et du sien propre)) seront devenues illusoires et mises hors d'état d'enliser le circuit.

Celui qui reste rivé à la jouissance des simples "acquisé d'un capital productif de rente se retrouvera réduit à consumer plus ou moins vite ses biens accumulés. La monnaie fondante amènera automatiquement, et sans autre taxation aucune à la "fortune fondante".

KEYNES pouvait souhaiter, d'une manière quelque peu idéaliste, l'"euthanasie lente des rentiers".

Mais ceci ne sera atteint qu'avec la monnaie fondante - à l'exclusion de toute autre voie.

Avec GESELL, la dette nationale et mondiale deviendra rapidement remboursable, car le soutien de la richesse n'a jamais été et ne sera jamais autre chose que le travail (désormais libéré) (cf. MARX, etc ...).

Le pays, la région, voire la seule cité adoptant cette monnaie verrait rapidement la résorption de tout phénomène de chômage dans une production désormais vive, régulière et bon marché.

La seule adoption de cette réforme engendrera son extension au-delà de ses frontières initiales (loi de GRESHAM ...).

Cette monnaie (fondante) permettra une politique monétaire digne de ce nom, basée sur des corrélations quantitativistes simples, car l'institut d'émission se basera simplement sur l'évolution des prix pour accroître ou pour réduire la masse.

Quid de la monnaie de crédit ? Les détracteurs de GESELL ont toujours objecté l'absence de la prise en compte par GESELL de la monnaie de crédit. Cette objection perd sa consistance dès que l'on se souvient de ce qu'est le crédit. Le crédit est toujours un paiement différé d'une consommation immédiate pour le débiteur. Pour le créancier, c'est l'inverse symétrique . Concernant la consommation globale, on consomme ou ne consomme pas ce qui toujours déjà là. Différer la consommation perd toute significa-

tion macroéconomique. Cela équivaut à une non-consommation en t_1 suivie d'une baisse de la production entre t_1 et t_2 ... D'où le côté aberrant de toute politique d'austérité, mais aussi des grèves.

Nous vivons l'époque où les grandes banques occidentales sont acculées à prendre des provisions sur les dettes que le tiers monde (l'Autre ? qui n'existe pas ...) ne payera plus jamais. (Je suppose que ces mesures, dans lesquelles la France est précédée par les Etats-Unis, car, pour les "besoins" de la privatisation il faut afficher des bénéfices rondelets - cela fait grimper le prix des actions ... Et dès que la privatisation aura eu lieu, les conseils d'administration de ces banques prendront des mesures analogues aux banquiers américains ; le tour sera joué, dans un gigantesque tour de passe-passe d'un montant astronomique, ce seront les petits actionnaires qui auront payé la dette ... c'est amusant ?, n'est-ce-pas ? (ainsi vont fortunes et désastres boursiers ...).

En tout cas, ces provisions altèrent fortement les bilans - tout en assainissant à la fois leur gestion et la situation des pays débiteurs ...
Moyennant quoi, il est avéré que mêmes les capitalistes les plus rigoureux - le réel de la perte (ou l'évitent ... en la collectivisant). Et la jouissance du maître prend fin avec la mort de l'esclave et la désertification du Nord-Est brésilien.

" "

"

TABLE DES MATIERES

	Page
Préface, par Johannes FINCKH	3.
Présentation de la théorie de l'intérêt et du capital de Silvio Gesell : notions de monnaie temporelle et éternelle, par Johannes FINCKH	11.
La philosophie de l'Histoire chez Gesell : "l'utopie" gesellienne, par Jean-Jacques SAMARAN	37.
Arguments contradictoires présentés à J.-J. SAMARAN, par Johannes FINCKH	47.
Le statut de la valeur, de l'épargne, de la monnaie scripturale et du quantitativisme chez Silvio Gesell, par Johannes FINCKH	49.
Essais et expériences de monnaie franche en France, par Georges LARDEAU	69.
La notion gesellienne de préférence pour la liquidité et sa généralisation dans les travaux de Keynes, Soddy et Johannsen, par Mario SECCARECCIA	77.
L'utopie monétaire de Silvio Gesell : un cas d'hétérodoxie entre Wicksell et Keynes, par Michel HERLAND	97.
Compte rendu de la discussion à la suite de l'exposé de Michel HERLAND, par Johannes FINCKH	121.
Conclusion du Séminaire, par Johannes FINCKH	141.

" "

"